

**REGARDS CROISES**

REVUE TRIMESTRIELLE    Décembre 2004  
N° 013

**Devoir de mémoire et  
responsabilité collective  
pour l'avenir**

Aloys Tegera  
Christiane Kayser  
Onesphore Sematumba

Goma  
Décembre 2004

## I. Devoir de mémoire et responsabilité partagée pour l'avenir (Christiane Kayser)

Le Congo et en particulier l'Est a un lourd passé à gérer. Ces dernières dix années notamment ont vu des massacres répétés perpétrés par des alliances changeantes de milices et armées de tous bords dont chaque communauté a souffert et auxquels des membres de chaque communauté ont tour à tour contribué d'une façon ou d'une autre.

Pole Institute a entamé, il y a plus d'un an, ensemble avec divers partenaires dont le Barza Intercommunautaire des activités de recherche et de réflexion autour de la question du devoir de mémoire. Depuis le début, notre objectif était d'y travailler avec les communautés concernées et dans la poursuite de nos activités interculturelles d'accompagner un travail d'appropriation de l'histoire commune par les uns et par les autres. Nous n'avions pas pu imaginer l'ampleur des racines profondes, des blessures et des pièges mortels attachés à cette thématique.

Nous sommes partis du principe que l'apparente amnésie collective couplée d'une culture de haine et d'exclusion de l'autre, l'identification d'un ou de plusieurs boucs émissaires englobant des communautés et/ou des pays entiers ne vont pas permettre aux populations congolaises de se construire un avenir. Nous avons réalisé petit à petit que ce travail nous tenions à le faire essentiellement pour avancer vers une **responsabilisation** de tous ceux qui y vivent et y travaillent pour la destinée future de cette partie de l'Afrique. Tous ne sont pas coupables des actes criminels, mais tous sont responsables de ce que nous apprenons du passé, de ce qui se passe maintenant et des bases de la construction de l'avenir.

Mais comment avancer vers une conscience de nos responsabilités et une attitude responsable alors que la culture prédominante pendant la période coloniale et sous la dictature de Mobutu a consisté à infantiliser les populations ?

Dans une première partie de ce rapport, nous vous présentons un coup de projecteur sur la longue histoire des massacres en sachant que tous ces morts continuent de hanter nos esprits. Nous sommes convaincus qu'il faut regarder l'histoire et les racines d'une certaine culture de violence.

Notre travail de recherche avec le Barza Intercommunautaire, les visites de sites de massacres et les entrevues sur place dans plusieurs sites du Nord Kivu (dans les territoires de Goma Rutshuru, Masisi, Lubero) nous ont montré comment profondes sont les blessures dans toutes les communautés, mais aussi comment difficile il reste d'en parler et d'en tirer les leçons pour l'avenir de tous. Nous avons néanmoins commencé un travail de capitalisation de ces visites que vous nous présentons ici.

Quand le massacre de Gatumba d'août 2004 et ses suites médiatiques nous ont poussés à réagir publiquement<sup>1</sup> c'était essentiellement dans le cadre de ce travail déjà entamé...

---

<sup>1</sup> Voir Aloys Tegera, Christiane Kayser, «Débats et manœuvres autour du massacre du camp de Gatumba : Informations ou interprétations ? Les agendas politiques assassinent une deuxième fois les morts de Gatumba », Septembre 2004.

Le massacre de Gatumba n'est hélas pas unique, il est juste le dernier en date dans une longue lignée de massacres niés et oubliés et dont les responsables n'ont jamais été traduits en justice. Cependant certains éléments dans les réactions des voisins et concitoyens des victimes et dans les débats au niveau national et international sont nouveaux :

- Pour la première fois des rescapés d'un massacre ont été accueillis par des jets de pierre de leurs voisins qui ne demandent qu'une chose : qu'ils ne rentrent plus jamais chez eux et restent à l'étranger.
- Les témoignages des rescapés ont été décrédibilisés et ils ont été plus ou moins accusés de participer activement à une conspiration.
- Le débat autour des présumés responsables de ce massacre a essentiellement tourné autour de leur nationalité. L'implication ou la non-implication de Congolais a été la source de spéculations et d'affirmations y compris par des organismes sérieux.<sup>2</sup> Il ne s'agissait plus d'identifier les responsables directs et indirects en tant que tels, mais la grande question se réduisait à identifier si des Congolais étaient impliqués ou non.
- Les massacres ont été pris comme prétexte pour échafauder des théories de conspiration diverses et variées.<sup>3</sup>

Au vu de tout cela nous avons estimé nécessaire de clarifier que :

- Les Banyamulenge sont des Congolais et ont le droit de vivre chez eux et d'y être enterrés.
- Les témoignages des rescapés sont à prendre au sérieux et donnent des indications fortes quant à une participation de milices congolaises dans ce massacre.
- Le massacre de Gatumba est lié intimement à la situation dans la sous-région. Que ses auteurs soient de nationalité congolaise ou non il y a une responsabilité claire de ceux qui attisent les haines entre les communautés ethniques du Congo et qui prônent une politique d'exclusion.
- Les théories de conspiration fleurissent dans la région et sont un obstacle majeur pour avancer vers une analyse des événements, des intérêts des uns et des autres et une identification de pistes de dépassement du cycle de violence.

Nos enquêtes du côté d'Uvira et de Bukavu comme nos interviews avec les rescapés nous ont fait réaliser l'avancée inquiétante des sentiments de haine et d'exclusion et les fossés qui se creusent entre les populations. Nous avons donc décidé de publier ici aussi bien les premiers résultats de notre travail de longue haleine au Nord Kivu que les éléments d'enquêtes autour des massacres de Gatumba.

Les Congolais ne sont pas des enfants. Ils sont capables de regarder leur passé douloureux, d'en tirer des leçons et de prendre en main leur avenir. Ils ne peuvent laisser des chercheurs venus de l'extérieur et des ONG internationales s'accaparer des dossiers sensibles qui demandent un travail en profondeur avec les populations concernées. Ils ne peuvent non plus continuer de laisser des chimères de « congolité », cousine de la fatale « ivoirité » assassiner toute avancée vers une citoyenneté congolaise ancrée dans la modernité.

---

<sup>2</sup> Voir entre autres : Human Rights Watch, « *Burundi :Le massacre de Gatumba, crimes de guerre et agendas politiques* », Septembre 2004.

<sup>3</sup> Voir entre autres le fameux rapport de (ONG non existante)

En ces temps de montée des haines et de divisions entre communautés, nous trouvons une inspiration dans le beau texte de « L'appel de Beyrouth » signé par des personnes de toutes les communautés libanaises et publié en juin 2004 :

*« Nous savons enfin que notre indépendance et notre souveraineté dépendent, avant tout, de notre volonté de rester unis, de préserver la convivialité entre nous, (...), et de créer un Etat dont l'existence ne soit plus tributaire des changements régionaux et dont le fonctionnement ne soit plus en permanence entravé par les rivalités communautaires. »*

Goma, décembre 2004

## II. Les Morts qui hantent nos esprits : le poids du passé en RD Congo (Aloys Tegera)

Quand l'écrivain Adam Hochschild publia en 1998 son livre « Les Fantômes du roi Léopold II. Un holocauste oublié<sup>4</sup> », les pages sombres de l'histoire de l'Etat Indépendant du Congo faisaient leur entrée fracassante dans les médias et les librairies. Le monde entier découvrit la brutalité de ce que fut les premières heures de l'entreprise léopoldienne. Au nom du caoutchouc ou du travail forcé pour la construction du premier chemin de fer et autres entreprises coloniales, on estime que 10 millions de personnes périrent durant les quarante premières années de la colonisation. Il a fallu une centaine d'années pour que le monde découvre cet holocauste que même bon nombre de Congolais et de Belges ignoraient. Les pratiques par l'administration civile et militaire de gommer les massacres à grande échelle, de brouiller les pistes, d'éliminer les traces ou de falsifier l'histoire ne sont pas d'aujourd'hui, mais remontent aux origines de l'existence même du Congo.

Au Nord-Kivu, entre 1911 et 1913, les opérations militaires conduites par les troupes de la Force Publique venues de Ponthierville (Maniema) et de Rutshuru contre un chef Hunde du nom de Ngyiko et ses partisans, aboutirent aux massacres des populations Hunde par centaines. Le rapport de l'administrateur<sup>5</sup> qui fait état de ces expéditions punitives revoit les chiffres à la baisse quand il ne les minimise pas. Dans une note du Directeur Général au Ministre des Colonies datée du 12 septembre 1912, il met en cause « les rapports Brochard » et considère que parmi les personnes blessées il y a aussi des civils et pas seulement les « brigands » de Ngyiko comme le rapport les appelle.<sup>6</sup> Cette stratégie de diaboliser « l'ennemi » par des noms ou des adjectifs justifiant les actes de barbarie faisait son entrée dans les pratiques non seulement de ceux qui exercent le monopole de la violence mais s'insinuait aussi entre les populations elles-mêmes au nom de la différence.

Le lendemain de l'indépendance, la guerre dite de Kanyarwanda dans le territoire de Masisi n'a laissé aucune trace écrite digne de ce nom. Plusieurs témoins privilégiés ont disparu et il ne reste que quelques rares personnes qui racontent des bribes assez subjectives. Massacres et frénésie de l'oubli sont les deux faces de la médaille qui constituent l'amnésie de nos populations.

Les années 1990 ont été particulièrement meurtrières dans la province du Nord-Kivu. La guerre dite interethnique qui a éclaté en mars 1993 à Ntoto (une contrée à cheval entre les territoires de Masisi et de Walikale), avant de s'étendre sur l'ensemble du territoire de Masisi et une partie du Bwito en territoire de Rutshuru, a fait beaucoup de morts surtout parmi les populations Hunde, Hutu et dans une moindre mesure, les populations Tutsi. Un document daté du 9 juillet 1993 et signé par la mutuelle « Bushenge – Hunde » présente une succession des griefs Hunde et avance d'abord les chiffres des déplacés, leurs lieux de refuge, et enfin les morts, les blessés et les dégâts matériels. Le document veut d'abord attirer l'attention sur le sort des déplacés et le dit en ces termes: « ...nous allons essayer de faire ressortir les

---

<sup>4</sup> HOCHSCHILD, Adam, Les Fantômes du roi Léopold II. Un holocauste oublié, Paris, belfond, 1998

<sup>5</sup> BROCHARD, A., « Rapport sur les opérations militaires contre Djiko et consorts, 1911 – 1913 », Archives Africaines, FP 800, 162, pp 306 – 346

<sup>6</sup> Note du Directeur Général au Ministre des Colonies, Bruxelles, 12 septembre 1992, Archives Africaines, FP (800) 162, no 306, p. 10

principales conséquences de cette agression en insistant d'une façon particulière sur le nombre des déplacés et leurs endroits de refuge, les morts, les blessés et les dégâts matériels. Cela nous permettra de faire une estimation de l'état de besoin des sinistrés pour éventuellement obtenir une assistance alimentaire, médicale et sociale ».<sup>7</sup> A défaut d'une enquête indépendante ou d'autres sources documentées sur les mêmes faits, il est difficile de se prononcer sur les chiffres avancés des personnes tuées ou blessées dans les 55 villages que le rapport comptabilise. Cette difficulté de vérification des chiffres exacts est une constante récurrente dans les massacres qui ont suivi l'arrivée massive des réfugiés Hutu rwandais en juillet 1994, les opérations militaires « Mbata et Kimia » en mai 1996, et les deux guerres subséquentes en octobre 1996 et août 1998 dites de « libération » et de « rectification ».

Un rapport de 65 pages daté d'octobre 1997 intitulé « L'apocalypse au Nord-Kivu »<sup>8</sup> a fait un travail remarquable d'identification des lieux et dates des massacres, les estimations du nombre des victimes, quelques noms des personnes tuées, les sites des charniers et les responsables présumés de massacres. Aucune enquête indépendante n'a suivi pour confirmer ou infirmer les allégations de ce rapport. Cependant, le rapport est un outil précieux qui aide à dégager les alliances et contre alliances entre les milices ethniques et les forces régulières ou rebelles.

Entre mai 1996 et octobre 1996 les opérations « Mbata » et « Kimia » conduites par les FAZ ont semé la désolation dans les territoires de Rutshuru et Masisi. Les différentes milices ethniques ont vite compris qu'en s'alliant avec les troupes des FAZ moyennant l'argent elles prendraient le dessus sur leurs adversaires. Tour à tour les FAZ ont combattu contre et avec les différentes milices ethniques : Mayi Mayi, Ngilima, et les combattants Hutu. Selon l'allié du moment, les populations civiles ont été décimées. Nous reprenons ici les différentes alliances et les localités dans lesquelles les massacres ont été commis qui ressortent dans le rapport cité plus haut:

A Kibirizi en territoire de Rutshuru, les FAZ avec les Mayi Mayi Hunde, Nande et Ngilima ont massacré les populations Hutu. Par la suite, les Hutu se sont alliés avec les FAZ et les Interahamwe rwandais et ex-FAR pour massacrer les Hunde et les Nande. Cependant dans le même village, il y a eu des massacres des Hutu imputés aux milices Ngilima.

A Kitchanga, Mweso et Pinga, une coalition de combattants Hutu congolais avec des Interahamwe rwandais et ex-FAR ont massacré les populations Hunde.

A Sake, les troupes des FAZ ont massacré les populations Hunde.

A Mokoto, en date du 13 mai 1996, les combattants Hutu en coalition avec les Interahamwe rwandais et ex-FAR ont massacré les populations Tutsi réfugiés au monastère des moines cisterciens et dans ses environs.

A Karuba et à Ngungu, les troupes des FAZ ont massacré les populations Hutu.

---

<sup>7</sup> « Mémoire de la mutuelle Bushenge-Hunde régionale du Nord-Kivu adressée au Président de la République du Zaïre à propos de l'agression armée des étrangers rwandais contre les autochtones Hunde de Masisi, Rutshuru, Goma et Walikale », Goma, le 9 juillet 1993, p. 9

<sup>8</sup> APREDECI (Action Paysanne pour la Reconstruction et le Développement Intégral), GVP (Groupe des Volontaires pour la Paix), CREP (Centre de Recherche et d'Encadrement Populaire) ; « L'apocalypse au Nord-Kivu ». Un rapport sur les violations des Droits de l'Homme à l'Est de la République Démocratique du Congo. Goma, octobre 1997

Entre octobre 1996 et mai 1997, période correspondant à la rébellion des troupes de l'AFDL les massacres des populations congolaises mais aussi des réfugiés Hutu rwandais sont imputés aux militaires de l'AFDL et leurs alliés rwandais.

Dans le territoire de Rutshuru, à Rutshuru centre, Mabenga, Mugogo et Kabizo, le rapport impute les massacres des populations Hutu congolais commis le 29 octobre 1996 aux troupes de l'AFDL avec ses alliés rwandais.

Dans le territoire de Masisi et dans la quasi-totalité de tous les groupements (Muvunyi-Matanda, Muvunyi-Shanga, Kibabi, Nyamaboko, Ufamandu, Bapfuna, Bashali Kayembe et Bashali Mokoto), le rapport avance les chiffres des morts par milliers imputés aux troupes de l'AFDL et leurs alliés rwandais.

Les massacres des réfugiés Hutu rwandais dans plusieurs localités telles Mugunga, ou Tingi-Tingi sont imputés aux troupes de l'AFDL avec leurs alliés rwandais.

Le rapport note aussi des répressions et des massacres sélectifs des populations Hutu, Hunde, et Nande par les militaires de l'AFDL et leurs alliés rwandais, ainsi que les massacres des populations Tutsi imputés aux milices Mayi Mayi et aux combattants Hutu après la chute de Kinshasa le 17 mai 1997.

La brouille entre le Président Laurent Kabila et ses alliés rwandais allait provoquer une deuxième rébellion, celle du Rassemblement Congolais pour la Démocratie qui débuta le 2 août 1998. Les troupes du RCD et leurs alliés rwandais se sont affrontés dans la partie Ouest du pays aux troupes gouvernementales de Laurent Kabila aidées par l'Angola et le Zimbabwe, ainsi que par les Interahamwe et ex-FAR et les rebelles burundais du CNDD. A l'Est du pays, les troupes du RCD et leurs alliés rwandais se sont battus avec les différentes milices Mayi Mayi en alliance avec les Interahamwe rwandais et ex-FAR et les rebelles burundais du FDD. Au nord-est, les troupes ougandaises ont opposé et entretenu des massacres interethniques notamment entre les populations Hema et Lendu. Dans ces affrontements, beaucoup de massacres, d'exactions, de viols ont été commis sur les populations civiles par les belligérants toutes tendances confondues.<sup>9</sup> Parmi les rapports les plus importants

---

<sup>9</sup> Nous reprenons ici une documentation non exhaustive :

- Bulambo Katambo, Mourir au Kivu, du Génocide des Tutsi aux massacres dans l'Est du Congo- RDC, L'Harmattan, Paris, 2001
- Ntumba Laamba Lumu (Ministre des Droits Humains), Livre blanc, Numéro Spécial. « La guerre d'agression en République Démocratique du Congo : Trois ans de massacres et de génocide à Huis Clos », Kinshasa, octobre 2001
- International Rescue Committee (IRC) ; « Sombre reality : extermination of the Congolese People – Genocide in Eastern Democratic Republic of Congo – Mortality Study, Background and Synopis », 2000. Cette enquête sur la mortalité en RDC a été actualisée et publiée par IRC le 8 mai 2001.
- Human Right Watch, « Meurtres et répression dans l'Est du Congo », 16 mai 2000 ; « L'Ouganda dans l'Est de la République Démocratique du Congo, une présence qui attise les conflits politiques et ethniques », mars 2001.
- Amnesty International, « Democratic Republic of Congo, Rwandese controled Est : Devastating human toll, june 2001.
- Save the Children, OXFAM, Christian Aid, « Rapport sur la tragédie humaine du conflit en République Démocratique du Congo, août 2001
- Héritiers de la Justice, « Situation des droits de l'homme en RDC, cas du Sud-Kivu », Rapport du 2<sup>ème</sup> semestre 1999, Bukavu, 12 janvier 2000

qui ont eu un impact sur l'analyse de la guerre d'août 98 à l'Est du Congo, notons l'enquête sur la mortalité d'International Rescue Committee (IRC). Cette enquête a eu le mérite d'attirer l'attention internationale sur la tragédie humaine que subissaient les populations congolaises. Selon l'enquête de 2000, au moins 2.600 personnes mourraient chaque jour et le nombre des morts par balle était largement infime par rapport au nombre de victimes de famine, des maladies et surtout de la paralysie des infrastructures de base du fait de la guerre. En utilisant la méthode de la progression mathématique, cette enquête estimait un excédent de 1,7 millions de décès civils par rapport à la normale pour les 22 premiers mois de conflit de la guerre d'août 98. La version actualisée de cette enquête publiée le 8 mai 2001 estimait que depuis août 1998, le nombre de décès parmi les populations civiles présenterait un excédent de 2,5 millions de morts par rapport à ce qu'il aurait été normalement s'il n'y avait pas eu la guerre. L'enquête reconnaît avoir eu des difficultés pour trouver les données de référence pour une analyse comparative afin de définir ce qu'elle qualifie de « la normale ». Cependant ce fut un cri d'alarme qui a attiré l'attention de la communauté internationale sur le sort des populations à l'Est du Congo et surtout diminué dans les perceptions des gens le poids de l'argumentaire rwandais qui justifiait sa présence en RDC par le fait de poursuivre les Interahamwe rwandais et ex-FAR auteurs du génocide rwandais de 1994. Pour bon nombre d'observateurs, il était difficile de justifier au nom du génocide rwandais la poursuite des Interahamwe et ex-FAR sur le dos d'une autre tragédie humaine dont les chiffres de morts s'extrapolaient en millions.

Les morts congolais connus et inconnus hantent les esprits. Comme le dit bien l'appel de Beyrouth : « Nous avons connu toutes les guerres, nous avons cru au pouvoir de la violence comme levier de changement, nous avons vécu toutes les ségrégations, nous avons imposé et subi toutes les purifications communautaires. ...Nous l'avons payé de nous-mêmes, de notre aptitude au bonheur, de notre capacité à espérer, de notre estime de soi. Nous savons aujourd'hui que le recours à la violence ne peut mener qu'à la destruction et à la mort, à la destruction de l'autre, mais aussi à la destruction de soi... »<sup>10</sup>

- 
- Rapport du 1<sup>er</sup> février 2001 sur la situation des droits de l'homme en RDC, présenté par le Rapporteur Spécial Roberto Garreton, conformément à la résolution 2000/15 de la commission des droits de l'homme, annexe VIII.
  - COJESKI/RDC ; « Etat des lieux des conflits socio-politiques en RDC » - Esquisse sur la problématique de médiation, contribution au Forum International de rencontre entre jeunes, Université de Paix, Namur (Belgique), 24 octobre – 4 novembre 2000.
  - COJESKI« Tragédies humaines dans le Kivu/RDC : Apocalypse situation des droits de l'homme pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 1999, inédit, Kinshasa.
  - CADDHOM ; La République Démocratique du Congo : « Rapport sur 50 jours sous régime d'occupation et rebelle au Kivu ( 2 août 1998 – 23 septembre 1998), inédit, Septembre 1998
  - BATUNDI NDASIMWA Léon, Recensement des victimes des massacres et affrontements inter-ethniques, de 1993 à nos jours, inédit, 2004
  - MONGANE Donatien, Rapport sur les massacres de Kalehe, inédit, septembre 2004

<sup>10</sup> L'appel de Beyrouth (Projet) rendu public le 20 juin 2004



### **III. Travail de mémoire au Nord Kivu (Onesphore Sematumba)**

Depuis quelques années Pole Institute développe ensemble avec des partenaires locaux un travail autour du « devoir de mémoire » afin de faire la lumière sur les massacres récurrents que notre sous-région connaît.

Pour commencer, nous avons ciblé le Nord Kivu. Le choix de cette province comme point de départ de notre recherche se justifie par le fait qu'elle constitue notre zone centrale de travail et qu'elle apparaît comme le concentré de toutes les crises identitaires vécues dans la sous-région.

À la base de cette recherche autour du devoir de mémoire se trouvent les questionnements suivants :

- Doit-on continuer à traîner le poids des morts qu'on refuse de nommer et des meurtriers qu'on n'ose pas désigner ?
- Que faire de ces morts issus de toutes nos communautés, qu'on déterre à chaque fois que surgit un conflit entre les individus ou entre les communautés ?
- Mais surtout comment aborder un dossier si lourd tant par le nombre des morts que par la charge émotive de la question, sans paraître remuer le couteau dans la plaie ni avoir l'air de jouer avec le feu dans une région où les pyromanes sont à l'affût de la moindre étincelle pour tout brûler ?
- Comment concilier l'urgence du travail à abattre et le recul nécessaire en vue de ne pas être trop influencé par ses propres sensibilités dans un drame collectif où tout le monde a été, d'une façon ou d'une autre témoin, bourreau (actif ou passif !) ou victime ; les rôles pouvant évoluer au gré des vagues meurtrières ?

La tâche, on le voit, est très ardue, mais nous estimons qu'il s'agit d'un chantier en édification permanente, ce qui requiert l'énergie de nous tous. En effet, nous croyons fermement que seule la vérité, toute la vérité, autour de notre passé récent marqué par le sang peut nous mener vers un avenir apaisé, fondé sur notre deuil commun.

#### **3.1. Éléments déclencheurs**

Les massacres interethniques ne sont pas hélas ! une nouveauté dans la région ; Gatumba n'est qu'une graine dans un chapelet de crimes qui se sont succédé dans l'indifférence générale et dans l'impunité depuis assez longtemps. Le Nord Kivu n'a pas échappé à cette spirale de violences qui, le plus souvent, correspondaient à des échéances politiques importantes.

Mais les populations ont presque toujours trouvé dans l'oubli la ressource nécessaire pour survivre et rebâtir leur cohésion sociale. Jusqu'au moment où cette saleté mal enterrée refait surface et menace de tout remettre en cause.

C'est ainsi que le 10 décembre 2002, les populations du Nord Kivu ont été prises d'un malaise général à la suite de l'effet de boomerang dû à l'alerte du président de la communauté nande, maître Fataki Luhindi. Dans une région où la consigne tacite entre les communautés semble de ne jamais parler de la chose ethnique sur la voie

publique, cette correspondance du notable nande adressée aux plus hautes instances de la communauté internationale (ONU, UE, UA) et nationale (Présidence de la République, RCD) se révéla être un coup de pied dans une immense fourmilière et les réactions ne se firent pas attendre, les unes et les autres prenant position – et le monde à témoin- avec la passion qu’une lettre pareille ne pouvait manquer de susciter.

Soucieux de faire un peu de lumière face aux différentes allégations contenues dans la lettre, Pole Institute crut le moment venu de matérialiser sa recherche autour du devoir de mémoire. En effet, Monsieur Fataki lui-même écrivait avec raison que :

**« Chaque communauté a un devoir de mémoire, non pour entretenir des rancoeurs, mais que plus jamais les épisodes macabres de son histoire collective ou particulière ne se répètent. »**

Pour ne pas paraître plonger dans la polémique qui se mettait en place, nous avons identifié le Barza intercommunautaire du Nord Kivu comme un partenaire neutre pouvant mener les investigations en vue de rétablir la vérité historique tout en poursuivant son travail de réduction des conflits intercommunautaires. Ce n’était du reste pas notre premier travail avec cette structure composée des représentants de différentes communautés du Nord Kivu. Nous avons initié avec eux un travail interculturel intéressant qui se poursuit jusqu’à ce jour.

Nous avons donc lancé ce travail délicat, en partenariat avec le programme CECI-ACIPA, et voici les premiers résultats de cet immense chantier.

Étant donné que dans notre entendement, la province devrait constituer une communauté, le devoir de mémoire n’est pas un exercice académique, mais c’est un processus dont la visée est clairement de faire que le Nord Kivu s’approprie ce passé commun. C’est pour cela que nous avons associé à cette tâche des chercheurs indépendants pour couvrir progressivement toute la province.

### 3.2. Rapports du Barza intercommunautaire du Nord Kivu

#### **À défaut de révélations inédites, des leçons tirées des descentes**

Descentes effectuées

N°	Site visité	Collectivité	Territoire	Observation
1	Lac vert	-	Goma	Commune urbaine
2	Kako	Bwisha	Rutshuru	
3	Rubare	Bwisha	Idem	
4	Kiwanja	-	Idem	Cité
5	Bunagana	Bwisha	Idem	
6	Nyamilima	Bwisha	Idem	
7	Kitshanga	Bashali	Masisi	
8	Lukanga	Baswagha	Lubero	
9	Luofu- Miriki		Lubero	
10	Kibirizi	Bwito	Rutshuru	

#### **3.2.1.L’étape du Lac Vert : de l’indifférence à la prise de conscience**

Le lac vert, à une dizaine de kilomètres de la ville de Goma, a servi de sépulcre à plusieurs personnes pendant la période troublée des années post-indépendance. Cette première étape de notre quête était la plus facile et la plus difficile. La plus

facile, d'abord parce que les événements douloureux qui s'y sont déroulés remontent à plus de 40 ans et que la plupart des personnes rencontrées ne les ont pas vécus. Ensuite parce que ce drame concernait les autres, c'est-à-dire des personnes essentiellement venues « d'ailleurs ». Mais ces facilités relatives à l'approche constituaient en elles-mêmes quant au fond attendu, c'est-à-dire à l'exercice de la mémoire.

Les témoins locaux qui se rappellent ces événements n'ont pas les détails, du fait que les meurtres étaient politiques. Les victimes étaient amenées à bord des camions, parfois en plein jour. Quelques fois, un coup de feu retentissait peu de temps après, du côté du lac, ce qui ne troublait en rien les agriculteurs qui étaient aux champs, nous a déclaré X, septuagénaire. Et d'ajouter : « C'était une affaire de riches, ceux qu'on emmenait au lac vert étaient en costume et cravate ». À la question de savoir pourquoi on les emmenait pour les tuer, il déclare d'abord l'ignorer, avant de se rappeler que « c'était des membres du PNP ».

Les jeunes présents sur place apprennent en même temps que les « étrangers » cette étrange histoire. Ils ont toujours vécu là-bas, sans savoir qu'ils côtoyaient des fantômes anonymes. Leur relation au milieu change progressivement. Et pourtant, il y a encore quelques années, « des touristes venaient par ici et nous achetaient des ossements repêchés du lac, lorsqu'on pouvait en trouver », nous a déclaré Y, quadragénaire.

- Et aujourd'hui ? Est-ce que ces touristes viennent toujours rechercher les ossements ?

- Non, ils ne viennent plus ; d'ailleurs, il n'y a plus d'ossements au fond, répond-il, presque à regret.

Monsieur Rutamu Jean-Pierre, membre du Barza, a suivi en silence ces échanges. Avant de se « révéler » et de donner un visage humain à une « histoire » lointaine. En effet, M. Rutamu est un rescapé du Lac Vert. Il doit la vie sauve à un policier qui l'a fait évader au dernier moment, mais il garde des traces de son calvaire sur son corps et, bien évidemment, dans sa chair. Il n'a pas envie d'en dire long, il se replonge dans l'attitude de recherche.

Les corps des victimes étaient emballés dans des sacs qu'on alourdissait de pierres, pour les empêcher à jamais de remonter à la surface, pour que leurs noms disparaissent. À tout jamais. Et cela est presque réussi. Nous nous sommes de nouveau tourné vers X :

- Q. : Papa, vous avez une idée du nombre de ceux qui ont été ensevelis au lac Vert ?

- R. : Aucune idée.

- Q. : A quelle ethnie appartenaient-ils ?

- R. : Je ne crois pas qu'une seule ethnie était visée, les raisons tenaient plus à la politique des partis.

- Q. : Vous ne croyez pas qu'on pourrait poser un geste pour qu'on n'oublie pas ce qui s'est passé ici au Lac Vert ?

- R. : Mais pourquoi ? On ne fait pas le deuil de ceux qu'on ne connaît pas !

- Q. : Avez-vous appris qu'il y avait des Ougandais, des Rwandais ou des Belges parmi les victimes ?

- R. : Non, ceux qui venaient de loin étaient de Butembo ?

- Q. : C'était donc tous des Congolais, nos frères ?

Le vieux est touché, les autres aussi. Les morts du lac Vert ont déjà une première identité, qu'ils partagent avec l'assistance.

- Q. :Que pouvez-vous faire pour que nos frères tués ici ne soient pas oubliés ?
- R. :Nous demandons à l'Etat de nous aider à ériger un monument à ces morts ; nous autres, nous sommes pauvres.
- Q. :N'y a-t-il pas moyen de poser un geste à **votre portée, en attendant ce que l'Etat pourrait faire ?**

L'assistance découvre alors qu'il y a moyen de faire un geste éminemment symbolique, ancestral et qui ne coûte rien ou presque. On pourrait planter un ficus « *mulumba* » sur le site, en mémoire des victimes.

### **3.2.2. L'étape de Kako**

Ici comme ailleurs, les langues ne se sont pas déliées spontanément. Toujours cette propension à nier tout en bloc, quitte à reconnaître furtivement que « peu avant la guerre de l'AFDL (1996) un mauvais vent allait opposer les Hutu et les Nande », mais que ce n'était pas organisé, c'est-à-dire qu'on ne pouvait pas imputer ce climat à aucun groupe ethnique. Et pourtant, à cette période, l'activisme idéologique et militaire bat son plein dans les camps des réfugiés rwandais, dont ceux de Kahindo et de Katale, situés à quelques kilomètres de Kako. Il est avéré que les jeunes Hutus congolais, galvanisés par leurs alliés rwandais, ont adopté des comportements paramilitaires, pour faire face à la déferlante Ngilima. Malheureusement comme d'habitude dans ce genre de situations de chasse au faciès, la violence ne fait pas de quartier et les victimes « collatérales » sont nombreuses. Un travail de recherche plus approfondie reste à faire dans ce site pour déterminer le nombre réel des victimes tombées sous les coups simultanés ou successifs des jeunes organisés en milices ethniques.

### **3.2.3. L'étape de Rubare**

À Rubare comme à Kako, le réflexe est de ne pas réveiller ce qu'on tente vainement d'oublier, au nom de cette paix à laquelle tout le monde aspire mais qui sembler glisser entre les doigts dès qu'on veut l'atteindre. La proximité du camp de Katale a eu d'importantes répercussions sur la vie des habitants des villages voisins devenus minoritaires dans leur propre contrée. En effet, les populations congolaises ont vu leur écosystème impitoyablement détruit au vu et au su d'une communauté internationale qui, toute à son business humanitaire, a littéralement fait feu de tout bois pour entretenir en nourriture, en bois de chauffe...des centaines de milliers de réfugiés composés en partie de ceux qui avaient commis le génocide sur leur territoire et qui mettaient à profit cette généreuse prise en charge pour continuer leurs entraînements en prenant les populations locales comme cibles. Ont-ils aidé les jeunes Hutus congolais dans leur lutte contre les jeunes nande alliés aux Ngilima ? Cela est très probable. Mais en marge de cet appui, il n'en demeure pas moins vrai que lorsqu'ils effectuaient des descentes nocturnes de ravitaillement en argent et en biens de valeur que les humanitaires ne leur distribuaient pas, ils n'épargnaient personne. Hutu, nande et autres étaient impitoyablement pillés ou tués à la moindre résistance. Mais ça, c'est la main extérieure qui s'est glissée dans ce drame à deux, entre deux ethnies, les Hutu et les Nande, qui se sont retrouvés dans un inconfortable face à face après que les Tutsis, la troisième ethnie du territoire, pourchassés ont dû quitter le territoire pour trouver refuge au Rwanda. Il reste à déterminer les rôles joués par ces populations congolaises dans le conflit qui les a opposés et qui va au-delà de Rubare, de Kako et même de Rutshuru ! Et au-delà

des épiphénomènes que constituent les affrontements de 1996, il reste à ces populations Nande, Hutu, Tutsi - ils sont revenus - et toutes les autres de cette province de trouver un cadre de dialogue pour définir les enjeux et les intérêts qui les jettent les uns contre les autres de façon cyclique. Cela éviterait des morts inutiles au futur. Mais pour le moment, notre devoir est de ne pas oublier ceux qui sont partis et les nommer, c'est un premier pas pour la reconnaissance de leur statut d'hommes.

### **3.2.4. L'étape de Kitshanga**

Les massacres de Tebero, à 10 kilomètres de Kitshanga, ont suscité le plus de controverses et le plus de passions dans cette quête de la vérité autour des deuils qui ont frappé les populations de cette province ces dernières années. Nous disons bien quête dans la mesure où notre démarche se veut une recherche en vue de savoir et non une enquête judiciaire pour déterminer les méchants et les bons. Controverses parce que certains témoignages mettent en cause un notable bien connu en qui une grande partie de la population hutu se reconnaît et dont le fils est à ce jour un grand Chef coutumier. Passions parce que les survivants de Tebero, contrairement à ceux d'ailleurs, ne veulent pas oublier. Certaines familles ont été pratiquement décimées dans cette nuit du 6 au 7 novembre 1996, alors qu'elles fuyaient l'avancée des forces de l'AFDL. Les noms des victimes sortent spontanément, la justice est même sollicitée pour que les présumés criminels ne restent pas impunis. Nous vous proposons ici quelques témoignages relatifs à ces massacres.

#### **1. Témoignage de Monsieur MUHONGYA KATIKATI (extraits)**

*Dans ce massacre opéré matériellement par les ex-Forces Armées Rwandaises et autres Interahamwe, plusieurs membres des familles dont j'avais la charge de convoier (à l'absence de leurs chefs de famille) jusque dans la zone de Lubero ont péri.*

*Il s'agit de :*

- I. Famille KATIKATI*
  - 1. Makasi Mwenge Jeanne, épouse de Mr. Katikati*
  - 2. Kasereka Katikati Claude, son fils, élève 2è CO à l'Institut Majengo.*
  - 3. Katembo Katikati Alain, son fils, élève à l'EP Katoyi.*
  - 4. Mbusa Katikati Dieudonné, son fils, bébé.*
  
- II. Famille MISONIA Kambale Munduvayire (Chauffeur chez Mvano)*
  - 1. Makasi Victorine, épouse de Michel Kambale Misonia, chauffeur aux Ets Mvano.*
  - 2. Jean Mumbere Misonia, son fils, élève à l'Institut Faraja.*
  - 3. Anny Kahindo Misonia, sa fille, élève au Lycée Anuarite.*
  - 4. Jeannot Kambale Misonia, son fils, élève à l'EP Virunga*
  - 5. Bénite Kahambu Misonia, sa fille, non encore scolarisée.*
  - 6. Gloria Katungu Misonia, sa fille, bébé.*
  - 7. Kavira, sa bonne.*

III. Famille MAKASI GABRIEL (en voyage à Butembo) :

1. Hélène Kisuba, épouse de Mr. Gabriel Makasi
2. Emérence Makasi, sa fille, couturière institutrice à Muungano-Solidarité.
3. Kakule Makasi, son fils, élève à l'Institut Faraja.
4. Kamate Lufungula Bénignus, son fils, taximan ;
5. Antoinette Makasi, sa fille, ménagère, veuve de Mr Rochereau Kamuha.
6. Nadine Kamuha, fille d'Antoinette Makasi.

IV. Famille MAKASI Edmond (aide chauffeur chez T.M.K.) :

1. Kabuo Mama Princeson épouse.
2. Makasi Prince, son premier fils, bébé.

Sur les 23 personnes que nous étions, nous comptons par miracle quelques survivants.

I. Famille KATIKATI :

1. Muhongya Katikati, moi-même, j'en suis sorti avec une profonde blessure par balle dans la jambe droite.
2. Kahindo Martinette, âgée de 3 ans, a eu son mollet droit taillé par une arme à feu.
3. Vangi Sivavi Katikati Crispin, mon fils (10 ans) en est sorti indemne ; c'est lui qui s'est échappé héroïquement avec la précédente jusqu'à Nyamitaba.

II. Famille MAKASI

1. Kabuo Vivalya Florida, fille de 14 ans, est sortie indemne.

(...)

Comme témoins survivants de toutes ces péripéties, je cite :

1. Mr KIMBIRI, chauffeur du véhicule qui nous transportait.
2. Le chauffeur du tank du HCR, qui était au-devant de la colonne de 3véhicules.
3. Mr Bulaya André, propriétaire du premier véhicule qui est tombé dans l'embuscade.
4. Mme Denise de la famille SALPHAR.
5. Mme MAKAPHAR et son fils en âge scolaire.
6. Mr Kapanza, ancien travailleur chez T.M.K.
7. Mme Kasereka, épouse de feu Kasereka mort dans le massacre et ancien vendeur aux Ets « Aux Bons visages ».
8. Mr Katembo Chrysostome, ancien diplômé de l'ISGEA, actuellement sans emploi.

La liste n'est pas exhaustive.

(...)

Mon souhait le plus ardent est de voir aboutir une enquête fouillée qui fera toute la lumière sur l'affaire dénoncée ci-dessus, afin qu'une justice juste soit rendue pour éradiquer à jamais la culture de l'impunité et pour honorer la mémoire des victimes.

(**Source** : Correspondance adressée à Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Goma, 6 février 1997)

## 2. Témoignage de Monsieur MOUSTAFA BALUKU

Moustafa Baluku, résidant à Kitshanga, approche de la quarantaine. Comme le témoin précédent, il était à bord d'un des véhicules lors des massacres et a échappé miraculeusement en se mêlant aux cadavres. Mais, comme pour le précédent, sa famille n'a pas joui du même miracle ;il y a laissé sa femme MARIAM et ses deux enfants, TUMA et ADIDJA.

Le 11 mai 2003, dans la matinée, Moustafa a accepté de nous reconduire sur le lieu du massacre en vue de revivre, 7 ans après, la scène. Très méticuleusement, il nous a montré les fosses communes. Il y en a trois, mais seul Moustafa peut les localiser. La brousse les a couvertes et les passants ne remarquent rien de ce qui s'est passé à cet endroit et ne peut s'imaginer que sur le bas-côté de cette route dorment, anonymes, les victimes des Interahamwe.

Il n'a pas écrit, mais il a répondu aux questions des délégués du Barza :

Q. Avant le 6/11/1996, où habitiez-vous ?

R. J'habitais à Goma, près de T.M.K.

Q. Pouvez-vous nous dire ce qui s'est passé ici à Tebero ?

R. Nous sommes arrivés à Sake le mercredi 5/11/96 et avons trouvé un véhicule pour Kitshanga mais il est tombé en panne aux environs de Kilolirwe. Le jeudi, 6/11, nous avons emprunté un autre véhicule pour atteindre Kitshanga mais à des heures tardives. C'est ce jour-là que nous avons rencontré les Interahamwe aux environs de 19 heures. Ils venaient de tuer les passagers qui nous avaient précédés. Ils utilisaient des fusils, des houes, des machettes et des massues garnies de clous. Les véhicules brûlaient et nous n'avons pas eu la possibilité de passer. Ils nous ont fait descendre du véhicule et nous ont fait dormir par terre toute la nuit, après qu'ils nous ont tout pris. Ils ont lancé des grenades dans les autres véhicules qui arrivaient la nuit, les gens mourraient n, importe comment. C'est à 5 heures du matin qu'on a achevé les survivants à l'arme blanche. Dans notre véhicule, on a tué le fils Kipapa, chauffeur du véhicule, car on l'a pris pour un Tutsi. L'épouse Kipapa a été tuée à la machette, le matin du 7/11, après avoir été violée .

Q. Comment avez-vous survécu ?

R. J'ai échappé car j'étais mêlé aux cadavres. J'ai profité d'un moment où ils étaient distraits, croyant que nous étions tous morts, pour me glisser dans la brousse. J'étais blessé au bras et sous l'œil droit.

Q. Y avait-il des gens qui dirigeaient ces massacres ?

R. Je ne les connais pas. Les Interahamwe étaient seuls. Ils étaient enragés parce qu'ils venaient d'être attaqués par la DSP.

Q. Y avait-il d'autres gens avec ces Interahamwe ?

R. Je n'ai vu personne, car c'était la nuit et j'étais fort traumatisé. On a parlé de Ndeze, mais je ne l'ai pas vu.

Q. Beaucoup de gens ont été enterrés ici, qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse pour qu'on ne les oublie pas ?

R. On peut y ériger un monument en guise de souvenir, s'il y a les moyens.

Plusieurs témoignages concordent sur un certain nombre de points en ce qui concerne ces sites :

1. la date du massacre : la nuit du 6 au 7 novembre 1996

2. les bourreaux : il s'agit des réfugiés hutu rwandais, dont une majorité de ceux qu'on appelle de façon générique Interahamwe, dont les camps venaient d'être démantelés par les forces de l'AFDL à Kibumba, Katale et Kahindo.
3. les armes utilisées
4. la manière
5. le mobile : la plupart de témoins pensent que la « colère » de ces fugitifs était due au fait qu'ils avaient été attaqués sur leur route par les militaires de la DSP basés à Kitshanga, ce qui les a contraints à changer de direction, après avoir mis ladite DSP en déroute.  
Pareille justification psychologique d'un comportement injustifiable ne résiste pas à la critique ; quel rapport y aurait-il entre ces éléments de la DSP et les bébés égorgés froidement à l'arme blanche à Tebero ? Au nom de quelle colère, ou chagrin, peut-on jeter des grenades dans des camions bondés de civils en fuite ? L'émotion, individuelle ou collective, est-elle une raison suffisante d'attenter à la vie de nos semblables ?
6. les victimes : quoique la violence ait été aveugle du fait de l'obscurité et des méthodes particulièrement brutales utilisées, les victimes visées semblent être les passagers appartenant aux ethnies autres que l'ethnie hutu. Du moins si l'on se réfère à ceux des rescapés qui déclarent avoir eu la vie sauve pour avoir parlé le kinyarwanda.

Mais les avis divergent quant au rôle qu'aurait joué le Mwami Ndeze du Bwisha qui, selon certains témoignages, se serait trouvé en ces lieux à ce moment-là. En effet, devant l'avancée de l'AFDL, dont le fer de lance était constitué de Tutsis dont la plupart étaient des jeunes qui avaient fui vers le Rwanda quelques années plus tôt, et qui revenaient pour régler leurs comptes parfois de façon aveugle, la plupart des notables et autres membres de l'élite hutu ont préféré fuir vers l'ouest. Le vieux Mwami Ndeze René était donc parmi les fugitifs.

Plusieurs personnes affirment qu'il était porté en « tipoy », ce qui est plausible de par son âge, il n'aurait pas pu fuir à pied. Mais avait-il l'ascendance morale nécessaire pour donner des ordres aux Interahamwe ? A-t-il péché pour non assistance à personne(s) en danger ? Était-il effectivement là ? Ces questions-là sont toutes sensibles, nous l'avons dit ; seule une enquête judiciaire menée avec compétence pourrait y apporter des éléments de réponse, sans faire lever une volée de boucliers.

## **Suite de la recherche ...**

Le chantier mis en place en partenariat avec le Barza a rencontré des difficultés, mais elles étaient prévisibles. La nature même du dossier à traiter et le contexte sociopolitique du moment n'étaient pas de nature à délier les langues. Nous avons trouvé dans la plupart des sites une véritable langue de bois, l'heure étant partout à la « pacification » traduite en termes de culte de l'oubli. C'est pour cela que nous n'avons pas reproduit les rapports de tous les sites visités, conscients qu'un travail de fond doit se poursuivre.

Toutefois, des questions d'ordre méthodologique se posent.

Comment identifier des morts enfouis hâtivement dans des fosses communes si l'on ne dispose pas de l'expertise requise pour ce genre de travail ? D'une part, pour s'approcher de la vérité, au moins en termes de statistiques, il faudrait exhumer les restes des corps et les faire examiner par un médecin légiste. D'autre part, pareille



opération requiert l'initiative et la prise en charge par l'autorité politique, la seule capable d'en expliquer le bien-fondé aux populations. Pareille initiative ne semble pas prioritaire pour le moment. Enfin, cette opération nécessite l'adhésion de ces populations dont les us et les coutumes ne cautionneraient pas la pratique de l'exhumation des morts. Bref, une série de blocages aux niveaux technique, politique et culturel.

Nous en étions encore à ces questionnements en vue de la poursuite de ce travail lorsque les terribles événements de Gatumba ont surgi. Contrairement aux autres massacres qui nous ont été contés, souvent après des années des événements, ce massacre s'est passé quasiment sous notre nez.

En effet, au mois de juin 04, nos chercheurs avaient rencontré les réfugiés congolais de Gatumba en marge d'un atelier tenu à Bujumbura sur ...les identités meurtrières. Le lendemain du massacre, alors que le camp exhalait encore l'odeur de la mort, nous avons été sur les lieux, nous avons suivi les discours officiels, nous avons entendu les reportages des média qui, l'espace d'un massacre, ont pris d'assaut le camp de Gatumba. Mais nous avons aussi rencontré des rescapés qui ont accepté de parler, de dire ce qu'ils avaient vu, entendu, voire subi.

Nous avons attendu le temps nécessaire pour pouvoir recueillir les témoignages du côté de la RD Congo, notamment à Uvira et à Bukavu afin d'émettre les opinions de part et d'autre. Une mission de notre Institut a séjourné ainsi au Sud Kivu au mois de septembre 04. Le rapport suivant est le résultat de cette recherche, qui est, comme les autres, un chantier.

#### **IV . Rapport autour des massacres de Gatumba**

La nuit du 13 au 14 août 2004, 164 personnes ont été froidement massacrées. Ce massacre s'est commis au camp de transit de Gatumba, au Burundi. Ces personnes, des enfants, des femmes et des vieillards pour la plupart, avaient fui leur milieu d'origine à la suite des troubles survenus dans la ville de Bukavu en juin 2004, craignant l'effet feu de brousse qui caractérise si souvent les violences dans cette sous-région. Ces Congolais n'avaient pas d'autre tort que celui d'appartenir à une communauté, celle des banyamulenge et leurs compagnons d'infortune Babembe tués dans les mêmes circonstances ont payé de leur vie le fait d'avoir été en mauvaise compagnie au mauvais moment.

Le massacre fut rapidement revendiqué par un groupe d'extrémistes burundais FNL. D'habitude les morts d'ici n'ont pas d'auteurs connus, et cette transparence soudaine n'a fait que jeter plus d'ombre que de lumière sur une affaire plus qu'embarrassante pour deux gouvernements. Le gouvernement burundais hôte pour n'avoir pas assuré son devoir de protection des réfugiés congolais sur son territoire et le gouvernement congolais qui découvrait brutalement les conséquences d'une gestion calamiteuse d'une transition qui place les animateurs au centre des préoccupations et n'hésite pas à sacrifier les populations à l'autel de leurs ambitions.

Dans la cacophonie des uns et des autres rares étaient ceux qui écoutaient les voix hébétées des survivants, devenus objets des spéculations politiciennes.

Dans la foulée, des rapports ont commencé à sortir, chacun essayant de déterminer exactement ce qui s'est passé la nuit de l'horreur. L'un des tout premiers rapports à sortir a été celui de Human Rights Watch intitulé « **Burundi :Le massacre de Gatumba, crimes de guerre et agendas politiques** ».

Pole Institute, qui avait été physiquement présent quelques semaines avant le drame et qui avait dépêché un de ses enquêteurs sur place le lendemain de l'attaque, a formulé ses observations quant au contenu de ce rapport, tout en se promettant de sortir le sien après avoir affiné ses enquêtes dans un document intitulé « **Débats et manœuvres autour du massacre du camp de Gatumba : Informations ou interprétations ? Les agendas politiques assassinent une deuxième fois les morts de Gatumba** ».

D'autres rapports ont été publiés dont celui de l'organisation Peace for Africa Now , intitulé « **La Vérité sur les massacres de Gatumba** », souvent évoqué par les personnes rencontrées au Sud Kivu, dont l'objectif évident est de répondre aux témoignages des rescapés qui mettaient en cause les Congolais dans cette affaire. Les Nations Unies, qui disposent d'un arsenal logistique et des moyens humains importants aussi bien au Burundi qu'en RD Congo, ont également produit un rapport sur les massacres de Gatumba le 5 octobre 04 et transmis au Conseil de Sécurité le 18 du même mois. Ce rapport conjoint des deux missions (MONUC et ONUB) et du Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme conclut que « l'équipe n'a pas été en mesure d'identifier les organisateurs, les exécutants et les commanditaires de cette atrocité ». et au passage, il recommande au gouvernement burundais de mener une enquête pour identifier les responsables.

Notre apport s'inscrit donc dans cette quête initiée bien avant nous par les uns et par les autres. Mais, contrairement à la plupart d'autres rapports, le nôtre se défend de toute analyse, en préférant donner la parole à des témoins, sans remettre a priori en cause la véracité de leurs propos. Avec l'espoir que chacun se fera une religion après la lecture de ces poignants témoignages.

## 4.1. TEMOIGNAGES

**Dina NYANZIGIRWA, 50 ans.**

26/08/04

Q. Comment vous appelez-vous ?

R. Je m'appelle Dina Nyanzigirwa.

Q. Vous êtes originaire d'où ?

R. Je suis de Kamombo, du côté de Minembwe.

Q. Quand êtes-vous arrivée dans ce camp de Gatumba,

R. J'y suis depuis le mois de juin.

Q. Dans quelles circonstances êtes-vous arrivés ici ?

R. Nous sommes arrivés ici en fuyant.

Q. Qu'est-ce que vous fuyiez ?

R. Nous fuyions la menace des Congolais.

Q. De quels Congolais voulez-vous parler ?

R. Il y a les Bafulero, et les autres habitants d'Uvira.

Q. Que vous reprochent-ils ?

R. Ils prétendent que les Tutsis n'ont pas le droit de vivre au Congo, alors que nous y avons droit.

Q. Comment les relations se sont-elles si subitement détériorées alors que vous avez toujours vécu en bons termes avec vos voisins ?

R. Ce que vous dites là n'est pas vrai, nos malheurs ne datent pas d'aujourd'hui ; ils nous ont massacré depuis longtemps.

Q. Vous avez donc fui l'extermination de votre communauté ?  
R. C'est ce que nous avons fui, mais cela nous a rattrapés jusqu'à Gatumba.  
Q. Est-ce que vous étiez à Gatumba lors des massacres ?  
R. J'étais bien présente au camp.  
Q. Comment ce s'est-il passé ?  
R. Ils sont arrivés la nuit. J'étais assise dehors ; j'ai aperçu quelque chose qui bougeait dans l'obscurité. Mon mari a lors dit qu'il s'agissait sûrement d'un de ces chiens errants qui sont si nombreux sur le site. Nous avons résolu de rentrer à l'intérieur de notre abri. Mais nous n'étions pas encore tout à fait à l'intérieur qu'on a commencé à tirer sur nous. Ils ont tiré, ils ont tiré...Jusqu'à ce que les gens ont commencé à mourir. Nous sommes parvenus à nous terrer dans un trou tout proche. Les assaillants s'interpellaient en kifulero : « Mubayokere mu nyumba » ; « Mugwate », « Mubaite » ...ce qui veut dire « Brûlez-les dans les maisons, prenez-les, tuez-les, etc.  
Q. Selon vous, qui étaient les assaillants,  
R. Il y avait des Bafulero, accompagnés des Interahamwe. Mais après l'attaque ils sont repartis du côté de la RD Congo d'où ils étaient venus.  
Q. Qu'est-ce qui vous fait croire que les assaillants venaient du Congo ?  
R. Ce qui me le fait croire est qu'ils sont repartis vers le Congo.  
Q. Est-ce que maintenant vous estimez que vous êtes suffisamment sécurisés pour continuer à vivre à Gatumba ?  
R. Nous sommes suffisamment sécurisés par les forces de l'ordre de l'Etat d'ici.  
Q. Comment se fait-il que ces forces ne vous ont pas protégés du massacre ?  
R. Cette nuit-là, nous ne les avons pas vues, peut-être ont-elles fui à la vue du grand nombre des assaillants.  
Q. mais maintenant vous estimez que votre sécurité est vraiment assurée au point que vous ne redoutez pas une autre attaque ?  
R. On ne peut pas savoir ce qui se trame dans le cœur d'un autre individu, ce n'est pas à la portée de l'humain.  
Q. Vous, en tant que mère munyamulenge, comment expliquez-vous la haine dont vous souffrez de la part des autres communautés ?  
R. Il n'y a aucune explication à cette haine. Ils nous haïssent parce que nous sommes des Tutsis .  
Q. Comment croyez-vous que les autres communautés peuvent vous accepter,  
R. Cela n'est possible que s'il y a une autorité responsable et juste qui puisse nous ramener chez nous.  
Q. Comment croyez-vous rentrer chez vous au Congo ?  
R. Je ne sais pas comment nous rentrerons au Congo, cela dépendra de la volonté de Dieu et de l'entente entre les différents dirigeants du côté congolais qui doivent œuvrer pour la paix.  
Q. Vous êtes une rescapée de ce massacre ; est-ce que vous y avez perdu des membres de famille ?  
R. Oui, j'ai perdu deux enfants : un garçon de 17 ans qui était élève en 5<sup>ème</sup> secondaire et un autre de 11 ans, mon petit-fils, qui était en 5<sup>ème</sup> primaire.  
Q. Dans quelles circonstances ont-ils été tués ?  
R. Le grand garçon a été abattu par balle à l'extérieur de la tente, l'autre a été tué à l'intérieur.  
Q. D'aucuns ne comprennent pas pourquoi ces victimes n'ont pas été ensevelies au Congo, leur patrie, qui n'est pas si loin. Quel est votre avis à ce sujet, en tant que femme munyamulenge ?

R. Mon avis est que le jour où nous rentrerons au Congo, nous devons rentrer avec nos morts pour aller les enterrer chez nous.

Q. Pourquoi cela n'a-t-il pas été possible maintenant ?

R. Les conditions sécuritaires de chez nous ne s'y prêtent pas encore.

Q. Les autorités congolaises nient toute implication dans ce qui s'est passé ici ; elles disent que seul le FNL est responsable de ces massacres. Qu'en dites-vous ?

R. Moi je suis convaincu de la participation des Congolais dans ce massacre. Le FNL peut y avoir participé, comme il le dit, mais poussé par les Congolais. Ce sont ceux-là qui nous ont toujours pourchassés qui nous ont tués ici.

Q. Quel message avez-vous pour le gouvernement de la RD Congo ?

R. Je dis à notre gouvernement de rétablir la paix pour que nous rentrions chez nous.

Q. Je vous remercie.

### **VICTORIA NAOMI, 26 ans**

27 août 2004

*Victoria Naomi est née à UBWALE en 1988. Au moment de l'interview, elle vient de passer deux semaines à l'hôpital.*

Q. Comment êtes-vous arrivée ici ?

R. C'est à la suite des blessures par balles que je me retrouve ici.

Q. Qui vous a blessée par balles ?

R. Ce sont des militaires.

Q. Des militaires venant d'où ?

R. De la RD Congo.

Q. Comment cela s'est-il passé ?

R. C'était autour de 22 heures lorsque nous avons entendu des crépitements de balles. Nous nous sommes réfugiés à l'intérieur des abris. Les assaillants sont alors arrivés. Ils ont tiré dans nos abris. Certains d'entre nous sont morts, les plus chanceux ont été sauvés, d'autres ont été blessés. Moi j'ai attrapé des balles à la jambe.

Q. Combien de balles as-tu reçu à la jambe ?

R. Je n'en sais rien. Lorsque j'ai été atteinte, je me suis effondrée, avec mon bébé au dos. Je me suis par la suite traînée vers l'arrière de l'abri. Lorsque j'ai voulu sortir, un militaire m'a aperçu et m'a obligée à revenir sous la bâche qui prenait déjà feu. L'enfant que je portais s'est mis à pleurer et j'ai entonné une berceuse en kibembe pour le consoler parce que nous allions mourir. Le militaire m'a alors demandé, en kibembe, de sortir avec l'enfant. Il m'a demandé si j'étais Mubembe. Lorsque j'ai acquiescé, il m'a dit : « Comment te retrouves-tu dans ce camp dont on nous disait qu'il n'était habité que des Banyamulenge et des Burundais ? »

Je lui ai demandé pourquoi ils ne s'en prenaient qu'aux Banyamulenge et épargnaient les Burundais. Il m'a alors révélé que parmi eux il y avait des Burundais, des Congolais et des Bavira. Nous parlions toujours en kibembe. Lorsque je lui ai demandé d'où ils étaient venus, il m'a indiqué un lieu du côté de Uvira, en RD Congo. Un peu comme si on se dirigeait vers Bukavu. J'ai oublié le nom du lieu. Il a détaché l'enfant de mon dos, l'a pris dans ses bras et m'a demandé de le suivre pour qu'il me cache. Je me suis traînée derrière lui, jusque de l'autre côté de la route. Il m'a alors dissimulée derrière une maison, derrière le camp des policiers. Je suis restée là jusqu'au matin. Je n'ai pas voulu sortir avant le jour, alors que les policiers burundais portaient les premiers secours aux blessés. Je ne voulais pas que mes

parents, qui ne vivaient pas dans le camp, me prennent pour morte. Car beaucoup de personnes ont péri dans les flammes. J'ai donc attendu jusqu'au matin. Le militaire mai mai m'avait fait un pansement à la jambe avant de me quitter. Le matin, trois jeunes Banyamulenge qui revenaient de leur cachette m'ont portée jusqu'à la route, d'où le car des policiers m'a pris jusqu'à cet hôpital.

Q. Tu as eu donc la vie sauve grâce à ce militaire Mubembe ?

R. Pour sûr ! Si je n'avais pas parlé kibembe, il m'aurait poussée vers les flammes. L'abri était déjà en feu.

Q. Pourrais-tu reconnaître ton bienfaiteur ?

R. Non. C'était la nuit, je pouvais seulement remarquer qu'il était gros et de petite taille.

POLE : Merci beaucoup. J'espère que tu te retrouveras bientôt en bonne santé !

## **MWILO WALOKO**

Question (Q) : Voudriez-vous vous présenter ?

Réponse (R) : Je m'appelle Mwiloko Waloko

Q. Vous venez de quelle partie du Congo ?

R. Je viens du village Lukera dans la Zone de Fizi.

Q. Quel âge avez-vous ?

R. 34 ans.

Q. Votre occupation là-bas ?

R. Les travaux des champs et, de temps en temps, creuser l'or.

Q. Depuis quand êtes-vous en refuge ?

R. Je suis à Gatumba depuis le 9 juin.

Q. Qu'avez-vous fui ?

R. Il y a beaucoup de groupes armés au Congo dites des forces négatives. Les têtes dures mayi mayi sont implantées dans le territoire de Fizi. Ces mayi mayi sont alliés aux Interahamwe et aux FNL.

Q. Je vous vois jeune. Pourquoi un jeune Mubembe entre-t-il chez les mayi mayi ?

R. Depuis 1964, les Seigneurs de guerre sont tranquilles dans le Bubembe. Ils sont impunis et font ce qu'ils veulent. Les jeunes rêvent donc de les imiter. Ensuite, la plupart d'entre eux fument le chanvre et sont illettrés. Donc quand ils se décident à faire quelque chose, il est impossible de les raisonner. Il y a aussi le mythe de l'invulnérabilité qui a été crédibilisé par des politiciens comme Anzuluni Bembe quand il encourageait les jeunes babembe à devenir mayi mayi pour défendre la terre de leurs ancêtres que les Rwandais voulaient spolier, affirmait-il.

Q. Toi tu vis du travail de la terre en creusant de l'or pour compléter tes revenus, pourquoi les autres préfèrent-ils prendre les armes ?

R. C'est la voie du moindre effort. Quelqu'un comme Dunia, il vivait de la chasse de petits rongeurs et de la vente de nasses tressées, aujourd'hui qu'il est général il prend tout ce qu'il veut sans l'acheter. Peut-il abandonner les armes ?

Q. Tu veux dire que celui qui a déjà touché aux armes ne peut plus travailler pour vivre ?

R. Oui, ils ont le bonheur parfait. Il suffit de montrer son arme et tout est gratuit.

Q. Est-il possible qu'un enfant qui a goûté à une telle vie rentre dans la vie ordinaire ?

R. Peut-être par la religion ou par de l'argent.

Q. Le programme de démobilisation des enfants a-t-il démarré chez vous à Fizi ?

R. Quand j'étais là, j'ai vu à Baraka un centre appelé « Maison Escale ». Il y avait 3 enfants. C'est tout. Mais des déclarations comme celles des chefs d'état major du Rwanda et du Burundi aux obsèques à Gatumba annulent directement tous les efforts de démobilisation parce qu'ils ont laissé entendre qu'ils attaqueraient. Alors les jeunes reprennent les armes pour parer à toute éventualité. Et puis, il faut que les aînés qui se sont enrôlés dans l'armée travaillent ailleurs. Sinon les cadets les imitent immédiatement.

Q. Tu es jeune mubembe. Tu as fui ici où on vous a tué. C'était comment ?

R. Au camp, j'étais logé au 4<sup>ème</sup> bloc. C'était vendredi.....

Q. Combien de morts dans ce 4<sup>ème</sup> bloc ?

R. Il y avait une femme....., ses enfants....., Mr Shoni...

Q. Ce bloc était-il réservé aux babembe ?

R. Nous étions mélangés.

Q. Pourquoi ne vous êtes-vous pas installés dans le camp des Bifulero et des Barundi ? Pourquoi avez-vous préféré rester dans le camp des Banyamulenge ?

R. Vous savez quand nous avons fui Fizi, à Uvira nous nous sommes installés parmi les Banyamulenge parce que nous sommes pour la cohabitation pacifique entre toutes les communautés. Pour cela nous sommes perçus comme des traîtres aux yeux de la majorité qui, elle, n'accepte pas de cohabiter avec les Banyamulenge.

Q. Est-ce pour cela que vous avez fui avec les Banyamulenge ?

R. Oui, et jusqu'à présent nous nous entendons bien.

Q. La suite du récit des massacres.....

R. C'était vers 22h. Il y en avait qui dormaient déjà. Les coups de feu ont commencé puis se sont rapidement intensifiés. Les colonnes avançaient en deux directions avec des coups de sifflets. Ils s'interpellaient en lingala, kifulero, kirundi et kinyarwanda. Dès l'entrée, ils ont commencé à tuer. Je suis convaincu que ces troupes sont venues du Congo

Q. Quelle est la preuve que tu peux donner ?

R. Depuis que je suis ici au Burundi, je n'ai jamais entendu un soldat parler le lingala. Or les assaillants parlaient un lingala très correct.

Q. Pendant l'attaque, vous avez entendu des langues du Congo. Pouvez-vous me dire si ces troupes font partie de l'armée régulière du Congo ?

R. Le gouvernement congolais a déjà dit que les mayi mayi font partie de l'armée régulière. Et puis, il y a des Interahamwe dans les rangs des renforts qui arrivent à Uvira.

Q. Qu'est-ce qui vous permet de dire qu'il s'agit des Interahamwe ?

R. Eux-mêmes l'affirment, et puis nos militaires, quand ils ont pris un petit verre ne s'empêchent pas de s'en vanter. Toutefois, pour se camoufler ces rwandais parlent le lingala et prennent des noms à consonance congolaise.

Q. Comme quel nom par exemple ?

R. A Fizi vous avez le capitaine Bahati, son cas est connu même par les enfants. Nous nous savons qu'il est rwandais, mais à partir du moment où le gouvernement le prend comme congolais, nous nous taisons.

Q. Quelle preuve avez-vous qu'il est rwandais ?

R. Je vous le certifie c'est un Interahamwe. Il a travaillé à Simbi et a touché même les 5000 FC qu'on donnait aux soldats comme solde ici à la réunification de l'armée. Et il fait son commerce et n'est pas inquieté.

Q. Vous êtes ici dans les bâtiments d'une école qui reprend dans quelques jours. Où irez-vous ?

R. Ce que nous demandons au gouvernement congolais et à la communauté internationale, c'est de ne plus nous laisser vivre en exil. Le fils de Idi Amin Dada a été récemment à Kinshasa pour reprendre ses troupes et rentrer en Ouganda. Pourquoi le gouvernement s'obstine-t-il à garder les groupes armés opposés aux gouvernements des pays voisins ?

Q .Dans votre malheur, nous n'avons pas vu vos compatriotes civils venir compatir avec vous.

R. La délégation de Kinshasa était ici.

Q. Je voudrais parler de Fizi, Baraka, Uvira, y en a-t-il qui sont venus ?

R. Pas encore. L'attaque a eu lieu vendredi la nuit, le samedi la frontière était fermée. Ce n'est qu'aujourd'hui que la radio annonce la réouverture de la frontière. Nous attendons alors parce que chaque communauté est composée de bons et de mauvais. Voyons si nos familles réagiront.

Q. Après tout ce que vous avez vécu, quel message pouvez-vous adresser aux jeunes babembe vivant avec des armes ?

R. Ce qui est important c'est d'éviter la haine ethnique et de s'enrôler dans l'armée régulièrement. Détenir une arme doit cesser d'être synonyme d'être soldat. Etre soldat de Lulimba, Fizi, Baraka, Mukera, Lulenge, c'est être soldat de quelle armée ? Chacun devrait reconnaître que Dieu nous a créé à son image sans demander notre avis. En 1885, ceux qui ont tracé les frontières de nos pays n'ont pas demandé notre avis. Pourquoi nous ont-ils mis dans le même pays que des gens parlant kinyarwanda ? C'est à eux de nous répondre.

Q. Le gouvernement congolais dit que ceux qui ont tué des Banyamulenge et les Babembe qui vivaient avec eux à Gatumba sont des gens du FNL. Est-ce conforme à la vérité ?

R. Les colonels FNL sont libres de se promener au Congo. Ils arrivent à Ubwari et s'entretiennent librement avec Dunia. Ils arrivent même à Bukavu. Je suis sûr que même la MONUC sait que des Interahamwe sont incorporés aux FARDC.

Q. Vos morts sont enterrés ici. Comment vivez-vous le fait que des Babembe soient enterrés au Burundi ?

R. A la première occasion, leurs os doivent être ramenés au pays.

Q. Pourquoi ne les avez-vous pas enterré directement au Congo ?

R. Un travail préalable de justice doit d'abord être fait. Et si une enquête sérieuse est menée, je suis sûr que le gouvernement congolais actuel, qui nie tout en bloc, sera confondu.

## **MUSASILWA Antoine et Serge**

28/08/04

Q. Pouvez-vous vous présenter ?

R. Je m'appelle Antoine Musasilwa Lulindi. Je suis administrateur du territoire de Fizi, actuellement en refuge à Gatumba.

Q. Quel âge avez-vous ?

R. J'ai 44 ans.

Q. Comment un administrateur de territoire se retrouve-t-il en refuge ?

R. Je me retrouve en refuge suite aux événements malheureux qui ont eu lieu dans le territoire de Fizi. Tout juste après les événements de Bukavu, le général Dunia a

organisé une chasse à l'homme en territoire de fizi, ce qui nous a fait fuir jusqu'au Burundi.

Q. Je croyais que seuls les Banyamulenge d' Uvira avaient fui, je ne savais pas que même les Babembe de Fizi avaient fui !

R. Le problème à Fizi est que qui dit RCD dit banyamulenge et qui dit Banyamulenge dit étrangers. Or pour Dunia, nous tous babembe membres du RCD sommes assimilés aux banyamulenge et donc nous devons partir avec eux.

Q. depuis quand Dunia a-t-il conçu ce plan de chasser tous ceux qui sont de près ou de loin proches du RCd ?

R. tout commence au mois de novembre 2003, quand Dunia avit conçu le plan de massacrer les Banyamulenge de Bibokoboko, plan que j'ai dénoncé. Informé, Dunia m'a adressé une mise en garde me signifiant qu'un fils de Fizi ne devait pas défendre les banyamulenge. C'est de cette période que datent mes problèmes avec Dunia. Par la suite, j'ai été invité à Bukavu par la mutualité des babembe, *Embondo*. Là aussi on m'a instruit de travailler avec Dunia, parce que pour cette mutualité Embondo, les bayamulenge sont des étrangers et doivent rentrer chez eux au Rwanda. Moi, j'ai dit non. Car les banyamulenge sont nos frères et nous devons vivre en paix. En tant qu'administrateur de Fizi, je considère que la paix dépend de la cohabitation entre les Babembe et les Banyamulenge, et que le développement en découle aussi. Tracer une voie contraire à celle-là, c'est plonger le territoire dans le chaos. Telle était ma position.

Q. Comment la mutuelle a-t-elle réagi à ça ?

R. Pour la mutuelle, j'étais un traître, j'étais un collabo des Banyamulenge.

Q. Et après cette entrevue, vous êtes retourné à Fizi.

R. Je suis retourné à Fizi, via Uvira. Il existait un climat de tension entre moi et Dunia. Il a même mis en place un commando pour avoir ma tête. Tout juste après, le 7 juin de cette année, le major Yakutumba, commandant Maï Maï, est arrivé à Baraka pour sensibiliser les militaires à attaquer le village banyamulenge de Bibokoboko, dans le Moyen Plateau.

Q. Et le village de Bibokoboko est exclusivement habité par des banyamulenge !

R. Oui, c'est le grand centre des banyamulenge chez nous. Mais comme dans la réunion il y avait un officier originaire du Kasai, il a refusé de s'impliquer dans ce plan de massacre, en disant que c'était une affaire entre les babembe et les banyamulenge. Lorsqu'il m'a mis au parfum de ce plan, j'ai pris le courage d'interpeller le commandant mufulero de la place, Bravo Tango, pour le mettre en garde contre pareille opération, qu'il disait sollicitée par les Maï Maï. J'en ai également parlé à mon assistant chargé des Finances qui est munyamulenge. Le même jour, tous les élèves banyamulenge originaires de Bibokoboko ont quitté Baraka, pour rentrer chez eux, ce qui a détérioré la situation sociale.

Q. Là, c'était le 7 juin.

R. Exact. Et le 14 juin, tous les militaires qui étaient à Baraka sont partis pour Bukavu afin de prêter main forte au commandant Mbudza Mabe qui faisait la guerre au colonel Mutebutsi. Le territoire de Fizi était pratiquement livré aux Maï Maï.

Q. Quel est le type de collaboration entre Dunia, chef de guerre Maï Maï et les autres structures de l'armée nationale ? Quelle était la hiérarchie ?

R. C'est plutôt flou. A l'époque, Dunia était encore colonel, et le commandant de la quatrième brigade basé à Baraka était colonel. Tous étaient donc égaux et ne dépendaient que de la dixième région militaire. Le commandant de la brigade ne pouvait pas donner ordre à Dunia, tout comme ce dernier ne pouvait pas lui en donner.



Q. Et pourtant, Dunia lui a donné ordre d'aller massacrer les gens à Bobokoboko !

R. Non, il était venu solliciter le commandant, ce n'était pas un ordre. Le plan ayant échoué, tous les militaires de la quatrième brigade sont donc appelés à Bukavu. Avant de partir, le commandant m'a dit : « Monsieur l'administrateur, nous connaissons les relations très tendues entre toi et le commandant Dunia. Comme nous partons, il faut que tu partes aussi, sinon il va te faire mal. » Je suis monté à bord d'un véhicule pour me diriger vers Uvira. Deux jours plus tard, le commandant Dunia est arrivé à Baraka où il a tenu un rassemblement populaire pour dire aux gens qu'il était venu à Baraka uniquement pour chercher ma tête, parce que j'avais dénoncé son plan. A ce moment-là, je me trouvais à Uvira. Quelques jours après, il envoyé un commando à Uvira, pour me chercher. C'est alors que j'ai fui à bord d'une petite embarcation qui m'a fait traverser jusqu'ici à Gatumba. Et les gens qui partagent la même opinion que moi, ceux qu'on peut appeler « modérés » ont tous été arrêtés après mon départ.

Q. Tous ?

R. Tous. Et libérés après paiement de fortes amendes. Pour le simple motif qu'ils sont membres du RCD, donc alliés des Banyamulenge et que les Banyamulenge sont des étrangers Rwandais.

Q. Les banyamulenge ont quand même toujours vécu avec les Babembe avec qui ils ont contracté des alliances réelles ; quand commence ce phénomène de dire aux voisins : « Vous, vous n'êtes pas d'ici, vous êtes des étrangers » ?

R. Nous pouvons peut-être situer le début à la première et à la deuxième guerre de libération. Parce que les gens disaient : « C'est la guerre des Banyamulenge ». A ce moment-là, les Banyamulenge avaient été assimilés aux envahisseurs, aux agresseurs. Ça, c'est la première chose. La deuxième chose est que le fait a été exploité par des politiciens qui disaient : « Nous, nous avons un seul ennemi, c'est le munyamulenge, donc nous devons barrer la route aux banyamulenge. »

Q. Mais Kabila qui était à la tête de ces envahisseurs n'a jamais été pris pour un envahisseur lui-même, n'y a-t-il pas là deux poids, deux mesures ?

R. Oui, il y a deux poids, deux mesures. C'est pourquoi je disais que ce sont les politiciens qui ont exploité le contexte en disant : « Nous devons faire partir les Banyamulenge pour vivre en paix. »

Q. Alors, vous avez pris la pirogue, et vous êtes arrivé à Gatumba. A quelle date êtes-vous arrivé à Gatumba ?

R. Je suis arrivé à Gatumba le 19 juin 2004. Et avec moi tous ceux qui partagent l'idéologie de la cohabitation entre nous et les banyamulenge. Je suis arrivé avec 34 familles des Babembe et nous habitons le camp de Gatumba.

Q. Avez-vous perdu des personnes bembes lors des massacres ?

R. Nous avons perdu 16 personnes.

Il y avait donc des babembe dans le bloc des banyamulenge ?

R. Exact.

Q. Pouvez-vous nous dire comment l'attaque du camp s'est déroulée ?

R. Moi, j'habite dans une maisonnette hors du camp, parce que les bruits couraient qu'on pouvait venir chercher quelques individus. C'était dans la nuit du 13 au 14 août. Mon petit frère était venu me voir et je m'apprêtais à le raccompagner quand, tout à coup, les balles ont commencé à crépiter. Nous nous sommes réfugiés dans nos maisons, pratiquement toute la nuit. Gilbert, qui était avec nous, est allé avec mon frère pour se rendre compte de la situation ; ils sont parmi les premiers à avoir porté secours aux blessés.

Q. D'après vous, en tant qu'administrateur avisé, qui a attaqué le camp ?

R. Ce qui est vrai est que le camp a été attaqué par les Maï Maï, les Interahamwe et les FNL. Parce qu'avant les événements de Gatumba il y a eu une réunion à Bukavu, réunion à laquelle le commandant Dunia était invité. Après, une autre réunion s'est tenue à Uvira.

Q. À part Dunia, qui d'autre participait à la réunion de Bukavu ?

R. Il y avait Nyakabaka, Mutupeke, Ekofo et deux commandants Interahamwe, Faustin Nguba et Félicien Kanyambi.

Q. C'était à quelle date ?

R. C'était le 10 août 2004.

Q. Qui avait convoqué cette réunion de Bukavu ?

R. La réunion avait été convoquée par le commandant de la 10<sup>ème</sup> Région militaire, le général Mbudza Mabe, à l'hôtel Métropole.

Q. Quel était le but de cette réunion ?

R. La réunion avait deux objectifs : la déstabilisation du commandant Nyamushebwa par des attaques contre Bibokoboko et les attaques contre les camps des réfugiés au Burundi. Après cette réunion du 10, le commandant Dunia et un certain capitaine Claude dont nous ignorons les fonctions au sein de la 10<sup>ème</sup> Région militaire sont descendus pour la sensibilisation des brigades de Mboko et de Baraka en vue des attaques de Bibokoboko. Nyakabaka, Ekofo et Fujo ont planifié les attaques de Gatumba.

Le 12 août à 20 heures, une réunion s'est tenue dans le bureau de UGEAFI, résidence actuelle du colonel Mutupeke, pour planifier ces attaques. Trois commandants ont été chefs des opérations : les deux commandants Interahamwe Faustin Nguba et Félicien Kanyambi, et le commandant Fujo. Des commandants burundais FNL dont nous ignorons jusque-là les noms ont été aussi envoyés. Le commandant Ekofo est resté pour la patrouille au niveau de Kiliba. Le 13 août, l'opération eut lieu et, le lendemain 14, le commandant Ekofo a eu une promotion : il est devenu le commandant en second de la brigade du colonel Mwendapeke. Il a été aussi décidé d'ériger une barrière au niveau de Makobola pour empêcher le passage des banyamulenge vers Fizi.

Mais il y a eu incompréhension entre les brigades de Mboko et de Fizi commandées respectivement par Mayele et Ngufu d'une part, et le commandant Dunia d'autre part. Les deux premiers n'ont pas été de l'avis de Dunia d'attaquer Bikoboko de peur que les conséquences ne soient néfastes. Voilà pourquoi Bibokoboko n'a pas été attaqué.

Q. Pourtant ces commandants de brigades dépendent hiérarchiquement de la 10<sup>ème</sup> Région et si votre chronologie est vraie, la réunion du 10 août, c'était pour préparer ces genres d'attaques. Comment des commandants locaux pouvaient-ils s'opposer aux ordres de la hiérarchie ?

R. Il y a une situation vraiment confuse autour des Maï Maï. Juste au début, Dunia les coordonnait tous. Il était colonel et s'appelait commandant du secteur opérationnel du Sud-Est. Pour lui, les Maï Maï formaient un mouvement d'autodéfense pour l'intégrité de l'autorité indépendante. A un moment, tous les commandants des brigades ont été convoqués à Kinshasa pour plus d'un mois. Mayele et Ngufu ont été alors nommés colonels, au même titre que Dunia.

Or chez nous, il y a un problème géopolitique. Nous avons 4 secteurs à Fizi : Lulenge, Mutambala, Tanganika et Nganja. Dunia est de Nganja, Ngufu est de Mutambala et gère les Maï Maï de Mutambala, Mayele est de Tanganika et gère les Maï Maï de Tanganika ; Kayumba est de Lulenge. Tout le monde se sent chef chez

lui, chacun a tendance à faire de son secteur son fief autonome. Et c'est ça qui a sauvé Bibokoboko : la chaîne de commandement n'a pas marché.

Q. Et pourquoi cette chaîne de commandement a-t-elle marché à Gatumba ?

R. Elle a marché parce que cela a été planifié à Bukavu et que tous les commandants qui sont à Uvira se sont ralliés aux ordres du commandant Région militaire.

Q. A combien estimez-vous les assaillants qui ont attaqué Gatumba ?

R. Il est vraiment difficile de donner une estimation, mais nous savons qu'il y a une compagnie qui est venue de Mitureke, est passée par Kavimvira, Nyangara et Kahororo. D'autres sont venus de Nyakabaka, donc de Fujo ; deux compagnies des Interahamwe sont venues de Lemera.

Q. On peut donc estimer les assaillants à 4 compagnies ?

R. Exact.

Q. Et pourquoi, malgré toutes ces précisions, le FNL a-t-il revendiqué l'attaque ?

R. Le FNL faisait partie des assaillants, et pour nous, c'est une amertume dans la mesure où moi-même, en tant que coordinateur de la commission de pacification de Fizi, j'avais dénoncé les préparatifs d'attaques du FNL dans la presque île de l'Uwari. Tous mes rapports au général Isberg de la MONUC, au gouvernorat du Sud Kivu et au commandant de la Région militaire n'ont pas été pris en compte. Et voilà les conséquences.

Q. Vous voulez dire que l'attaque de Gatumba a été précédée de toute une préparation ?

R. Exact. L'administrateur a évoqué la situation en se limitant à 2004. Mais si on descend un peu vers la fin de 2003, on trouvera qu'à Makobola, à partir du 27 décembre, il y avait déjà pareilles tentatives, notamment lorsque les Maï Maï de Kazimiya sont arrivés à Makobola et qu'ils ont infligé toutes sortes d'exactions et de tortures aux banyamulenge. Nous avons alerté la MONUC qui est descendue à Makobola pour libérer les banyamulenge, mais c'était déjà des indices qu'il y avait là une véritable bombe à retardement.

Q. Comment expliquez-vous cette chasse aux banyamulenge alors que nous savons qu'au Sud-Kivu les Maï Maï collaborent étroitement avec les forces combattantes banyamulenge, notamment celles de Aron Nyamushebwa et de Patrick Masunzu ?

R. La collaboration entre Dunia, Nyamushebwa et Masunzu est une collaboration de façade. Pour Dunia, les deux commandants banyamulenge sont à prendre avec réserve.

Q. Vous voulez dire que leur collaboration en 2002 était de circonstance, alors qu'en voyant Masunzu combattre les forces de l'Armée rwandaise on le croit proche et accepté par ses frères congolais ?

R. Non, cela n'a pas pris. Laissez-moi vous lire la dernière partie de la lettre adressée par Dunia à l'administrateur, je cite : « *Je sais que les FDD, les FNL et les Interahamwe sont des étrangers au même titre que les immigrés rwandais appelés Banyamulenge. Quiconque, Congolais d'origine, s'opposera à ce point de vue, qu'il ne se prétende être fils ou originaire de Fizi.* » C'est une lettre du 11 février. Je crois que c'est assez clair pour les Nyamushebwa et les Masunzu : ce sont des étrangers.

Q. Comment les deux commandants vivent-ils cette situation somme toute dramatique de combattre aux côtés de ceux qui leur renient le statut de Congolais ?

R. Nous avons les mêmes inquiétudes et au mois de mars, je suis allé moi-même voir Nyamushebwa. A la fin de février Nyamushebwa était descendu à Baraka pour discuter avec Dunia au sujet de ce qui se passait déjà entre ses forces et les populations banyamulenge, mais ce dernier n'a même pas voulu le recevoir. J'ai

passé une semaine chez Nyamushebwa qui m'a déclaré qu'il était déçu et qu'il considérait Dunia comme un ennemi ! Et il s'attendait à des attaques d'un moment à l'autre. Donc Nyamushebwa doit être quelque part dans la forêt ; il ne peut peut-être pas faire autrement, mais il sait que ça ne va pas entre lui et Dunia.

Q. Est-ce qu'après Gatumba on peut envisager l'éventualité d'affrontements entre forces qui étaient alliées en 2000, entre Nyamushebwa ou Masunzu d'une part, et Dunia d'autre part ?

R. Ce sont des choses prévisibles et qui peuvent arriver n'importe quand. Si Mayele et Ngufu cèdent aux pressions de Dunia, inévitablement Bibokoboko sera attaqué.

Q. Que peut signifier, pour la région de Fizi et pour des gens comme Dunia, la récente nomination de Masunzu au grade de général par le pouvoir central de Kinshasa ?

R. Vous savez, Kabila cherche simplement à entretenir la confusion dans le territoire de Fizi : au moment où il vient de nommer Masunzu général, Dunia est aussi élevé au rang de général. Une façon de dire au premier qu'il dispose désormais des pleins pouvoirs et de la force nécessaire pour répandre son idéologie, et au second qu'il a atteint un sommet tel qu'il n'a plus à se soucier du sort de ses frères banyamulenge. Et ça c'est un problème. En poussant l'analyse plus loin, nous savons qu'une région militaire est dirigée par un général, qui donne des ordres aux commandants des brigades. Mais au Sud Kivu, la 10<sup>ème</sup> région militaire compte maintenant 3 généraux. Qui va commander qui ? Dire à Masunzu de quitter Minembwe pour aller ailleurs ? Il ne va pas accepter. Déplacer Dunia de Ubwari ? Il ne va pas accepter. On entretient la confusion.

Q. Quelles sont les conséquences de cette confusion sur la sécurité des populations ?

R. Les conséquences sont graves dans la mesure où quelqu'un qui quitte Baraka pour se diriger à Lueba est arrêté par les Maï Maï à Lueba (à 12 kilomètres à peine de Baraka) ; il faudra alors recourir à Dunia. C'est d'autant plus grave que l'armée n'est pas intégrée. Il est vraiment impérieux qu'on procède à l'intégration de l'armée, qu'elle ait une structure commune parce que c'est une armée disparate. On ne sait pas qui commande qui, alors ça devient grave pour la population.

Q. Et vous qui êtes en exil, comment entrevoyez-vous votre retour chez vous ?

R. À voir ce qui se passe au pays, on ne voit pas d'issue. D'abord les événements de Gatumba nous laissent voir que peut-être il peut y avoir d'autres opérations les jours à venir. Peut-être. Pas contre les populations en exil, mais contre ceux qui sont restés au pays. On souhaiterait que la communauté internationale s'implique.

Q. La semaine passée on parlait d'une attaque qui aurait eu lieu dans la localité de Katanga, ce nom vous dit quelque chose ?

R. Oui, Katanga c'est un village situé à 12 kilomètres de Baraka.

Q. Qui s'était battu contre qui là-bas ?

R. Il semblerait qu'il y a eu affrontements entre les combattants banyamulenge et les Maï Maï. Ça c'est le plus récent ; mais il y a trois semaines à peu près il y a eu des attaques qui ont même fait des morts entre les Maï Maï frères de Dunia et les Maï Maï frères de Ngufu. Quand Ngufu était à Kinshasa, Dunia a emmené des personnes dans la brigade de Ngufu. Au retour de ce dernier il y a eu des problèmes et comme les autres n'ont pas voulu céder, il y eu des affrontements, ils se sont entre-tués. S'agissant des affrontements qui auraient eu lieu récemment entre les hommes de Nyamushebwa et les Maï Maï, nous n'avons pas encore de précisions.

Q. Finalement, on nomme des généraux dans une situation tellement confuse que les mêmes généraux se rentrent dedans ?

R. Mon avis est que la nomination de Dunia et de Masunzu au grade de généraux vise à opposer Masunzu à Nyamushebwa.

Q. Comment cela ?

R. Nyamushebwa qui gère tout un secteur, le Moyen Plateau, habité par des banyamulenge, qui a toute une unité militaire, n'a pas de grade. Alors qu'il a des militaires à lui qui ne dépendent ni de Masunzu ni de Dunia. Il n'a pas de grade, Masunzu est général. Or, si vous interrogez les gens de l'entourage de Masunzu, vous apprendrez que pour lui, l'idéologie de Nyamushebwa n'est pas claire, qu'il pourrait être lié au RCD.

Voyez maintenant la nomination de Dunia comme général, alors que Ngufu et Mayele sont colonels et se sont toujours opposés aux ordres de Dunia. Maintenant que ce dernier est général, il pourrait avoir une mainmise sur les deux autres, ce qui serait un sérieux problème. La question est aussi de savoir quelles seront les fonctions exactes d'un général qui ne commande ni une brigade et encore moins la région militaire.

Q. Selon vous, combien de militaires Dunia a-t-il sous son commandement ?

R. Sous ses ordres à lui, il y aurait tout un monde, autour d'un millier d'hommes, originaires de Nganja. Mais dans le secteur qu'il occupe la plupart des militaires qui y vivent sont des Interahamwe, des FNL et une autre partie des FDD. Et cela où loge le G3, le grand officier des Interahamwe qui est venu de Kamina ou de Lubumbashi.

Q. Comment s'appelle-t-il ?

R. Nous ignorons son identité mais son nom de code est Tega One.

Q. Et dans les brigades de Ngufu et de Mayele ?

R. Là il n'y a aucun Interahamwe, aucun FNL. Ce sont des Maï Maï babembe, ce n'est pas aussi galvaudé que chez Dunia.

Q. Est-ce que vous croyez que Dunia, devenu Général, dispose de capacités de mettre un peu plus d'ordre, d'harmoniser dans les quatre secteurs que vous nous avez cités ?

R. Harmoniser, non. Il va peut-être semer plus de zizanie. Au pire, il va tenter d'imposer aux autres son idéologie d'exclusion des banyamulenge.

Q. Croyez-vous que les autres, Mayele et Ngufu, vont accepter facilement ?

R. On ne peut répondre à cette question ni par l'affirmative ni par la négative ; c'est plutôt une affaire à suivre.

Q. Monsieur l'administrateur, est-ce que vous pouvez nous donner l'historique de cette exclusion entre babembe et banyamulenge qui atteint même la sphère militaire du territoire de Baraka ?

R. Je dirais que jusqu'en 2002, il y avait vraiment une harmonie, il y avait une cohésion entre les banyamulenge et les Maï Maï babembe.

Q. Notamment quand ils se battaient contre l'APR ensemble !

R. Exact, ils se battaient contre l'APR ensemble. Mais quand il y a eu l'arrivée massive des Interahamwe à Dimi, à Kilembwe, à Kagengwe, à Yungu, il y a eu une nouvelle idéologie.

Q. Vous parlez d'une arrivée massive des Interahamwe ; d'où venaient-ils ?

R. La plupart venaient de Muliro.

Q. Muliro c'est dans quelle province ?

R. C'est au Katanga. Quand ils sont arrivés dans l'Ubwari, ces Interahamwe ont rencontré Dunia et lui ont appris qu'il existait un plan de mise en place d'un empire hima-tutsi dans la région et que pour faire face à cela, il fallait commencer par combattre les banyamulenge, qui sont tutsi et Rwandais, même s'ils ont coalisé avec

les Congolais pour des agendas qu'ils sont seuls à connaître. C'est de là que la situation a commencé à être mauvaise.

Q. A quand remonte cette arrivée massive des Interahamwe à partir de Muliro ?

R. C'est à partir d'avril 2003.

Q. Et ce flux a continué jusqu'à quel mois à peu près ?

R. Jusqu'à la fin de l'année passée ; même maintenant il y en a qui continuent à venir, même en provenance de la Tanzanie.

Q. Comment vivent tous ces Interahamwe ? Comment s'approvisionnent-ils en nourriture et en munitions ?

R. C'est ce qui nous a poussés à culpabiliser Kinshasa ; nous avons même écrit des lettres au Président de la République dans le cadre de commission de pacification de Fizi. Ces Interahamwe portent des uniformes des FAC et portent sur eux des billets de 100FC et de 50 FC en grand nombre. Si ces coupures ont envahi Fizi, c'est à cause d'eux. Les embarcations font Kigoma- Ubwari, le consulat du Congo à Kigoma est investi dans cette histoire ; il les ravitaille en bottes, en nourriture. Il y a aussi des avions qui descendaient à Kilembwe à partir de Kinshasa via Kigoma. Ils sont vraiment suffisamment ravitaillés.

Q. Est-ce qu'ils se mêlent aux unités Maï Maï de Dunia ou ils évoluent comme des unités autonomes ?

R. Ils se mêlent aux unités de Dunia et ils travaillent ensemble. Vous seriez même surpris si de passage à Baraka vous voyiez la tenue que porte un policier de Dunia. Elle est différente de celle que porte un policier de Bukavu.

Q. Quelle est la différence ?

R. Les policiers de Dunia portent les vrais uniformes de la police nationale, en provenance de Kinshasa. Il y a même un major bien connu, le major Itebeka, qui est chargé de ce ravitaillement. Il arrive au moins deux fois par mois. Il emmène de l'argent, des tenues, etc.

Q. Qu'est-ce qui motive cet appui massif de Kinshasa envers ces forces qui opèrent à l'Est du pays ?

R. Nous pensons que le pouvoir de Kinshasa a peur du RCD, c'est pourquoi il appuie des forces susceptibles de faire face à une éventuelle ambition du RCD.

Q. Donc, selon vous, Gatumba n'est pas la fin, une guerre qui se prépare quelque part ?

R. Nous sommes toujours en contact avec Uvira, des bateaux en provenance de Kalemie accostent chaque jour avec des militaires, et parmi ces militaires, des Interahamwe déguisés en militaires congolais. Nous pensons donc qu'on se prépare à quelque chose.

Juste avant ces attaques, le 28 juin, le général Mbudza Mabe est arrivé à Uvira en compagnie du colonel Simba. Il a dit : « On est en train d'arranger la situation au Sud Kivu, après on va raccompagner ces gens chez eux au Rwanda, on va changer les choses chez eux ». Les Interahamwe sont suffisamment convaincus qu'après les opérations au Sud Kivu, ils vont se diriger vers le Rwanda. Et quand Dunia est arrivé à Baraka, son commandant T5 répondant au nom de Kapanda a dit devant Nyamushebwa : « Nous terminons d'abord les opérations, et les herbes, nous allons les accompagner. » C'était suite à une question posée par un infirme qui demandait pourquoi ils collaboraient avec les étrangers banyamulenge qui, de surcroît, avaient créé le territoire de Minembwe, en amputant celui de Fizi.

Q. Et les herbes, c'est quoi ?

R. C'est une expression pour désigner quelque chose de rien de tout.

Q. Monsieur l'administrateur, comment voyez-vous l'avenir après tout ce que vous venez de nous décrire ?

R. Notre avenir au Sud Kivu est sombre ; c'est pourquoi nous invitons les politiciens à s'occuper du problème du Sud Kivu. Car tout partira du Sud Kivu.. Et même ce blocage du gouvernement de transition dont on parle, il suffit de voir ce qui se passe au Sud Kivu pour se rendre compte qu'il n' y a rien qui se fait. Avec toutes ces forces qui y circulent, le Sud Kivu est le noyau du mal du Congo. Pour bâtir la paix, il faut partir du Sud Kivu et particulièrement par le territoire de Fizi qui ouvre sur la Zambie, la Tanzanie et le Burundi.

Q. Et comment croyez-vous que cela peut se faire ?

R. Pratiquement, il faut d'abord une force de l'ONU pour désarmer et démobiliser toutes ces forces négatives. La difficulté c'est que ce qui était une force négative hier est devenue aujourd'hui une composante de notre gouvernement et de notre armée. L'alternative à cela serait de déplacer ces Maï Maï, comme l'on ne peut pas les désarmer en tant que composante de l'armée.

Q. Est-ce que les politiciens civils jouent un rôle dans ce qui se passe chez vous ?

R. Comme vous le savez, chaque politicien cherche à avoir une armée derrière lui pour avoir une place au gouvernement.

Q. Les Maï Maï des différents secteurs de Fizi se retrouveraient derrière quels politiciens ?

R. Pour le territoire de Fizi, c'est un peu difficile ; aucun politicien ne peut dire qu'il a la mainmise sur les Maï Maï de Fizi. Ce qu'on peut dire, c'est que les Maï Maï de Fizi, y compris Dunia, dépendent du colonel Lokole, du général Sikatende et du général Loecha, qui constituent le noyau dur de Kinshasa.

Autrefois, l'on se posait des questions sur les sources de ravitaillement des Maï Maï. On a appris par la suite que ces trois généraux font partie d'un état-major parallèle dépendant de la présidence de la République et qui est chargé de la gestion des unités de Fizi, sans passer ni par la dixième région militaire, ni par aucune autre brigade. C'est ainsi que Dunia dispose de sat-phones et d'autres moyens modernes de communication qui le lient directement à cet état-major parallèle. C'est ainsi aussi que lorsqu'il a été décidé de muter Dunia à Mbuji Mayi, l'intéressé a refusé la mutation, en disant que cette mutation venait probablement de l'état-major général de la Rd Congo dont lui-même ne dépend pas.

Q. De qui dépend-il au juste ?

R. Il dépend de l'état-major parallèle des forces armées congolaises, la fameuse maison militaire du Chef de l'Etat qui prépare toutes les opérations à l'Est du pays.

Q. Comment expliquez-vous l'implication des Maï Maï bafuliro dans ce paysage militaire si complexe ?

R. Ce point est spécifique au territoire d'Uvira, que je ne maîtrise pas.

Q. D'accord. Mais si la situation militaire est vraiment telle que vous la décrivez, est-ce que vous espérez un jour quitter l'exil et rejoindre Fizi ?

R. À l'état actuel des choses, nous avons moins de chances de rentrer. Parce que pour rentrer, il faut quelques préalables. Il faut notamment clarifier certaines choses, il faut surtout une certaine organisation et des changements au sein du système militaire de chez nous pour sécuriser les uns et les autres, et seul le président de la république peut opérer ces changements et mettre un terme à cette cacophonie.

Q. En votre qualité d'administrateur, vous êtes certainement en contact avec ceux de vos administrés qui n'ont pas fui ; quel est leur état d'esprit actuel ?

R. Disons tout d'abord que les gens sont divisés par rapport à cette idéologie d'exclusion. Pour certains, nous devons vivre en paix avec nos frères banyamulenge.

Ces gens-là sont très mal vus. Pour d'autres, alliés aux Mai Mai, il faut faire partir à tout prix tous les banyamulenge. Pour vivre en paix, nous avons besoin d'un Fizi pur, donc un Fizi sans munyamulenge, disent-ils.

Mais à Fizi, il n'y a pas que les banyamulenge à être marginalisés. Il y a aussi les babwari, par exemple, qu'on qualifie de Burundais pour les exclure.

Q. Serge, toi qui travailles dans la pacification, quel effet les événements actuels ont-ils sur les résultats de ton travail ?

R. Nos résultats sont fragilisés, alors que nous avons vraiment évolué après la deuxième guerre de libération. Nous avons commencé le travail en 2002, et la cohabitation commençait à être réelle. Même lorsque les forces de Mwendechewa ont massacré des gens qui étaient allés poser des canaux d'eau, nous sommes arrivés à gérer la crise en organisant des rencontres entre les différentes couches sociales, les responsables des confessions religieuses, les jeunes, etc. au niveau de la population il n'y avait pas de problème, les populations restées là-bas n'ont rien contre nous mais elles sont prises en otage et ne peuvent rien faire ; ce sont les politiciens et cette machination de l'armée qui cherchent toujours à exclure les gens et entraîner les autres dans l'extrémisme.

Q. Maintenant que, en définitive, ton travail est compromis, comment vois-tu l'avenir de la province du Sud Kivu ?

R. L'avenir de cette province dépendra de la restructuration de la politique globale en RD Congo et de la responsabilité des acteurs politiques.. Nous-mêmes, au niveau de la pacification de Baraka et Uvira devons faire une évaluation en nous disant : « Nous avons fait un travail, nous sommes arrivés à un certain niveau, mais voilà le résultat ! »

POLE : Ce que vous m'avez brossé comme tableau est très perturbant, mais je vous souhaite un prompt retour chez vous à Fizi, chacun pour reprendre ses occupations.

### **JEAN MINANI, 25 ANS, MEMBRE DES FNL APPREHENDÉ PAR L'ARMÉE BURUNDAISE PEU APRES LES MASSACRES, S'EXPRIME...**

***Nous l'avons rencontré dans son lieu de détention.***

30/08/04

Q. Comment t'appelles-tu ?

R. Je m'appelle Minani Jean.

Q. Comment te retrouves-tu ici ?

R. Nous étions basés du côté de Rukoko lorsque des Mai-mai sont venus nous contacter. Ils ont signé des conventions avec nos supérieurs. Nous, les subalternes, ne savions pas de quoi il s'agissait ; on nous a dit que nous allions traverser pour le Congo.

Q. Qui vous l'a dit ?

R. L'un des chefs Mai-mai

Q. Aviez-vous l'habitude de collaborer avec les Mai-mai ?

R. Non.

Q. Pourquoi alors avez-vous accepté spontanément à ce premier appel à l'aide ?

R. C'était une question d'argent.

Q. Combien vous avait-on promis ?

R. Autour de 30.000

Q. Francs Burundais ou dollars ?

R. Je crois qu'on avait changé les dollars en FBU.



Q. Combien étiez-vous ?  
R. Nous étions vingt-trois.

Q. Que s'est-il passé à votre arrivée en RD Congo ?  
R. Nous nous sommes joints à des Mai-mai et aux Interahamwe.

Q. Comment avez-vous su qu'il s'agissait des Interahamwe ?  
R. Je sais les identifier par leur langue Kinyarwanda, alors que les Mai-mai parlent différentes langues congolaises.

Q. Où avez-vous rejoint ces Interahamwe ?  
R. C'était quelque part par-là, non loin de Rukoko, mais du côté congolais.

Q. Combien étiez-vous alors ?  
R. A peu près 90.

Q. Que s'est-il passé par la suite ?  
R. Notre chef nous a dit qu'il y avait une petite mission à faire et que cette mission nous donnerait un peu d'argent. Nous, nous croyions qu'il s'agissait d'une mission ordinaire, du genre des petits coups que nous menions pour nous procurer un peu d'argent. Nous avons longé la Ruzizi, en descendant vers le sud pendant 2 jours et 2 nuits. Nous nous sommes arrêtés le vendredi, près d'un étang et à proximité d'un pont.

En attendant la tombée de la nuit, on planifiait. C'est là que le chef mai-mai nous a dit : « Nous allons exterminer ces chiens de Banyamulenge, en repréailles des nôtres qu'ils ont fait périr. » Vers 23 heures, nous avons lancé l'assaut, sur deux colonnes. Une colonne s'est dirigée vers le camp militaire, deux autres se sont dirigées vers le camp des Banyamulenge, qui a été encerclé. L'ordre était qu'on ne tire pas sur les Congolais, mais seulement sur les Banyamulenge.

Q. Qui donnait pareils ordres ?  
R. C'était le chef Mai Mai. Nous avons attaqué le camp, les uns usant des armes à feu, les autres incendiant les abris à l'essence.

Q. Où aviez-vous pris de l'essence ?  
R. Je ne sais pas, nous avons simplement remarqué que les Mai-mai étaient venus avec de nombreuses petites bouteilles d'essence. A la fin de l'opération, on a sifflé pour le rassemblement avant de reprendre la même voie pour rentrer d'où nous étions venus.

Q. Tu nous as dit qu'il y avait deux groupes, l'un pour attaquer les militaires, l'autre pour attaquer les réfugiés Banyamulenge. Toi, personnellement, de quel groupe étais-tu ?  
R. J'étais de ceux qui ont attaqué les réfugiés.

Q. Combien étiez-vous au total ?  
R. Nous étions très nombreux, je ne peux donner d'estimation.

Q. Est-ce que tu avais des raisons personnelles de t'en prendre aux Banyamulenge ?  
R. Non, je n'en avais pas. Je ne visais d'ailleurs personne en tirant, je m'efforçais de tirer entre les tentes, alors que les autres tiraient dans les tentes.

Q. Comment s'appelle votre chef, celui qui vous a conduit à partir de Rukoko ?  
R. Il s'appelle Sekis.

Q. Et celui des Mai-mai ?  
R. Je ne le connais pas.

Q. Et l'adjoint de votre chef ?  
R. Nous l'appelions Mani.

Q. Comment s'appelait le chef des Interahamwe. ?  
R. Je ne le connais.

Q. Raconte-moi la suite, après votre opération.

R. Nous avons marché pendant deux jours. A la fin, les Mai-mai nous ont remerciés pour le service rendu. Nous nous sommes séparés au niveau de Rugobagoba, du côté RDC, par groupes de provenance.

Q. Lorsque vous avez quitté Rukoko, aviez-vous vos propres armes ?

R. Nous avons nos propres armes ; ceux venus du Congo avaient aussi des armes et des munitions dans des sacs.

Q. Comment se transmettaient les ordres, vu que vous parliez différentes langues ?

R. Il y avait parmi nous des interprètes.

Q. Tu as dit que de la RD Congo étaient venus des Interahamwe et des Mai-mai. A quelle formation appartenais-tu, en tant que burundais ?

R. J'étais du FNL, basé à Rukoko.

Q. Après avoir accompli votre besogne, combien d'argent avez-vous perçu ?

R. Ca dépend. Certains ont reçu 30.000FBU, d'autres, comme moi, ont reçu seulement 1000 FBU, au prétexte que j'étais un piètre combattant.

Q. Tu as donc tué pour 1000 FBU ?

R. Oui.

Q. Revenons à l'opération de Gatumba ; qu'est-ce que vous vous disiez pendant le massacre ?

R. On disait : « Il faut les exterminer »

Q. Comment différenciez-vous, de nuit, le quartier des Banyamulenge de celui d'autres congolais ?

R. Il y avait quelqu'un parmi les Congolais qui maîtrisait bien le terrain.

Q. Qui est-il ?

R. Je ne le connais pas

Q. Toi, personnellement, comment, as-tu réagi lorsque tu as appris, le lendemain, le bilan du massacre auquel tu as participé pour 1000 FBU ?

R. J'en ai été très sincèrement meurtri.

Q. Comment as-tu été arrêté ?

R. Après cette opération, j'ai fui mon groupe, abandonnant là-bas mon arme. J'ai longtemps marché en longeant la Ruzizi, jusqu'au moment où j'ai été appréhendé par les forces de l'ordre. On m'a conduit à la zone, et même au camp de Gatumba où j'ai reconstitué la scène du massacre.

Q.. Combien d'années as-tu passé au FNL ?

R. Quatre ans.

Q. Pourquoi est-ce seulement maintenant que tu as quitté ce mouvement ?

R. Je me suis rendu compte que ce n'était pas rentable.

Q. Avais-tu participé auparavant à des massacres similaires à celui de Gatumba ?

R. Non.

Q. Etait-ce la première fois que tu allais au front ?

R. Non, j'ai participé à d'autres attaques à Rutahana, à Rukoko, à Mabayi, à Mugwi et à Gatoki , rien qu'au Burundi. Je n'avais jamais combattu au Congo.

Q. Où as-tu appris le métier des armes ?

R. Ici au pays, à Rugobagoba.

Q. Quel âge as-tu ?

R. Vingt -cinq ans seulement.

Q. Es-tu marié ?

R. Non

Q. As-tu des parents ?

R. Non, ils sont tous morts.

Q. Tu as de la famille ?  
 R. Non, je n'ai pas de famille.  
 Q. Quel est ton désir actuel ?  
 R. Je désire qu'on me libère pour que j'aie à vivre de l'agriculture.  
 Q. Ne crains-tu pas les représailles du FNL pour avoir dévoilé leurs actes sur les ondes des radios internationales ?  
 R. Non, ils n'oseraient pas venir me chercher, ils craignent les forces de l'ordre.  
 Q. Est-ce qu'il y a des FNL au Congo ?  
 R. Je n'en sais rien.  
 Q. En 4 ans au sein des FNL, combien de personnes as-tu tuées ?  
 R. Vingt seulement.  
 Q. Et à Gatumba ?  
 R. Approximativement, j'en ai tué trois.  
 Q. Avez-vous emporté des biens pillés du camp ?  
 R. Non, on n'a rien emporté ; moi personnellement, je suis revenu tel que j'étais parti.  
 Q. Avez-vous enlevé des gens du camp ?  
 R. Oui, on n'en a enlevé trois, mais on les a par la suite relâchés. Je ne sais ce qu'ils sont devenus.  
 Q. On a appris que vous aviez aussi des femmes dans vos rangs, que c'était elles qui chantaient et jouaient du tam-tam.  
 R. Non, c'est tout le monde qui chantait au rythme du tam-tam. On chantait des mélodies mai-mai, pour se remonter le moral, sans en comprendre les paroles.  
 Q. Et d'où venaient les tam-tams ?  
 R. C'était les Mai-mai qui les avaient amenés.  
 Q. Est-ce que tu souhaiterais rencontrer les familles de ces trois- là que tu as tués au camp ?  
 R. Non.  
 Q. Pourquoi ?  
 R. Non, ils ne me pardonneraient pas. Ils ne peuvent pas me pardonner.  
 Q. Et pourquoi penses-tu qu'ils ne te pardonneraient pas ?  
 R. Ils ne peuvent pas me pardonner.

**NASINE GUDULE, 35 ans**

29 / 08 / 2004.

Je m'appelle Nasine Gudule, pour le moment je me trouve à Gatumba, je suis une femme réfugiée munyamulenge.

Question (Q) : Où êtes-vous née et quel âge avez-vous si on peut vous le demander ?

Réponse (R) : Je suis née à Uvira en 1969.

Q. Quand et comment êtes-vous arrivée dans ce camp ?

R. C'est depuis le 09 juin que je suis à Gatumba parce qu'à Uvira les menaces commençaient à dépasser les bornes. Nos voisins nous menaçaient de mort parce que Mutebutsi faisait la guerre à Bukavu. Plus moyen pour un Munyamulenge de circuler entre deux quartiers comme Kanyamabenge et Biens mal acquis par exemple, ou même d'approcher la douane sans être traité d'étranger

Q. Ce genre de tracasserie existait bien avant votre refuge à Gatumba, n'est-ce pas ?

R. Dans la cité, quand nos enfants revenaient de l'école, ils nous racontaient comment même de grandes personnes les traitaient d'étrangers et les menaçaient de mort. Par peur, nous avons quitté la ville avant que ces menaces ne soient mises en exécution.

Q. Par qui avez-vous été accueillis à Gatumba ?

R. Le HCR procédait à l'identification des arrivants mais ne disposait pas d'assez de tentes en plastique. C'est pourquoi certains ont passé la nuit à la belle étoile pendant plus d'un mois.

Q. Pouvez-vous apprécier la manière dont le HCR s'occupait de vous ?

R. L'encadrement présentait de nombreuses failles. En effet, nous avons demandé qu'un centre de santé soit installé dans le camp. Le HCR nous a signifié qu'il existait un centre de santé de l'Etat implanté non loin de là. Quand nous l'avons fréquenté nous avons remarqué que toute maladie était soignée au paracétamol alors que parmi nous se trouvaient des infirmiers compétents capables de prescrire le traitement qu'il fallait. Ensuite une ration alimentaire censée suffire pour un mois nous avait été distribuée. Elle était constituée de haricots et de boîtes de conserve. Rien pour les enfants qui eux ont plutôt besoin de farine pour la bouillie, de sucre, de sel, etc.

Q. Quand vous leur disiez que les enfants avaient besoin d'autre chose, que répondaient-ils ?

R. Ils nous demandaient de nous contenter de ce qui était disponible. Quelques organisations locales ont quand même pu nous apporter un peu de sucre, de l'huile et d'autres choses, mais la vie était vraiment difficile dans ce camp.

Q. C'était ainsi jusqu'au jour où le camp a été attaqué !

R. ça c'était un vrai drame ! La nuit du 13 au 14 paraissait ne jamais finir. En fait il n'y avait pas de dispositif sécuritaire autour du camp, à proprement parler, de sorte que quand nous avons été attaqués personne n'est venu à notre secours. Alors qu'une brigade d'infanterie et une autre de la gendarmerie campaient à vue d'œil, aucun soldat, aucun gendarme n'est intervenu. Curieusement, après le drame, des militaires et des personnes de toute sorte sont venus nous ne savons pas faire quoi parce que 164 réfugiés avaient été tués et 115 autres blessés au cours d'une attaque qui avait duré plus de deux heures sans qu'aucun de tous ces gens ne bouge.

Q. Quel était le degré de sécurité avant l'attaque ?

R. Un camp aussi vaste n'était gardé que par 5 à 6 gendarmes. En fait, nous étions abandonnés à nous-mêmes. Ce qui fait que, pendant l'attaque, ils ont seulement sauvé leur peau. Alors, c'est seulement le matin que sont venus dans le camp les véhicules blindés, les soldats du Burundi et même de l'ONU. Que sont-ils venus faire, enterrer seulement les morts ?

Q. Avez-vous perçu des signes avant-coureurs d'une attaque imminente ?

R. La veille des massacres, le chef d'un camp disait aux Barundi et autres tribus de se séparer de nous. Quelqu'un qui travaillait dans le camp a frappé un enfant en accompagnant son geste par des paroles qui disaient que son apaisement ne viendrait que de la mort d'un enfant munyamulenge.

Q. Soutenez-vous aussi l'hypothèse selon laquelle cette attaque serait l'œuvre d'une coalition ?

R. Je peux dire oui et non. D'Uvira c'est facile d'emprunter des chemins détournés pour arriver à Gatumba pour des gens habités par la haine. Les rescapés disent aussi avoir entendu des assaillants s'adresser la parole en Kifulero, en Kirundi et en Kinyarwanda. Par contre la nuit était tellement sombre qu'il était pratiquement impossible de reconnaître les figures des gens. Cela impose une certaine réserve

mais quand même le fait qu'un homme polygame revenant de chez sa femme muvira ait été épargné uniquement pour avoir parlé le kifulero aux assaillants, cela tend à confirmer l'hypothèse d'une coalition.

Q. Quel est l'état des malades actuellement ?

R. Les blessés, surtout ceux qui ont reçu des balles dans la tête, sont en très mauvais état. Je crois que nous aurons encore plus de morts. Vraiment, couper le bras à un bébé de deux mois, ces gens sont-ils encore des humains ?

Q. Après avoir fui l'insécurité chez vous, elle vous poursuit ici, est-ce que vous ne vous dites pas que finalement ce serait mieux de rentrer chez soi ?

R. En tout cas autant rentrer au pays au lieu d'aller à l'intérieur du Burundi. Si nous ne sommes pas protégés à Gatumba, je ne vois pas comment nous le serons à l'intérieur. L'insécurité est partout, à Uvira comme ailleurs, mais Gasorwe à la frontière avec la Tanzanie où on nous propose d'aller ne peut pas être plus protégé que les abords de la capitale où nous nous avons été attaqués et tués. Nous sommes tellement mal à l'aise que nous ne savons pas quelle option prendre.

Q. Comment vivez-vous en tant que femme le fait que les massacres aient emporté autant de femmes et d'enfants ?

R. C'est très bouleversant, surtout que c'est la toute première fois que je vis personnellement un tel drame. Si au moins il s'agissait d'un conflit militaire ou politique, les massacres auraient été ciblés. Mais ce qu'ils ont fait est la preuve d'une réelle volonté d'extermination.

Q. L'autre explication serait peut-être que les femmes ont été surprises sur les lieux après que les maris aient réussi à s'enfuir ?

R. Homme ou femme n'importe qui qui a été surpris dans les blocs a été massacré. Toutefois, les hommes étant plus souples que les femmes, ils ont pu se sauver par des trous pratiqués à travers les shittings pendant que les mamans s'activaient à réveiller les enfants puis à s'embourber dans les casseroles parce qu'elles n'y voyaient pas grand-chose. Elles ont donc été surprises plus nombreuses parce qu'elles ne pouvaient abandonner leurs enfants.

Q. Cette attaque, était-elle planifiée, est-ce votre extermination qui était recherchée ?

R. Ne dites pas on voulait, on nous a exterminés. Avoir 300 victimes en une nuit au cours d'une attaque qui a duré deux heures sans qu'on soit secouru, c'est Dieu qui a sauvé les rescapés. Ils auraient été contents si tout le monde était mort dans ce camp.

Q. Le massacre étant imputé aux mayi mayi en coalition avec les FNL du Burundi et les Interahamwe, dans ces conditions quel type de sécurité vous pouvez espérer si vous rentrez au pays comme vous l'avez souhaité tout à l'heure ?

R. Pour nous, l'insécurité est partout maintenant, même à l'intérieur du Burundi. Au lieu de continuer à mourir en exil, autant rentrer chez nous et voir ce que ça donne. Ou alors on nous déplace d'ici vers un pays plus sûr.

Q. Une telle décision doit se prendre assez vite parce que les survivants ont été placés dans des salles de classe or les cours reprennent bientôt !

R. Si nous avons préféré qu'on nous laisse provisoirement à Gatumba, c'est parce que nous voulons nous occuper personnellement de nos malades. Sinon qui le fera à notre place ? Les orphelins, les veuves, ceux qui ont tout perdu, qui se déclare prêt à les assister ?

Q. En attendant, votre retour au Congo pose quand même problème quand on sait qu'après les massacres, une forte délégation composée de ministres, de députés, et même d'un vice-président de la République est venue enterrer vos morts à 4km de la frontière du Congo. Croyez-vous à la faisabilité de votre retour ?

R. En fait nous n'avons pas de solution intermédiaire pour le moment. La vraie frontière c'est la haine et les tracasseries, c'est pourquoi il nous est actuellement interdit de rentrer à Uvira.

Q. Avez-vous une expérience personnelle des tracasseries ?

R. A la frontière avec le Congo, un jour où je voulais faire traverser un enfant, j'ai été amenée dans un bureau et fouillée très sérieusement, alors que tout le monde passait librement dans les deux sens. Quand j'ai protesté, on m'a signifié que c'était le règlement. J'ai subi un traitement dégradant, comme si je n'avais pas le droit de rentrer dans mon pays où portant les étrangers se rendaient normalement.

Q. Qu'a-t-on opposé à votre protestation ?

R. La menace de me frapper et des questions sur le cantonnement de militaires et des groupes armés.

Q. Ces tracasseries sont en fait la face cachée de la haine qu'on vous porte, une cohabitation est-elle possible dans ce contexte ?

R. Nous ne pouvons qu'alerter l'opinion sur ça. La haine est maintenant enracinée dans les cœurs des adultes et des enfants. Le Munyamulenge est marginalisé. Qu'on nous cherche un pays d'accueil en attendant que les choses se calment.

Q. Monter jusqu'à Minembwe serait peut-être une solution ?

R. Nous isoler à Minembwe n'est pas la solution, sauf si nous pouvons accéder librement à Uvira pour nous approvisionner en produits de première nécessité. A Minembwe les infrastructures socio sanitaires sont insuffisantes. Nos enfants n'ont pas terminé l'année scolaire passée, ils ne vont pas commencer celle-ci, qu'on nous amène ou ailleurs où nous aurons la paix.

Q. Avez-vous reçu les visites de réconfort ou un mot de sympathie de toutes ces femmes qui ont travaillé avec vous ?

R. Je n'ai pas entendu une seule fois le mot « *pole* ». Au contraire, des gens disaient avoir peur de rencontrer un Munyamulenge.

Q. Peut-être par peur des voisins ?

R. Si c'est ça, comment allons-nous encore cohabiter ?

Q. Pourtant des gens se rendaient à Bujumbura pour rencontrer des bailleurs, ne s'arrêtaient-ils pas au camp de Gatumba ?

R. Personne, absolument personne n'a demandé de nos nouvelles.

Q. Quelle justification à cela ?

R. On nous a haï au point de nous refuser toute sympathie. Même nos voisins directs ne cherchent pas à savoir ce que nous sommes devenus.

Q. Si vous aviez un souhait à adresser au gouvernement congolais, que lui diriez-vous ?

R. Le gouvernement congolais a déjà reçu beaucoup de souhaits, qu'a-t-il fait ? Qu'il assure seulement notre sécurité et travaille pour la réconciliation et la cohabitation pacifique entre les gens. Qu'il rétablisse l'unité de commandement dans l'armée, la police et les forces de sécurité, et tienne ses promesses. Tout le monde doit vivre à Uvira et traverser la douane dans les mêmes conditions.

Q. Nous apprenons que le vice-président, après avoir suspendu sa participation au gouvernement de transition, vient d'annoncer son retour à Kinshasa, comment vivez-vous cet événement en tant que femme munyamulenge ?

R. Je ne connais pas la politique, mais ce qui me bouleverse c'est que quelqu'un dise une chose aujourd'hui et change de position juste après. Il se précipite à Kinshasa quand un site où nous héberger n'est pas encore trouvé, quand à Uvira et à Bukavu

notre situation est encore loin de s'arranger, etc., nous on n'y peut rien, on est seulement déçu.

Q. On parle de pressions énormes exercées sur lui par la communauté internationale !

R. Cette fameuse communauté internationale devrait d'abord penser aux problèmes de base de la population, à sa sécurité, à sa stabilité. A Kin les problèmes d'Uvira sont vus d'en haut.

Q. Mais, il faut sauver la transition !

R. La transition doit nous sauver nous d'abord. La transition c'est nous la population. Un pays n'est pays que quand il a une population. C'est la transition qui nous a lâchés quand elle ne s'est pas intéressée aux problèmes des Banyamulenge. Est-ce que nous ne sommes pas des Congolais ?

Q. Vous êtes en exil, et c'est là que vous êtes massacrés. La transition, elle, n'est pas en exil. Elle n'est pas massacrée. Pourra-t-elle continuer sans vous ?

R. Comment ! Si elle ne nous protège pas, si elle ne protège pas les droits des citoyens congolais banyamulenge, c'est qu'elle est en panne. C'est l'instabilité qui continue.

Q. Donc vous vous sentez trahis par la décision du vice-président Ruberwa !

R. Mais comment ! Pourquoi pas ! Ils doivent d'abord arranger les problèmes de la base. C'est le non arrangement de ces problèmes qui maintient les idées sombres dans les têtes des gens qui pensent que le gouvernement nous ignore et ne compatit pas à nos malheurs.

Q. Finalement, quel message d'espoir pouvez-vous adresser à vos consœurs banyamulenge ?

R. Ni bakomere ! Nta kundi, byashize byarashize, je ne sais pas comment le dire autrement ! Attendons ce que le vice-président à Kinshasa et la communauté internationale diront de nos malheurs. Voyons si après l'enterrement de nos enfants, de nos maris et de nos consœurs il y aura des associations locales qui se livreront à un travail de pacification qui nous consolera.

## **Pasteur KAKOZI MUZALIWA**

Question (Q) : Pasteur, pouvez-vous nous dire votre nom ?

Réponse (R) : Mon nom est Pasteur Kakozi Muzaliwa, je suis pasteur du 37<sup>ème</sup> CADC

Q. Où êtes-vous né ?

R. Je suis né à Fizi-Mbende, secteur de Mutambala, dans le village Kabela.

Q. Quel âge avez-vous ?

R. J'ai 52 ans

Q. Depuis quand êtes-vous à Gatumba ?

R. Depuis le 12 juin 2004.

Q. Comment êtes-vous arrivé ici ?

R. J'habite Baraka. Là bas, nous avons entendu que la guerre avait éclaté à Bukavu entre deux officiers : Jules Mutebutsi et Mbuza Mabe et que, pour cela, les soldats de la 4<sup>ème</sup> brigade qui nous gardaient allaient en renfort en Bukavu. Or, dans les alentours étaient implantées des bandes armées dans les localités d'Ubwari, Fizi et Malinde, tel que des Mayi Mayi, des FDD et des FNL. Ils avaient l'habitude de venir nous attaquer à Baraka. Un jour ces bandes armées ont opéré une descente sur Baraka. Il y avait des Mayi Mayi, des Interahamwe et des étrangers burundais et

rwandais. Leur chant demandait à toute personne en bons termes avec les Banyamulenge ou le RCD de se préparer à mourir parce qu'ils venaient libérer cette région. Nous avons pris peur et nous avons fui vers Uvira.

Q. Comment avez-vous été accueillis à Uvira ?

R. Les nouvelles que nous avons rencontrées à Uvira n'étaient pas rassurantes. Les soldats cantonnés là partaient vers Bukavu en renfort et les Banyamulenge et membres du RCD fuyaient la ville. Nous avons fait deux jours, puis des rafles ont été opérées dans notre groupe de fugitifs venus de Mboko. C'est l'arrestation de notre chef de secteur, appelé Mbekalo, qui nous a décidé à partir pour Gatumba. Derrière nous, la nouvelle s'est répandue que tous ceux qui fuyaient avec les Banyamulenge étaient des Rwandais.

Q. Pourquoi avez-vous fui avec les Banyamulenge laissant derrière vous les autres Babembe ?

R. Dans le groupe de fuyards, il y avait des Babembe et d'autres ont été empêchés de venir. Certains sont même en prison, surtout ceux qui un jour avaient osé encourager la cohabitation pacifique avec les Banyamulenge.

Q. Avant ces événements, comment viviez-vous avec les Banyamulenge ?

R. Nos ancêtres ont vécu pacifiquement avec eux. J'ai grandi en voyant des mariages entre les deux communautés et des échanges commerciaux fructueux. La cohabitation est pacifique jusqu'en 1996 où nous avons assisté à l'arrestation de Banyamulenge dans notre village de Kabela, d'autres étaient pris dans les montagnes et amenés à Baraka où ils étaient sauvagement battus et même tués. La haine a commencé là et nous nous sommes réfugiés en Tanzanie pendant deux ans pour éviter le cycle de vengeance. C'est quand nous avons appris que l'AFDL venait avec les Banyamulenge que nous sommes revenus. Au retour, en 2000, la haine s'est plutôt exacerbée.

Q. Que s'est-il passé à Gatumba ?

R. En tant que pasteur, je ne peux pas mentir. Je dirai ce que j'ai vu et entendu. Vendredi, la nuit, nous avons entendu des coups de feu. Le bruit provenait du côté du camp de transit des Burundais qui revenaient d'exil. Nous nous étions dans le camp des réfugiés congolais banyamulenge et babembe. Le bruit des coups de feu dépasse le camp de transit et se rapproche de nous. Du côté de la frontière congolaise vient un groupe de gens qui crient « alléluia ! alléluia !! » Mais plus ils se rapprochent, plus nous distinguons des mots kinyarwanda, kirundi, kiswahili, lingala et même kifulero. Mon petit frère attrape une balle en essayant de sortir. Nous déchirons la tente et sortons par ce trou. Nous nous sommes cachés dans un kraal de vaches. Derrière nous les gens criaient et le camp était en feu. Les langues des assaillants étaient congolaises et après l'opération, ils se sont dirigés vers le Congo. Je le confirme. Je le certifie.

Q. Avez-vous une preuve de votre affirmation ?

R. L'enfant de ma femme (mwerekazi) est hospitalisé pour des blessures par balles. Il a été pris. Quand les assaillants ont commencé à tuer dans notre bloc, un enfant a pleuré. Il lui a dit en kibembe : *leolela ! leolela ! twaawabino !* Ne pleure pas, ne pleure pas, nous sommes entrain de mourir. L'un des assaillants s'est exclamé : *ee twayaka beto bana !* Nous tuons notre enfant ! Puis il a demandé ; t'es-tu enfui avec les Banyamulenge ? Il a répondu : non, nous avons seulement fait escale ici pour la nuit en route pour l'hôpital à Bujumbura. La conversation se faisait en kibembe. L'assaillant lui dit alors : viens que je te fasse traverser les lignes des Interahamwe



qui, autrement, te tueraient sans faute. Il lui fit traverser la route et le cacha puis continua à participer à l'opération.

Q. Par où sont-ils rentrés après l'opération ?

R. Ils ont pris la direction du Congo, non pas en passant par la douane, mais en empruntant le sentier qui débouche vers Kahorohoro.

Q. Comment expliquez-vous que des Congolais disent que puisque le FNL a revendiqué le massacre, donc aucun Congolais n'y a pris part d'autant plus que les Congolais ne tuent pas de cette manière ?

R. Nous les rescapés, nous les témoins directs, nous pensons que le FNL a accepté de couvrir les assaillants mais ce sont des Interahamwe, ceux-là qui tuent chez nous, qui ont fait l'affaire en compagnie des FNL. Chez nous les FNL sont à Dine, protégés par Dunia, à Simbi, les Interahamwe sont à Kilembwe et Kikonde.

Q. Donc ceux qui vous ont tué sont venus du Congo ?

R. Peut-être sont-ils venus se mêler aux FNL, mais c'est du Congo qu'ils sont venus. D'ailleurs je m'étonne que le lendemain des massacres je sois nommément cité parmi les morts sur la radio Okapi. Donc quelqu'un a reconnu la tente que j'occupais et a diffusé que le pasteur Kakozi est mort.

Q. Vous connaissez-vous des ennemis au pays ?

R. Les ennemis sont établis chez nous. Ce sont eux que nous avons fui. L'année dernière à Baraka, des Congolais ont été brûlés de Kikwena à Lueba par des FDD et des Interahamwe. Pourquoi continuer à cacher les tueries qu'ils font au Congo ? A Baraka, 11 agents de l'ONG Tear Fund qui s'occupaient d'adduction d'eau ont été massacrés par des Interahamwe.

Q. Ces Interahamwe, FNL, Mayi Mayi de Fizi sont soutenus par qui ?

R. Eux-mêmes déclarent qu'ils sont les hommes du gouvernement qui les ravitaillent. Ils ont des uniformes des FAC (Forces Armées Congolaises). Ils reçoivent des argent à partir de notre consulat en Tanzanie en passant par Dine.

Q. Vous qui étiez du côté de Fizi – Baraka, aviez-vous eu vent de la préparation de l'opération de Gatumba ?

R. Nos frères restés au Congo nous ont dit que c'est là que l'opération s'est préparée. Si c'était l'opération des FNL, nous n'aurions entendu que le Kirundi. Mais le fait que nous avons entendu des langues congolaises lors de l'attaque prouve bien qu'il y avait coalition.

Q. N'avez-vous pas reconnu les dirigeants ?

R. C'était la nuit, nous n'avons entendu que les voix.

Q. Comment pensez-vous rentrer au pays ?

R. Le jeudi, le vice-ministre chargé de l'intérieur puis le vice-président Ruberwa nous ont reçu et nous ont demandé de rentrer. Nous avons accepté après avoir avancé le préalable de notre sécurité. Le lendemain c'est le jour des massacres.

Q. Donc, les assaillants ont voulu vous montrer qu'ils ne voulaient pas de vous ?

R. Le 9, le pasteur Kuye et Enock sont arrivés à Uvira pour une mission de pacification. Des tracts ont été lancés. Ils disaient s'opposer à tout retour des réfugiés. Mais, malgré tout, nous tenons toujours à rentrer.

Q. D'où vient une telle haine ?

R. Elle est attisée par les politiciens depuis la capitale Kinshasa où le PPRD voit que si le RCD et les Banyamulenge occupent solidement le terrain, il perdra le pouvoir.

Q. Mais cette haine a préexisté au PPRD et au RCD ?

R. Même là ce sont toujours les politiciens qui s'opposaient entre eux et injectaient la haine à la base.

Q. Est-ce que ça continue ?

R. La situation perdure.

Q. Comment cela prendra-t-il fin ?

R. Des réunions et des réunions ont déjà été tenues chez nous. Mais même au cours de ces rencontres, les gens se menacent mutuellement de mort.

Q. Vous venez d'être massacrés à Gatumba, vous y restez encore. Sera-t-il possible de rentrer au pays ?

R. Si l'ONU peut nous sécuriser au Burundi, il le peut tout aussi bien au Congo. Elle doit plutôt travailler avec les dirigeants congolais pour qu'ils cessent d'employer la haine en politique.

Q. Vous voulez dire que si les dirigeants changeaient et abandonnaient la haine, celle-ci s'estomperait dans la population ?

R. S'ils nous disaient de cesser de nous haïr parce que eux se sont déjà réconciliés, la population suivrait. Les dirigeants babembe, bafulero et banyamulenge ne s'entendent pas.

Q. Des Congolais sont morts et ont été enterrés à 4km de la frontière de leur pays. Comment expliquez-vous cela ?

R. Je n'ai pas entendu dans les discours lors des obsèques un seul officiel congolais déclarer que l'enterrement se ferait au pays. Notre souhait est d'enterrer nos morts chez eux. Mais ce sera impossible tant que ceux qui sont venus nous tuer ici seront chez nous. Nous attendons seulement le signal du vice-président Ruberwa qui nous a dit d'attendre.

Q. Quel message adressez-vous au gouvernement ?

R. Les dirigeants doivent s'entendre et lutter pour le bien-être de la population et non pour les postes politiques et les victoires aux élections. Et ces élections seront-elles possibles avec toutes ces bandes armées encore actives ? La communauté internationale doit nous aider à les neutraliser si elle veut des élections ici. Ce qui nous étonne aussi c'est la présence de bandes armées parlant kinyarwanda dans les rangs des renforts militaires des FARDC. Alors, si c'est comme ça, le gouvernement devrait reconnaître son impuissance à s'en occuper sérieusement et autoriser le Rwanda et le Burundi à venir chercher leurs gens ici parce que lui est incapable de les neutraliser.

Q. Quel message adressez-vous à vos frères babembe et aux Congolais ?

R. Qu'ils cessent de se laisser tromper. Kabila – père nous a amené 20 ans dans la forêt. Qu'en avons-nous tiré ? Son fils nous amène toutes sortes de bandes armées du Katanga, du Kasai et d'ailleurs pour les installer chez nous. Quel bénéfice pouvons-nous en tirer si ce n'est que de continuer à être tué. Les grades militaires attribués à Lokole et à Sikatenda, qu'apporteront-ils à la population ? Qu'a-t-il fait pour nous jusqu'à présent ? Même les militaires qui ont été envoyés en renfort ici, c'est à nous de les nourrir et de les entretenir. La tromperie a assez duré.

### **Philippe MUKWIYE, 46 ans**

28 août 2004

Q. Pouvez – vous vous présenter ?

R. Je m'appelle Philippe Mukwiye. Je suis né à Uvira, à Kishembwe, en 1955.

Q. Quelles fonctions exerciez- vous à Uvira ?

R. J'étais agent de la DSR, le service de renseignements.

Q. Comment un agent de renseignement peut – il se retrouver parmi les réfugiés ?

R. Si nous avons fui, c'était suite au mauvais climat social. A Uvira, les fonctions importantes peu, on ne prend en compte que l'ethnie. Nous avons fui au vu des événements de Bukavu. Là – bas, ce sont les militaires qui se battaient, mais ce sont les civils qui ont payé le plus lourd tribut. C'est donc pour notre sécurité que nous avons fui Uvira pour Gatumba.

Q. A quelle ethnie appartenez – vous ?

R. Je suis Munyamulenge, de père et de mère.

Q. Pouvez – vous me dire ce que vous, les Banyamulenge, avez fui en réalité ?

R. Nous avons fui la mauvaise gouvernance et la haine dont nous sommes l'objet de la part des gouvernants comme de tout le monde. Nous avons craint pour notre vie à cause troupes qui étaient nombreuses à Uvira.

Q. Mais pourquoi êtes – vous haïs ?

R. On nous rejette à cause de notre ethnie, on refuse de nous reconnaître la nationalité congolaise. Dès qu'un des nôtres commet une erreur, on culpabilise toute la communauté. Voilà pourquoi nous sommes en exil.

Q. Depuis quand êtes – vous dans ce camp de Gatumba ?

R. Je suis ici depuis le mois de juin 2004.

Q. Mais en juin il n'y avait pas d'affrontements à Uvira, qu'avez – vous fui ?

R. Uvira n'était pas en guerre certes, mais Bukavu était déjà en guerre et le front se dirigeait vers Kamanyola, ce qui menaçait sérieusement Uvira. C'est pourquoi nous sommes partis.

Q. Qui vous a accueillis ici à Gatumba ?

R. Nous avons été accueillis par les autorités burundaises et avons été assistés par le HCR.

Q. De quelle assistance avez – vous bénéficié de la part du HCR ?

R. Nous avons reçu une assistance en réalité superficielle. Au début, on nous a distribué des haricots et des grains de maïs, sans bois de chauffe, ni huile, ni sel de cuisine. Alors que nous étions des réfugiés, dépourvus des moyens financiers pour faire moudre le maïs, ni pour acheter de la braise. Seules les organisations locales et les églises nous ont véritablement assistés.

Q. Vous n'appréciez donc pas la manière dont le HCR vous a assistés ?

R. Le HCR ne s'est vraiment pas occupé de nous comme il se devait, nous ne semblions pas l'intéresser. Ce camp de Gatumba est un camp de transit, où les réfugiés peuvent séjourner pendant 3 à 5 mois. Mais quand nous sommes arrivés ici, deux jours plus tard, le HCR menaçait de nous transférer à Kirundo, un coin très insécurisé par les assaillants. On n'y serait jamais arrivé en vie. Nous avons négocié pour rester ici avant de retourner chez nous.

Q. Dites-moi, lors des massacres de Gatumba, vous étiez au camp ou vous étiez hors du camp ?

R. J'étais au camp ; j'ai même été un moment pris en otage par les assaillants.

Q. Si vous avez été pris en otage, vous devez avoir bien identifié les assaillants ; pouvez – vous me dire ce qui s'est passé ? Comment avez – vous vécu l'événement ?

R. C'était la nuit du vendredi 13. Je venais du centre pour me rendre au camp. Je dois vous préciser que j'ai deux ménages. Il y a un premier ménage avec lequel je suis arrivé en juin dans le camp. Il y avait dans le camp un quartier pour les banyamulenge et un autre plus haut, réservé aux bafulero et aux Burundais. Nous nous sommes établis au quartier des banyamulenge ; mais moi je ne résidais pas au camp faute de place.

Quelques jours plus tard, ma seconde épouse d'origine Muvira a été menacée à Uvira. Elle m'a rejoint avec nos enfants. Comme il n'y avait pas de place au camp réservé aux Banyamulenge où se trouvait ma première femme, je les ai fait loger au camp réservé aux Bafulero et aux Burundais. Quand je suis arrivé donc cette nuit-là au camp, une de mes sœurs qui vient d'être tuée dans ce massacre m'a dit que ma femme Muvira n'était pas en bonne santé. C'est là que je me suis rendu et une fois sur place, les balles ont commencé à crépiter. Les crépitements provenaient du côté du camp des Burundais et des Bafulero, c'est-à-dire du côté congolais. J'ai résolu de quitter ma tente pour ne pas être pris au piège du feu. J'ai déchiré ma tente au rasoir par le haut, et je me suis extirpé. Une fois dehors, je me suis retrouvé au milieu des assaillants. L'un d'entre eux demanda à son collègue en kifulero de m'abattre. L'autre lui répondit qu'il ne fallait pas m'abattre parce que je provenais des tentes de leurs frères bafulero. J'ai alors dit dans la même langue kifulero : « Je suis des vôtres. » Ils me dirent alors de me coucher, pour ne pas être atteint par les balles. Je me suis couché. Les assaillants étaient très nombreux. Le groupe qui venait du Congo, plus précisément de Kahorohoro, comprenait des Interahamwe et des Congolais, un mélange de tout. Un autre groupe se trouvait du côté des douches des femmes. Ils chantaient : « Alléluia ! Que dieu soit loué ! Le seigneur a accompli... » On distinguait des voix des femmes et d'enfants, ça devait être à mon avis, ces Burundais des FNL.

Il y a eu une brève riposte des 6 militaires burundais qui étaient préposés à la garde du camp, ce qui m'a permis de fuir vers la forêt. Peu de temps après, les tirs ont baissé d'intensité et je pouvais entendre les cris de ceux qu'on tuait à l'arme blanche, au gourdin, à l'arme à feu, à la grenade. Je suis revenu vers le camp, je croyais qu'on exterminait mes enfants. Quand je me suis rapproché du camp, on commençait à incendier les tentes, ce qui m'éclairait dangereusement. Je me suis de nouveau fondu dans la brousse pour ne pas être identifié. L'opération a duré ainsi deux bonnes heures, de 22 heures à minuit, sans aucun secours. Nos six gardes militaires avaient déjà pris fuite. Nous avons ramassé des blessés de minuit et demi à trois heures du matin. Mais d'autres continuaient à agoniser, ceux qu'on avait brûlés après les avoir blessés.

Q. Les assaillants étaient – ils donc munis d'essence et de boîtes d'allumettes pour brûler ?

R. Ils avaient un peu de tout ; moi, je les ai vus venir. Ils avaient même des sortes de flambeaux allumés avec lesquels ils se pavanaient en criant. Ils devaient avoir préparé le coup de longue date. Après ces premiers secours, je suis allé voir les miens le matin. Cinq membres de ma famille avaient péri ! Ma sœur aînée, mon garçon de 17 ans, un autre garçon de 4 ans, un autre de 7 ans et un enfant de 2 ans et demi tué d'un gourdin à la tête avant d'être brûlé au niveau des jambes

Q. Vous avez dit plus haut que vous avez été pris en otage. Où est-ce qu'on vous a amené ?

R. Quand je suis tombé entre leurs mains, ils m'ont demandé de me coucher. Parce que j'avais parlé leur langue. C'est ce qui m'a sauvé, comme on a épargné les camps des Burundais et des Bafulero. Les consignes étaient vraiment claires que seuls les Banyamulenge devaient mourir. Et cela s'est passé alors que nous avons résolu de retourner chez nous le lendemain.

Q. Maintenant qu'on a brûlé votre camp de Gatumba, vous avez juste bougé un peu, et vous êtes dans cette école. Comment envisagez-vous votre avenir ?

R. Selon moi, notre avenir est sombre. Nous risquons d'être exterminés si l'opinion internationale ne nous vient pas en aide. Parce que même la solution de nous

transférer plus loin est à haut risque. Les tracts circulent selon lesquels nous pourrions être attaqués en route. Nous n'avons vraiment pas où aller.

Q. Est-ce que vos anciens voisins d'Uvira ont manifesté une quelconque compassion - visite, appel par téléphone par exemple- à l'occasion de cette tragédie ?

R. Nos amis d'Uvira ne peuvent risquer d'entrer en contact avec nous. Si cela se découvrait, ils risqueraient gros.

Q. Selon vous, et au vu de tout cela, qu'est-ce que vous envisagez ? L'exil au Burundi ou ailleurs ?

R. Notre souhait est de retourner chez nous. Nous n'avons pas été créés pour être des exilés éternels ; nous avons un chez nous. On ne peut pas aimer s'exiler dans un autre pays, à moins qu'on n'aime pas son pays. Nous finirons par rentrer chez nous.

Q. Maintenant que pensez-vous du fait que les corps des victimes aient été inhumés ici, et non chez eux au Congo ?

R. Ça, c'est provisoire. Nous sommes confiants que le moment venu, nous les enterrerons dignement chez nous, dans notre pays. Nous avons été massacrés alors que nous étions sous la protection du HCR et ce dernier n'a pas le mandat d'aller enterrer ces corps chez nous mais nous nous en chargerons.

Q. Quel message pouvez-vous envoyer au gouvernement congolais en rapport avec ce que vous vivez ici ?

R. Je demande au gouvernement de reconnaître que nous sommes des Congolais. Que ce gouvernement sache que nous avons besoin de retourner chez nous.

Q. Croyez-vous que si le gouvernement vous facilitait le retour, la haine des populations contre les Banyamulenge disparaîtrait ? Qu'envisagez-vous de faire, vous-mêmes, pour faciliter votre acceptation par les autres ?

R. Si le gouvernement lui-même ne cultivait pas cette haine au sein des populations, il n'y aurait aucun problème de cohabitation. Il n'y a que les dirigeants qui s'appuient sur les divisions inter-ethniques pour asseoir leur pouvoir, sinon entre les individus il n'y a aucun problème.

Q. Quel message pour la communauté des Banyamulenge ?

R. Je demanderais à tous les Banyamulenge qui collaborent avec le gouvernement de prendre conscience qu'ils sont en otage et jouent perdants. On ne peut pas collaborer avec ceux qui vous tuent. Qu'ils se choisissent d'autres orientations.

Q. De quelle orientation parlez-vous ?

R. Je parlais de ceux qui sont tournés vers le gouvernement de Kinshasa qui nous a massacrés. Il n'y a aucun Banyamulenge qui n'ait été éprouvé par ce massacre.

Q. Vous incriminez le gouvernement dans ce qui est arrivé ici, et vous dites qu'il ne peut assurer la sécurité chez vous. Comment pensez-vous que cette sécurité sera restaurée dans votre milieu d'origine ?

R. Pour restaurer la paix de tous, il faut un gouvernement de tout le monde, qui protège tout le monde.

Q. D'où proviendrait ce gouvernement de tout le monde ?

R. Il finira par venir, comme tous les autres gouvernements sont venus. Le gouvernement actuel n'est pas le premier que nous connaissons.

Q. Est-ce que vos beaux-frères bavira ont pu venir s'associer à votre deuil ?

R. Tous mes beaux-frères sont réfugiés, par le simple fait que j'ai épousé leur sœur. Ils vivent à Bujumbura, d'autres ont fui du fait qu'ils travaillaient pour le RCD.

## **Etienne RUSAMIRA, 47 ans**

Je m'appelle Etienne Rusamira, je suis basé à Montréal, je travaille comme consultant analyste politique. Je suis au Canada depuis bientôt 13 ans.

Question (Q) : Comment vous retrouvez-vous dans cette région ?

Réponse (R) : C'est d'abord ma région d'origine, et puis j'étais venu pour une mission de réconciliation intra communautaire.

Q. Que se passe-t-il pour que les Banyamulenge aient besoin de quelqu'un qui vit au Canada pour se réconcilier entre eux ?

R. Il y a des divisions très profondes appelées tendances politiques. J'imagine avoir été choisi pour cette mission à cause de mon passé et de mes relations avec tous les acteurs impliqués dans cette situation.

Q. Revenons à cette division : pouvez-vous nous en parler ? Comment c'est venu, qu'est-ce qui s'est passé ?

R. Elles sont apparues au grand jour en 1998 avec la naissance d'un parti politique opposé au RCD, le FRF ou Forces Républicaines et Fédéralistes. Il y a eu aussi les rapports conflictuels avec l'APR. la communauté est donc politiquement divisée et militairement affaiblie.

Q. Pour le vice-président Ruberwa, la communauté est divisée parce que les gens se voient en termes de clans au lieu de se voir comme une communauté unie face à un destin commun. Qu'est-ce que cela peut vouloir dire pour nous qui sommes en dehors de cette communauté ?

R. On peut trouver près de 26 clans chez les Banyamulenge, les deux plus grands étant Abanyabyinshi et Abasinzira. Viennent ensuite les Abasita et les aborigènes appelés Abarundi.

Q. Qu'est-ce qu'il y a alors derrière ?

R. Des petits clans comme Abasinga, Abega et d'autres qui n'existaient pas au Rwanda mais qu'on retrouve chez les Banyamulenge comme Abasama, Abatwari, les détails se trouvent dans le livre de Joseph Mutambo.

Q. D'où vient alors l'opposition entre ces clans ?

R. Les divisions passées étaient des conflits entre clans et Eglises, mais qui restaient somme toute gérables. Elles ne débouchaient pas sur des affrontements. Ce sont donc des rivalités de moindre importance.

Q. Qu'est-ce qui opposerait deux clans chez vous ?

R. Rivalités de leadership et oppositions classiques entre les Eglises méthodistes, pentecôtistes et autres. Or, chaque chef d'Eglise était soutenue par les membres de son clan.

Q. Cette alignement derrière les chefs, ne s'est-il pas reproduit lorsque les Banyamulenge entrent en politique ?

R. Ceux qui ont essayé d'exploiter cet aspect se butent sur cette réalité que Ruberwa, par exemple, est du clan Abasita, mais pas ceux qui lui sont proches. Par contre, dans les rangs de ceux qui le combattent, comme chez Masunzu, on trouve ses propres cousins. Donc les clivages récents n'ont pas un contour clanique.

Q. Les rivalités entre clans et entre Eglises étaient le prélude à ce qu'on voit. Qu'est-ce qui oppose le RCD au FRF ?

R. Ces rivalités sont antérieures. Le conflit RCD – FRF est politique. Le FRF pense que le RCD est une création du Rwanda. Il se base sur une sorte de convention établie juste avant 1998 quand le RCD parle d'un schéma consensuel dont il ne serait jamais sorti. En réalité, lorsque je viens en mission de négociation à

Bujumbura pour rapprocher le FRF du RCD en 1998, j'ai plutôt remarqué qu'il s'agissait d'une opposition entre personnalités fortes

Q. Si le RCD était taxé d'être une création du Rwanda, qui a créé le FRF ?

R. Il est formé en dehors de l'influence rwandaise par des Congolais. On parle par exemple de Ruhimbika, de Gasore mais aussi de Mbusa Nyamwisi.

Q. En 2004, le RCD est sur la place publique, il est connu au moment où le FRF, lui, fait passer des déclarations et des communiqués sporadiques seulement. Où est-il réellement ?

R. C'est une grande question qui vient du fait que le RCD a réussi à le freiner car il était en opposition ouverte. C'était difficile de s'implanter sur le territoire sous contrôle du RCD, mais aussi ce groupe s'effrite en groupuscules selon que les uns se rapprochent du Rwanda et que les autres s'en éloignent.

Q. Entre un RCD, création du Rwanda, et un FRF purement congolais, comment alliez-vous mener votre campagne que vous aviez commencée en pleine période de guerre où le FRF n'avait pas d'armée et que c'est la logique militaire qui s'imposait.

R. En fait ceux du FRF se trouvaient dans le camp de ceux qui ne trouvaient pas justifiée la guerre de 1998.

Q. Que proposaient-ils alors à la place ?

R. Ils pensaient jouer sur un rapprochement entre Congolais de l'Est et proposaient une conférence inter kivutiens pour régler les conflits ethniques.

Q. Le FRF fait de la congolité son cheval de bataille alors que cette notion contient une faille terrible révélée par les événements de Bukavu où ceux qui luttaient pour elle ont quand même été poussés dehors. Vous, comment la voyez-vous ? Est-ce un rêve possible ou une illusion quand on constate que les Banyamulenge ne sont pas acceptés par les autres Congolais ?

R. Même ceux qui affirment la congolité savent que la haine ethnique est un problème présent et réel. Mais ils soulèvent l'autre aspect du problème quand ils mettent tout ce qui s'est passé à Bukavu sur la tête de Mutebutsi.

Q. Il n'empêche quand même qu'au delà du phénomène Mutebutsi, sur ce problème de congolité, au vu d'un acte de génocide comme celui qui vient de se commettre à Gatumba, il y a cette contradiction fondamentale que je ne comprends pas. Les Banyamulenge se disent congolais. Or, à Gatumba, les officiels congolais sont venus enterrer les morts congolais à 4km de la frontière congolaise. Est-ce normal ?

R. C'est la contradiction fondamentale. C'est la chose la plus regrettable. Affirmer la congolité ne résout pas le problème de la haine ethnique. Au Rwanda les Tutsi n'ont pas été tués parce qu'ils étaient des étrangers. Ils appartiennent à un groupe d'exclus. L'enterrement de Gatumba est la preuve qu'ils n'ont pas accès à cette partie du sud du kivu.

Q. Vous venez d'évoquer le cas du Rwanda où les Tutsi ont été tués parce qu'ils étaient un groupe cible. Il n'empêche que, dans son discours, Léon Mugesera, qui est au Canada, semblait dire qu'il faut envoyer ces gens en Ethiopie par la voie la plus facile qui est la Nyabarongo. Donc cette vision de l'autre qui n'est pas d'ici était claire aussi au Rwanda. Mais aussi, quand les réfugiés sont partis vers le Burundi, à Uvira, on parlait de « Uvira, ville propre ». Donc cette idée de l'autre qui est étranger et qui n'a pas droit de cité existe aussi au Congo.

R. Cela remet en cause la notion même de la nationalité quand quelqu'un n'est pas accepté dans un pays où il a vécu 100 ans. En ce qui concerne les Banyamulenge, le vrai problème c'est la sécurité. Le RCD a mal joué. S'il avait pris la position qu'il vient de prendre, cela aurait bloqué tout ce mouvement des réfugiés et la concentration d'autant de forces loyales à Kabila y compris les Interahamwe.

Q. Parmi les divisions que vous avez évoquées, la division militaire APR – jeunes militaires, s’agit-il de l’affrontement APR – Patrick Masunzu de février 2002 ?

R. Patrick Masunzu – APR c’est une histoire qui commence en janvier-février 1999 lorsqu’un colonel de l’APR part de Cyangugu pour aller arrêter Masunzu à Uvira. Les jeunes soldats banyamulenge tirent sur le convoi qui ramène Masunzu et tuent 3 soldats rwandais.

Q. Pendant l’affrontement Masunzu – APR, les Congolais ont vu que les Banyamulenge qui voulaient prouver qu’ils étaient des Congolais venaient de le faire dans le chef de Masunzu. Deux ans plus tard, ces mêmes Banyamulenge sont chassés ou fuient l’insécurité à Uvira et quelques mois après, voilà qu’on les poursuit à Gatumba pour les tuer. Finalement à quoi est réduite cette congolité dans la tête et le cœur du Munyamulenge ?

R. Juste une illusion, il faut l’avouer. Même pendant la guerre, les extrémistes n’ont jamais accepté Masunzu. L’émergence de Masunzu a mis mal à l’aise les Mayi Mayi. Or, il entretenait des rapports directs avec Kabila. Donc, pour eux, il était une sorte de mercenaire dont il fallait tirer un bénéfice politique.

Q. Si Masunzu reste lié au président Kabila, comment alors expliquer que le massacre de Gatumba soit attribué à certains militaires de la 10<sup>ème</sup> région militaire sous les ordres de Kabila ?

R. Kabila joue sur deux tableaux. Il entretient de bons rapports avec Masunzu et en même temps avec ceux qui le combattent, ceux qui combattent le RCD. Il sait ce que représente Masunzu dans cette région, mais refuse de s’aliéner les extrémistes.

Q. Que dit Masunzu de ce qui s’est passé à Gatumba ?

R. Je n’ai pas parlé avec lui, mais plutôt avec ses commandants à Uvira dont certains ont perdu des membres de famille. Le problème c’est l’explication politique.

Q. Si des soldats banyamulenge dispersés à travers les autres composantes ont été tués comme une cinquième colonne alors qu’ils n’étaient plus sous contrôle du RCD, c’est que c’est très grave. Qu’est-ce que cela veut dire pour la formation de l’armée nationale ?

R. C’est une utopie. L’armée nationale ne pourra pas exister dans le contexte actuel. L’accord global et inclusif ne provient pas de la volonté des Congolais. Il leur avait été imposé. Personne n’y croit. A Kinshasa, la composante gouvernement s’est arrangée pour se réserver le vrai pouvoir militaire.

Q. La congolité des Banyamulenge s’est toujours affirmée contre le Rwanda dans l’espoir d’être accepté par les Congolais, ce qui n’est pas le cas. Qu’est-ce qui reste alors ?

R. Les problèmes avec le Rwanda sont récents, à peine dix ans. Mais les Banyamulenge se sont affirmés comme Congolais depuis les guerres mulélistes. Ce sont eux qui ont défait le Kabila muléliste, ce qu’il n’a jamais pardonné d’ailleurs.

Q. Avec tout ce passé, les Banyamulenge disent : nous sommes contre le Rwanda, nous sommes avec les Congolais. Après la série d’évènements malheureux, quelles sont les perspectives pour la communauté ?

R. La communauté n’a jamais eu de position unanime. Par rapport au Rwanda, c’est le choix des leaders, la mauvaise gestion de la guerre qui lui sont reprochés. En ce qui concerne les autres Congolais, il n’y a pas d’illusion à se faire. Depuis 40 ans, les Banyamulenge récupèrent régulièrement leur territoire par la force. Nos rapports avec nos voisins sont mauvais.

Q. Le vice-président souhaite l’union des Banyamulenge pour chercher un destin commun. Les massacres de Gatumba vont-ils la favoriser ?



R. Je dirais oui, sauf qu'il y en a toujours qui expliquent cela par l'opposition entre le RCD et les autres.

Q. La congolité des Banyamulenge étant un problème, vous êtes prêts à vous battre pour quoi ?

R. La congolité doit s'affirmer dans les actes politiques, la pleine participation à la vie du Congo et non pas seulement en se battant contre les pays étrangers. La lutte doit être quotidienne avec les compatriotes congolais.

Q. Les Congolais ne veulent pas de vous.

R. Il faut être très clair avec nos compatriotes. On n'est pas obligé d'être des copains avec tout le monde, mais on est condamné à vivre ensemble à partir du moment où personne n'a choisi de naître dans ce pays. Personne n'a le droit de chasser l'autre, que ce soit par la force ou par la loi.

Q. Banyamulenge est un terme nouvellement créé. Qu'est-ce que cela vous ferait si vous étiez appelés Banyarwanda ou Tutsi congolais ?

R. Nous sommes un ensemble de gens venus du Rwanda, du Burundi, et de la Tanzanie. Il y a aussi nos anciens esclaves qui constituent plus de 10% de notre population. Appeler tous ces gens des Banyarwanda, c'est insuffisant. Chaque peuple a le droit de se choisir un nom.

Q. Cette appellation n'a rien à voir avec la quête de l'identité ?

R. Notre identité est un mélange basé sur les valeurs communes d'unité, de partage, d'organisation sociale, le regroupement dans des clans.....

Q. Cela n'a rien de particulier, on peut le trouver ailleurs.

R. Quelles que soient nos origines, nous sommes parvenus à nous mettre tous dans la tête l'idée d'appartenir à un même groupe. Même nos anciens esclaves sont identifiés à un clan.

Q. Vous faisiez des razzia ?

R. Nous les avons achetés. Lisez le livre de Matanda

Q. Pourquoi les achetiez-vous ?

R. Je n'ai pas vraiment de détails. J'imagine que c'était pour de petits travaux.

Q. Ils sont de quel clan ?

R. Chacun prenait le clan de son maître. Avec cette identité multiple, il n'est pas indiqué d'identifier les groupes banyamulenge aux Banyarwanda contrairement au Nord-Kivu.

Q. Mais cela n'en fait pas une ethnie. Le kinyamulenge est proche du kinyarwanda et du kirundi. On n'a pas besoin de traducteur. C'est donc la même langue, avec quelques variantes régionales. Au point de vue linguistique, vos origines collent à d'autres communautés de même langue dans la région et ne vous donnent pas une identité appropriée.

R. On n'a jamais nié nos origines. Mais 300 ans de séparation avec le Rwanda et le Burundi nous ont rendu autonomes. Notre Histoire est comparable à celle des Afrikaners ou des Québécois qui sont de nouvelles identités par rapport aux diverses origines.

Q. Les Banyamulenge se réclament d'une identité de chrétien. Rencontrer un missionnaire vous différencie-t-il des autres ?

R. C'est assez complexe. Le christianisme arrive chez nous vers 1950.

Q. Je vais retourner la question autrement. Le missionnaire sur les hauts plateaux ne vous a-t-il pas ôté une grande patrie de votre identité, de ce qui a été votre culture ?

R. Il n'y a jamais eu de missionnaire sur les hauts plateaux où on est isolé et sans activités diversifiées comme ailleurs. On se retrouve socialement géré par le clan, et

spirituellement par l'Eglise. Le christianisme comble le vide laissé par l'absence d'activités sociales.

Q.Donc, dans ces montagnes, les activités de l'Eglise sont les seules activités de socialisation ?

R.C'est vrai sociologiquement. L'Eglise est la seule à encadrer les populations. Mais, même avant le christianisme, on avait peu de choses traditionnelles comme le culte de Lyangombe, etc. Lorsque tous vont à l'église, celui qui se retrouve dehors est isolé socialement.

Q.Au début, vous disiez que les Eglises divisaient la communauté. Tous ces pasteurs ont-ils maintenant la possibilité de transcender toutes ces divisions internes inter confessionnelles pour harmoniser avec tous des positions communes par rapport aux questions de fond concernant la communauté ?

R.Ils sont sensibilisés sur la question. Ils ont fait des réunions à Kigali et devraient se charger des cérémonies de clôture des activités de réconciliation.

Q.Vous voulez profiter de l'événement de Gatumba pour mettre tout le monde ensemble ?

R.C'est ce que j'espère. Vous me voyez ici avec des pasteurs, le vice-président a osé en parler en public pour montrer sa détermination à crever l'abcès.

Q.Comme Munyamulenge, comment appréciez-vous la décision du vice-président de suspendre sa participation à la transition ?

R.C'est le minimum.

Q.Et le maximum c'est quoi ?

R.Le retrait pur et simple.

Q.Quel profit auriez-vous retiré d'un retrait ?

R.Personne ne continuerait à nous mentir. Le gouvernement de transition ne protège pas tous les citoyens. Le massacre de Gatumba n'aurait pas eu lieu sans l'aval du gouvernement. En tant qu'homme libre, je sais que le retrait a des conséquences importantes qu'un homme d'état doit anticiper. Mais c'est un pas important.

Q.Ce pas ouvre sur un monde inconnu, on ne connaît pas la suite.

R.On ne sait pas vers où on va, mais la participation aussi nous mène vers l'inconnu.

Q.Autant donc proclamer la panne maintenant au lieu d'attendre 2005.

R.On aurait dû le faire au mois de mars.

Q.Une transition si durement négociée, on peut l'arrêter pour proposer quelle alternative ?

R..Justement, c'est seulement le partage des postes ministériels qui a été négocié jusqu'à présent. L'arrêt serait l'occasion de discuter des vraies questions comme celle de la sécurité des minorités Banyamulenge.

Q.On trouve au Congo des groupes qui sont encore plus minoritaires que les Banyamulenge!

R.La minorité n'est pas numérique. Il faut parler de minorité visible par rapport à l'ensemble de la population congolaise. Il faut que dans son espace il y ait un partage du pouvoir qui garantisse la sécurité physique et légale.

Q.La suspension de la transition résoudra quel problème ?

R.Les Congolais auront l'occasion de discuter de ce qui ne marche pas.

Q.Si les autres décidaient de continuer sans ceux du RCD restés à Goma, qu'advierait-il ?

R.La communauté internationale connaît bien les vraies causes de la guerre. S'il n'y a pas de solution à la sécurité des minorités et au problème des Interahamwe, Kabila

peut former son gouvernement à Kinshasa, il n'aura pas la paix. Ce sera comme à l'époque où il y avait le gouvernement de Kinshasa et les autres.

**Tharcice KAYIRA**

31/ 08 / 2004.

Je m'appelle Tharcice Kayira, je suis le coordinateur de ADEPAI (Action pour le Développement et la Paix Endogène), une organisation qui a son siège à Bukavu.

Question (Q) : Jusqu'à maintenant, tu travailles pour Life and Peace, et tu te retrouves aujourd'hui réfugié à Cyangugu. Que s'est-il passé ?

Réponse (R) : Je me retrouve à Cyangugu à cause d'une situation de conflit d'abord ethnique et ensuite socio politique en RDC. C'est un contexte de guerre et de mauvaise gouvernance. La guerre qui s'est déclenchée en mai a été préparée depuis longtemps.

Q. De quelle situation s'agit-il ?

R. Le contexte dans lequel nous vivons nous les Tutsi, et en particulier les Banyamulenge au sud-kivu, d'une part c'est une situation de haine dans la population dirigée contre les Banyamulenge, en même temps c'est une situation de rivalité politique entre le RCD et les autres composantes surtout le PPRD. Le PPRD veut gagner politiquement et militairement au Kivu parce qu'il a été obligé d'accepter la cohabitation avec le RCD qui contrôle l'est sur le terrain.

Q. Est-ce qu'on pourrait dire, en partant de l'opposition que vous faites RCD – PPRD qui a des conséquences sur la capacité de cohabitation entre les ethnies, que qui dit Munyamulenge dit RCD, et qui dit les autres composantes ethniques, dit les autres partis politiques notamment ceux du camp présidentiel ?

R. C'est exactement ça. Déjà dans l'AFDL les Banyamulenge étaient vus comme dirigeants et les autres comme marionnettes. Le RCD est conçu par ces mêmes figures et donc suscite la même réaction de rejet parce que c'est vu comme une affaire de Rwandophones à partir du moment où les vrais dirigeants de ce rassemblement sont effectivement des Rwandophones.

Q. Votre organisation ADEPAI était très connue comme ayant beaucoup travaillé pour le rapprochement des communautés. Quels sont vos résultats et qu'est-ce qu'il en reste ?

R. ADEPAI, Pole Institute et d'autres, ont lancé des actions pour rapprocher les communautés. Il faut alors remarquer que les extrémistes manipulent toujours la population mais une certaine prise de conscience s'observe bien que ceux qui ont la parole, comme les Eglises, ne s'impliquent pas.

Q. Les Eglises font-elles partie de cette machine d'exclusion ?

R. Elles sont en première ligne. Ceux qui ont pris conscience du bien-fondé du rapprochement des populations ne disposent ni d'armes ni de pouvoir. Ils ne font pas partie des décideurs. Il faut donc développer des programmes, des stratégies visant la classe politique, l'armée, les milices et tenant compte du problème de pauvreté et d'ambitions politiques démesurées. Il faut casser le système de la recherche du pouvoir pour avoir et non pour diriger.

Q. Qu'en est-il des leaders de la société civile ?

R. Dès qu'il est question de nomination à des postes politiques, une place dans la direction de la société civile est un tremplin pour y accéder. Les exemples abondent.

Q. Revenons à l'exclusion et à votre exil, quelle est la possibilité pour vous de rentrer au pays ?

R. Le souhait de rentrer est très fort. Mais, dans le contexte actuel, on ne voit pas une volonté de nos compatriotes de nous voir rentrer. Leur souhait est plutôt que nous restions en exil. Dans ces conditions, un Munyamulenge a-t-il de lui-même la capacité de rentrer au pays ?

Q. Quels sont les leaders sur lesquels votre communauté peut compter ?

R. Je n'en vois pas dans le paysage actuel parce que c'est la société civile qui est sur terrain, qui est près de la population, mais qui manque de dirigeants conscientisés sur nos problèmes. Ceux qui sont là aujourd'hui ont une vision étroite de nos problèmes. Il y a juste quelques pasteurs qui sont écoutés dans la communauté.

Q. La logique du pasteur est celle de conduire des brebis, ces pasteurs écoutés pourront-ils vous sortir de vos problèmes ?

R. C'est difficile. Je place plutôt mon espoir dans l'émergence d'une nouvelle classe de leaders parmi les personnes conscientisées aujourd'hui, pas dans celles qui sont là maintenant.

Q. Comment avez-vous vécu la tragédie de Gatumba ?

R. Je suis arrivé sur les lieux quelques heures à peine après les massacres. C'est une horreur indescriptible : des corps calcinés, d'autres sans tête, des morceaux de femmes et d'enfants, il faut l'avoir vu pour le croire. J'étais paralysé. Comme il n'était plus question de sauver des gens, j'ai cherché quelqu'un pour prendre les images pour mémoire, et puis nous nous sommes organisés pour rassembler les corps et secourir les rescapés. C'est ainsi que j'ai monté une équipe médicale banyamulenge et me suis occupé du suivi des blessés. Nous avons perdu trois personnes à l'hôpital, nous aurons des handicapés, mais nous en aurons aussi sauvé beaucoup.

Q. Ce que vous avez fait c'est bien, mais ceux qui ont été enterrés l'ont été à 4 km de la frontière. Comment avez-vous vécu cela ? N'ont-ils pas été exclus, même dans la mort ?

R. Ce sont des Congolais qui ont fui quand ils étaient encore vivants. Morts, ils devaient rentrer chez eux pour que tous les Congolais sachent ce qui s'est passé et se décident que plus jamais ça nulle part. Tous ceux qui écrivent à Bukavu ou ailleurs le font parce qu'ils n'ont pas vu les 164 cadavres, les 164 cercueils. Le défi est à présent de rapatrier ces corps.

Q. Encore faut-il que les vivants rentrent d'abord !

R. Mon avis est que les vivants et les morts rentrent ensemble. Si les vivants rentrent seuls, notre retour n'a pas de sens. Nous devons rentrer tous ensemble. Ce serait le dernier hommage à nos morts. Le problème c'est la volonté avant même de parler de moyens. La même prise de conscience qui doit animer les Banyamulenge doit animer aussi les autres Congolais. C'est un problème de leaders des uns et des autres.

Q. Toutes les voix dissonantes chez les Banyamulenge viennent des personnes qui ont cru qu'en travaillant avec les autres communautés ce sera possible de se faire

accepter comme Congolais. Mais, Gatumba et votre exil c'est finalement le refus de cette congolité que vous recherchez ?

R. Il faut avouer que je suis l'un de ceux qui ont travaillé de cette façon. ADEPAI a pu mener quelques activités, mais, déjà entre nous les membres, les visions ne s'accordent pas.

Q. Quel serait, selon vous, le minimum à exiger des autres Congolais pour vivre ensemble ?

R. La compréhension, l'acceptation de ce devoir de cohabitation au delà des divergences politiques. Que chacun accepte de vivre avec un Munyamulenge comme il le fait avec un Mushi, un Mukongo ou un Muluba. La communauté banyamulenge doit à son tour travailler pour cette cohabitation, et tous nous devons refuser d'être manipulés.

## **4.2. INVESTIGATIONS MENEES DU 21 AU 26 SEPTEMBRE 2004 SUR LA PARTIE CONGOLAISE (PLAINE DE LA RUZIZI ET UVIRA)**

### **I. INTRODUCTION.**

Il était grand temps de palper du doigt les réalités du conflit des Banyamulenge avec les autres peuples de la plaine de la Ruzizi et d'Uvira, pour comprendre le pourquoi des massacres de Gatumba, la nuit du 13/08/2004.

Durant six jours nos investigations étaient orientées vers différentes couches de la population manipulées par une philosophie dictée par l'armée et la société civile pour avoir une même position sur le dossier des Banyamulenge dans la Province du Sud-Kivu. Depuis Bukavu, passant par la plaine de La Ruzizi jusqu'à Uvira on constatait une forte concentration militaire avec des barrières de contrôle érigées par-ci par-là. Il s'agit d'une zone opérationnelle. Ces barrières font partie des opérations menées pour dénicher les militaires Tutsi et Banyamulenge qui sont considérés dans la Sud-Kivu comme les ennemis de la paix.

Pour étoffer les recherches, presque les mêmes questions étaient posées aux différentes personnes rencontrées. La première partie de ce travail est constituée des différents propos recueillis localement et la seconde renferme l'origine du conflit, les propos autour des massacres, l'intolérance des uns et des autres, la manipulation politicienne, le retour des réfugiés et l'espoir de la cohabitation.

### **II. ENTRETIENS AVEC DIFFERENTES PERSONNALITES A BUKAVU, SANGE ET UVIRA.**

Les personnes interrogées préférant garder l'anonymat ; leurs noms ont été modifiés dans ce dossier.

**Le 21.09.2004 :**

**Avec Monsieur Claver, agent du HCR/ Bukavu.**

Q. Comment avez-vous perçu les événements de Gatumba ?

R. C'est comme tout le monde ici à Bukavu, c'était une surprise

Q. Quelle a été l'attitude de la population de Bukavu face à ce massacre ?

R. Vous savez bien que la population de Bukavu a un mauvais souvenir des Banyamulenge qui ont occupé illégalement leurs maisons à Nguba et ils se sont imposés dans différents services surtout dans la sécurité (DGM). Ensuite lors de la guerre de Jules Mutebutsi et de Laurent Nkunda, ils ont tué, ils ont volé et ils ont pillé les biens de la population. C'est ainsi que le malheur qui leur est arrivé ne devait pas être mal perçu par les habitants de Bukavu : «Tout se paie ici bas» !

Q. En votre qualité d'agent humanitaire, comment avez-vous jugé ce comportement ?

R. Au fait, on ne peut pas applaudir les malheurs des autres, j'ai assisté impuissamment à cette réaction.

Q. D'où seraient venus les assaillants qui ont attaqué le camp de Gatumba ?

R. Cette question est tendancieuse, vous risquez de me créer des difficultés avec les services de sécurité d'ici à Bukavu, à l'instar de ce qui est arrivé au Chef de Sange.

Q. Au fait, qu'est-ce qui lui est arrivé ?

R. Pour avoir donné à la MONUC des informations sur les événements de Gatumba, il a été arrêté. C'est pourquoi j'ai peur de continuer cet entretien.

Q. Avez-vous une idée sur la destination de ce Chef de Sange ?

R. Il a été interpellé à Uvira par les autorités de FARDC.

Q. Parlons entre-nous ! Quand vous discutez autour de cette affaire au niveau de votre Bureau de HCR à qui attribuez-vous la responsabilité de ces massacres ?

R. J'espère que tu ne m'enregistres pas discrètement ! Il nous arrive de penser qu'il y avait l'implication des hautes autorités militaires qui étaient en contact avec les rebelles FNL du Burundi.

Q. L'attaque a eu lieu à partir de quel Territoire ?

R. Il est difficile de répondre à cette question car, jusque maintenant il n'y a pas de traces à la frontière Congolo-Burundaise. Ce qui nous surprend, ici à Bukavu, les services de sécurité et les militaires ont vite récupéré la situation, ils ne veulent pas entendre quelqu'un qui ose soupçonner que l'attaque serait venue de la RDC. D'ailleurs tu dois faire attention quand tu poses ces genres de questions.

Q. Pensez-vous qu'il sera facile aux compatriotes Banyamulenge de rentrer au Congo ?

R. Ici la population ne veut plus d'eux, ils disent que ce sont des Rwandais et même Mbuza Mabe ne peut pas accepter.

Q. Est-ce que ce ne serait pas un danger si ces gens restent longtemps à l'extérieur, ils peuvent s'organiser autrement et revenir par force au Congo ?

R. Les Congolais ont déjà « vu clair », souvenez-vous comment ils ont réagi quand Laurent Nkunda a occupé la ville de Bukavu. Il y a beaucoup de militaires du Gouvernement qui sont décidés à ne plus céder aux caprices des Rwandais.

Q. Quelles sont ces caprices ?

R. On dirait que tu n'es pas Congolais, tu ignores que les Rwandais cherchent à occuper une partie de l'Est de la RDC à travers les Banyamulenge. Le dernier coup vient d'être déjoué à Gatumba où il y avait déjà tout un arsenal militaire et des mercenaires pour venir attaquer Uvira et Bukavu.

Q. Comment l'avez-vous appris ?

R. Il y a beaucoup de rapports à ce sujet où l'on précise que le camp de Gatumba était plein des militaires Rwandais, Erythréens....

Q. Est-ce que vous ne faites pas allusion au rapport d'Human Rights Watch ?

R. Il s'agit de «La vérité sur les massacres des réfugiés Congolais à Gatumba au Burundi» publié par l'ONG Peace for Africa Now. J'ai un ami Officier de la Police qui peut te le donner si tu en as besoin.

Q. C'est à partir donc de ces informations que l'attaque a été organisée sur Gatumba ?

R. Sûrement

Q. Quelles sont les conclusions de ce rapport autour des assaillants ?

R. Tu vas lire toi-même, je sais qu'il conclut que les assaillants sont les rebelles FNL.

Q. On parle également d'un ex Chef Mai-Mai qui serait impliqué dans les massacres de Gatumba qui est hospitalisé à l'hôpital de Lemera à Panzi.

R. Je n'ai aucune idée mais je vais te mettre en contact avec les gens des Médecins du Monde qui sont fréquents dans cet hôpital.

Q. Pourquoi le HCR-Burundi n'avait-il pas intercepté les militaires qui s'organisaient au camp de Gatumba ?

R. Nous examinons également cette question.

**\* Entretien avec le Major DUMA, Commandant à Bukavu.**

**21. 09. 04**

Q. Pourquoi ce bouclage des véhicules dans la ville de Bukavu ?

R. C'est sur demande de la SONAS pour le paiement forcé de l'assurance.

Q. Nous constatons que vous arrêtez également les véhicules assurés à la SCAR ?

R. Oui, parce qu'ils ne sont pas en ordre avec l'Etat Congolais. C'est une société qui a été autorisée de fonctionner par le RCD pour l'intérêt de leur allié le Rwanda. L'assurance de SCAR n'est pas légale, voilà pourquoi même le bureau est fermé.

Q. Est-ce que cette disposition ne va pas à l'encontre de l'accord global et inclusif ?

R. Les affaires des Rwandais là chez vous à Goma, pas ici à Bukavu, même Supercell doit fermer ses portes ici.

A. Pourquoi les gens de Bukavu s'acharnent beaucoup contre tout ce qui a été mis sur pied par le RCD ?

R. C'est puisque le RCD est un montage des Rwandais, il a encore organisé la guerre contre la population de Bukavu avec le Colonel Jules Mutebutsi et le Général Laurent Nkunda, c'est normal que les gens se vengent contre ceux-là qui tuent, pillent et violent.

Q. Et pourtant les militaires de Mbuza Mabe ont fait la même chose contre les Banyamulenge ?

R. C'est faux, que ces Banyamulenge présentent des preuves.

Q. N'est-ce pas que certaines de leurs maisons et autres biens ont été détruits par la population de Bukavu ?

R. Ce sont des biens des Congolais qu'ils ont reçus illégalement. Ils ont fui et ont traversé la frontière pour rentrer chez eux au Rwanda.

Q. Ils ont été poursuivis jusque dans la plaine de la Ruzizi jusque même à Gatumba où ils ont été massacrés ?

R. Ils méritent ce sort, ils sont mauvais.

Q. Et à propos des massacres de Gatumba, en connaissez-vous quelque chose ?

R. Apparemment tu es venu me sonder, je n'ai pas de réponse à cette question. Prends ce rapport que tu peux photocopier pour comprendre réellement ce qu'il y a eu, il s'agit du rapport de l'ONG Peace for Africa Now, c'est «La vérité sur les massacres de Gatumba».

Q. Avez-vous un commentaire personnel sur ce rapport que vous avez déjà lu ?

R. Tu veux m'amener sur terrain glissant, ici à Bukavu ce n'est pas comme chez vous à Goma où vous êtes sous le règne des Rwandais.

**Avec Madame Irène, agent d'une ONG internationale intervenant dans le secteur médical**

**Le 22.09.2004**

Q. Madame nous avons appris que votre ONG intervient à l'hôpital de Lemera à Panzi ?

R. Oui, mais pourquoi cette question ?

Q. Je voudrais vérifier si le Commandant Mai-Mai venu d'Uvira serait encore aux soins là-bas ?

R. Est-ce que ce ne sont pas les Banyamulenge qui t'envoient pour avoir ses traces afin de le tuer ?

Q. Non Madame, je voudrais personnellement m'entretenir avec lui pour savoir ce qui lui est arrivé.



R. Nous savons tous qu'ils a été blessé par balle maladroitement par son garde du corps, mais les Banyamulenge disent qu'il serait blessé à Gatumba. Il est toujours à l'hôpital, mais pour le voir il faut beaucoup de patience. Donne-moi ton numéro de téléphone, je te préciserai dès que je suis à l'hôpital.

**\* Entretien téléphonique.**

Q. C'est pour une précision de notre entretien Madame ?

R. Oui, il est là, tu peux venir, il y a ses gardes du corps auxquels tu vas t'adresser, mais je doute, les visites ne sont pas autorisées. Il est prudent de venir vers 12h30 lors des visites collectives et en ce moment là nous serons encore ici pour l'entretien avec les malades.

N.B. Effectivement il n'y a pas moyen de s'entretenir avec lui directement, Madame Irène m'a permis de me glisser dans l'équipe des aides soignantes.

**\* Entretien de l'équipe soignante avec le Commandant EKOFO:**

Q. Comment évolue votre état de santé ?

R. Je me sens bien sauf quelques douleurs au niveau du foie.

Q. C'est depuis combien de temps que vous êtes là ?

R. C'est juste le lendemain du jour où j'étais blessé par balle par mon garde du corps, il y a de cela 3 semaines.

Q. Est-ce que vous recevez les soins comme il se doit ?

R. Oui, il n'y a pas de difficultés pour cela.

**Uvira-Mulongwe :**

**Entretien avec Monsieur JUMA, Notable Fulero.**

Le 23.06.2004.`

Q. C'est depuis quand que vous habitez ici à Mulongwe ?

R. Actuellement j'ai 50 ans et je suis à Mulongwe depuis l'âge de 15 ans.

Q. Et depuis ce temps vous n'avez jamais quitté ce lieu ?

R. Je me suis seulement déplacé lors de la guerre des Banyamulenge et les Mai-Mai, c'était à l'époque du RCD, pendant 3 semaines seulement et je suis rentré.

Q. Quels sont les grands moments d'insécurité que vous avez déjà connu ici ?

R. C'est à maintes reprises que nous avons toujours eu peur des attaques de ces gens qui ne nous aiment pas depuis longtemps.

Q. Est-ce que vous autorisez que j'enregistre notre entretien ?

R. Je ne veux pas puisque ici les gens disparaissent pour avoir donné des témoignages.

Q. Qui a disparu par exemple ?

R. J'ai peur de continuer cet entretien avec toi. Je ne veux pas connaître le sort du Chef de Sange.

Q. Qu'est-ce qui lui est arrivé ?

R. C'est toujours à cause des Banyamulenge qui lui ont dit de déclarer qu'il aurait vu les Mai-Mai qui sont partis attaquer le camp de Gatumba au Burundi.

Q. Est-ce qu'il avait des relations particulières avec les Banyamulenge ?

R. Il était un membre du RCD, c'est connu de tout le monde.

Q. Où est-il pour le moment ?

R. Tu peux poser cette question aux Officiers militaires.

Q. Tu me disais que tu as peur de me répondre, est-ce qu'il y a des agents de sécurité qui filent les gens ici pour savoir ce qu'ils racontent ?

R. Tu sais, ici nous sommes à l'hôtel et on ne sait jamais ; quelqu'un peut nous trouver en train de faire l'interview et les Mai-Mai qui nous gardent dans la Cité voudront savoir autour de quoi nous étions entrain de parler.

Q. Pourquoi ce comportement ici

R. Les gens de la société civile ont transmis des messages dans les quartiers pour dire de faire attention aux déclarations, surtout en ce qui concerne les événements de Gatumba. Ils ont dit de faire attention aux gens qui posent des questions pour ne pas contredire notre Gouvernement.

Q. Qu'est -ce que le Gouvernement a dit ?

R. Les Banyamulenge qui sont à Gatumba disent que ce sont les Mai-Mai qui les ont tués et le Gouvernement a refusé.

Q. Qui dit vrai entre le Gouvernement et les Banyamulenge ?

R. Je ne sais pas

Q. Le Gouvernement n'est pas quand même contre les Banyamulenge ?

R. Ce sont les gens de la société civile qui peuvent répondre à cette question, ils ont organisé une marche ici à Uvira, ils nous ont dit beaucoup de choses, moi je me limite par là.

### **Entretien avec Monsieur WATULI, enseignant à Uvira et membre actif de la société civile de la place.**

Le 24.09.2004.

Q. Quelle est la situation sécuritaire qui prévaut ici après les massacres de Gatumba ?

R. Je n'aime pas répondre aux questions des gens que je ne connais pas. (Brève présentation)

Je le fais malgré tout en espérant que tu ne vas pas me vendre auprès des Banyamulenge qui sont là à Goma, la deuxième capitale du Rwanda.

Pour répondre à ta question, la sécurité est garantie ici par les militaires des FARDC venus de Kalemie, ils sont très nombreux, les éléments ex-Mai-Mai sous contrôle de Nyakabaka et les combattants de Masunzu garantissent la sécurité à tout le monde. Tu es venu de Bukavu, j'espère qu tu as constaté qu'il y a des barrières partout sur la route pour éviter l'infiltration des ennemis.

De Kamanyola jusqu'à Kanvinvira ce sont les Mai-Mai, de Kanvinvira, Uvira jusqu'à Makobola ce sont les FARDC, à Sange il y a quelques militaires du RCD Goma dans les hauts-plateaux Masunzu et ses éléments y gardent la sécurité.

Q. Est-ce que ces différents groupes s'entendent ?

R. Oui ; il n'y avait que les Banyamulenge qui les opposaient, mais depuis leur départ, il n'y a plus de problème.

Q. Pourtant les éléments de Masunzu sont des Banyamulenge ?

R. Oui, mais pas comme les autres, eux sont restés fidèles au Gouvernement ils ont l'appui la population

Q. Parle-moi un peu des événements de Gatumba, qu'est-ce que vous en connaissez ?

R. L'affaire de Gatumba est très claire. Nous étions ici avec nos frères Banyamulenge qui faisaient la loi au niveau de l'Administration, de l'Armée et des

services de sécurité. Lorsqu'ils ont appris que le Colonel Jules Mutebutsi venait d'être chassé dans la plaine de la Ruzizi, ils sont partis d'eux-mêmes, ils ont tout abandonné pour se réfugier au Burundi. En partant, ils promettaient de rentrer par force dans 3 jours. Nous ne parvenions pas à comprendre ce langage, nous avions eu tous peur. Quelques jours après, les Congolais qui se rendaient au Burundi étaient victimes des menaces de la part des Banyamulenge qui se trouvaient au camp de Gatumba. C'est à partir du Burundi que nous avons appris qu'il y avait une guerre qui se préparait pour attaquer Uvira et Bukavu, des militaires se camouflaient dans le camp de Gatumba a-t-on appris. C'est la cause même du renforcement des militaires dans cette partie. Nous avons été surpris d'entendre des détonations à Gatumba dans la nuit du 13.08.2004 vers 22h. Le lendemain nous apprendrons que les Banyamulenge ont été massacrés.

Q. Quelle serait l'origine des assaillants ?

R. Vous savez, les Banyamulenge ont un mauvais passé, non seulement avec nous peuple Congolais mais aussi avec les rebelles Burundais. A l'époque de l'AFDL, les Banyamulenge avaient tué les dignitaires Burundais du groupe opposant qui étaient en refuge ici à Uvira, ça ne peut pas nous surprendre que les rebelles FNL déclarent avoir opéré au camp de Gatumba.

Q. Est-ce qu'il n'y avait pas l'implication de l'armée congolaise ou des autres forces se trouvant sur le sol congolais ?

R. Il y a eu des suspicions mais il n'y a aucune preuve jusque maintenant. Ce que je sais est que les rebelles FNL ont des alliances avec les Mai-Mai, ils se connaissent et tous luttent contre les Tutsi auxquels sont assimilés les Banyamulenge mais je ne saurai pas ici vous confirmer qu'ils ont opéré ensemble. Ce que nous avons appris est que les rebelles FNL étaient en contact avec les autorités de Kinshasa qui étaient prévenus de la présence des militaires Rwandais et Erythréens qui s'apprêtaient à attaquer le Congo.

Q. Pourtant l'on parle de la participation du Commandant Ekofo dans l'attaque de Gatumba ?

R. Le jour de l'attaque de Gatumba, le Commandant Ekofo se trouvait ivre à mort au Nganda 5/5 de Mulongwe, il était avec des amis que nous connaissons. Ce jour là il fêtait son Grade de Lieutenant-colonel. Comment dans cet état d'ivresse pourrait-il se retrouver de l'autre côté de la frontière pour mener une attaque de grande envergure comme celle de Gatumba ?

Q. Pourtant il aurait été blessé.

R. Nous connaissons tous dans quelle circonstance le Lieutenant-colonel Ekofo a été blessé, c'est d'ailleurs après environs 10 jours des attaques de Gatumba. C'est son garde du corps qui par mégarde a fait un mauvais usage de son arme, c'est alors qu'une balle est sortie de la gâchette pendant qu'ils se trouvaient tous dans une camionnette.

Q. Que pensez-vous du retour des Banyamulenge au Congo ?

R. Ce que nous n'acceptons pas c'est le chiffre de 45.000 Banyamulenge qu'ils avancent. Nous savons qu'ils sont partis d'Uvira environ 300 familles soit 1.800 personnes, ceux-là peuvent revenir chez-nous sans armes et ils seront reçus. Avant leur retour nous exigeons aussi le retour de nos frères réfugiés en Tanzanie depuis les événements de l'Est parce que ces Banyamulenge ne sont pas plus Congolais que les autres. Voilà tout ce que j'ai à vous dire.

**\* Entretien avec Simon, agent d'une ONG à Uvira.**

Q. C'est depuis quand que vous êtes dans la région ?

R. Je suis né ici, mais c'est depuis 5 ans que je suis revenu travailler ici à Uvira.

Q. Vous avez donc une idée sur les événements qui s'y développent depuis les 5 dernières années ?

R. Justement et je m'intéresse aux conflits de la région pour comprendre le comportement des uns et des autres pour bien orienter nos activités.

Q. Quel est votre constat personnel ?

R. C'est vraiment à titre confidentiel que je peux m'entretenir avec toi.

Q. Merci d'avance !

R. Je ne voudrais pas vous amener loin dans l'histoire de la région, mais il existe un conflit ouvert entre les Banyamulenge et les autres peuples qui se disent autochtones. Vous savez les Tutsi sont un peuple éleveur qui considère les autres comme des gens pauvres. Les Banyamulenge avec leurs troupeaux de vaches vont souvent à la conquête des pâturages et s'imposent par leur esprit de guerriers. Avec ce comportement les autochtones se sentent frustrés et les considèrent comme des ennemis. Ils ne les tolèrent pas.

Avec les guerres qui ont sévi dans la région, les Banyamulenge ont eu la force de s'imposer au-dessus des autres avec la bénédiction de l'armée Rwandaise. La haine et le conflit entre cette communauté et les autres ont pris l'ascenseur jusqu'à la situation que nous traversons aujourd'hui.

Q. C'est ce qui abouti aux massacres des Banyamulenge à Gatumba ?

R. Exactement lorsqu'ils ont quitté la Cité d'Uvira, ils s'exclamaient qu'ils reviendraient en force après 3 jours. Les autres ont été plus vigilants, ils les ont devancés avec l'appui les rebelles Burundais du FNL.

Q. Cette affaire a-t-elle été commanditée à partir du Congo ?

R. Il y a eu sûrement complicité entre les autorités militaires Congolaises et les rebelles du FNL mais avec la souplesse et la collaboration entre militaires et la population locale qui est contre les Tutsi et les banyamulenge, les traces sont en train de disparaître. C'est le cas du Chef de Cité de Sange dont on ne parle plus. La société civile de cette Province est alliée au PPRD. Chaque fois qu'il y a un événement dans lequel on accuse les militaires et les Mai-Mai qui jusque maintenant dépendent de l'ancienne composante Gouvernement, la population récupère vite la situation pour défendre ses intérêts. Ici personne ne peut oser donner des éléments contraires aux propos de la société civile, même les prêtres et les pasteurs, ils sont tous dans le même sac.

Toutefois, il y a lieu de retenir que les Banyamulenge ont affiché un comportement dont ils paient le pot cassé aujourd'hui.

Q. Que faudra-t-il alors pour que la paix revienne dans la région ?

R. C'est un peu difficile parce qu'il y a déjà un mécanisme mis en place par les politiciens et la société civile, pour combattre les Tutsi et les Banyamulenge. Pour comprendre la situation, il y a eu une marche organisée à Uvira, le 15.09.2004, pour s'opposer au retour des 45.000 Banyamulenge se trouvant au Burundi. Les associations et autres organisations qui ont ouvert leurs bureaux ce jour-là sont présentement traquées par l'ANR. C'est le cas du responsable de l'ONG PASSIF qui a été interpellé hier. Alors on se demande quel rapport y a-t-il entre une marche organisée par la société civile et les services de sécurité. On peut donc conclure que c'est une marche qui a été organisée par le pouvoir en place !

Q. N'y –t-il pas donc plus espoir de cohabitation entre les Banyamulenge et les autres ?

R. Il faudra d'abord démanteler la machination de la composante ex-Gouvernement qui utilise la société civile au Sud-Kivu. En plus il faudra beaucoup de campagnes de sensibilisation avant les élections si non la population ne sera même pas d'accord de recenser les Banyamulenge comme des Congolais.

**\* Entretien avec WENGA, Officier de renseignements à Uvira.**

Q. Quelle était la motivation de la fermeture de la frontière par les autorités militaires du Sud-Kivu après que le Burundi ait autorisé l'ouverture de sa douane ?

R. C'était pour éviter l'infiltration des Banyamulenge qui organisaient des scènes de provocation aux peuples autochtones.

Q. Quels sont les différents groupes armés qui ont le contrôle de cette partie du Territoire national ?

R. Ici nous avons les FARDC en majorité, ils sont sous contrôle du Commandant de ville le colonel Mutupeke secondé par le Lieutenant-colonel Ekofo qui est actuellement aux soins médicaux à Bukavu. Il y a les ex Mai-Mai qui sont dirigés par le Commandant Nyakabaka et les militaires de Masunzu qui sont en grand nombre dans les hauts-plateaux. Il faudra noter qu'il y a une section des militaires du RCD au niveau de Sange.

Q. Est-ce que la population digère bien cette intense présence militaire ?

R. La population est à l'aise avec eux parce qu'ils sont venus défaire les Banyamulenge du RCD qui leur causaient du tort. C'est une population libérée contre l'esclavagisme des Banyamulenge.

Q. Et les militaires de Masunzu, qui sont-ils ?

R. Oui, ce sont des Banyamulenge mais qui appartiennent à la composante Gouvernement. Ce qui est vrai est que la population locale affiche également une certaine méfiance à leur égard.

Q. Pourquoi cela ?

R. Il y a des Banyamulenge qui avaient fui les rangs de Mutebutsi qui ont été récupérés, par Masunzu, cela n'inspire pas confiance à la population.

Q. Vous avez parlé du Lieutenant-colonel Ekofo, qu'est-ce qui lui est arrivé ?

R. Il a été blessé par son garde du corps, il y a 3 semaines, c'est par grâce qu'il a échappé à la mort parce qu'il se trouvait tous deux dans le même véhicule lorsque par mégarde la balle est sortie de la gâchette.

Q. Il serait impliqué dans l'attaque des Banyamulenge au camp de Gatumba ?

R. C'est une fausse accusation que nous avons appris dans le rapport des Banyamulenge, ce jour-là il était au Nganda 5.5 de Mulongwe avec son ami Romain de CARITAS pour fêter son Grade de Lieutenant-colonel, je l'ai personnellement vu ivre à mort et dans cet état, il lui était impossible de participer dans une opération militaire comme celle-là.

Q. Cette attaque semble t-il serait commanditée à partir du sol Congolais ?

R. Il n'y a pas de traces pour confirmer cela, ce sont les rebelles du FNL qui sont en mesure de mener une attaque de ce genre. Ce sont les Banyamulenge qui manipulent la communauté internationale pour chercher à se protéger.

Q. Qu'en-est-il du retour des Banyamulenge au Congo ?

R. Vous avez vu vous même la réaction de la population vendredi passé lorsque le Gouverneur venait d'autoriser aux femmes et aux enfants de traverser. Les gens ici

ne veulent plus de ces Banyamulenge pour les avoir dominé pendant plusieurs années

Q. S'ils restaient à l'étranger serait-il une solution pour une paix durable dans la région ?

R. Non, c'est une force qui peut bien s'organiser et déstabiliser la région. Si cela pouvait dépendre de moi, qu'ils reviennent sans armes et qu'ils rentrent vivre dans les hauts-plateaux comme leurs frères du groupe de Masunzu.

Q. Pourtant les autres ethnies sont encore armées, ne peuvent-ils pas se venger contre-eux ?

R. Le Gouvernement doit tout faire pour désarmer toutes ces bandes armées pour garantir la paix à tout le monde.

## **V. EN GUISE DE CONCLUSION**

Dans notre réaction à chaud au rapport de HRW de septembre 04, nous avons déjà souligné la difficulté extrême qu'il y avait à apporter des preuves irréfutables par rapport à la responsabilité directe ou indirecte des uns et des autres dans ce qui s'est passé à Gatumba. Cela demeure d'autant plus vrai que la dimension politique a pris nettement le dessus sur toute autre considération. L'impact de ce coup de tonnerre sur le processus déjà bien laborieux de la transition congolaise était prévisible. Il s'en est fallu de peu pour que Gatumba efface Sun City, et que les pendules ne soient remises à zéro. C'est pour cela que les aveux des rebelles burundais du FNL revendiquant l'odieuse opération tombaient fort bien dans la mesure où ce mouvement assez marginal acceptait de jouer le mauvais rôle de ceux qui n'ont rien à perdre. D'autres réactions, heureusement fort peu nombreuses, ont tenté de justifier l'injustifiable, en trouvant des raisons à ce massacre en épilogueant sur les responsabilités des Banyamulenge, dans cette culture courante dans la région, de faire de la victime le bourreau et vice versa.

Depuis lors, le dossier a été classé sans suite, comme la plupart des dossiers de sang dans la région où l'on efface rapidement les souvenirs douloureux. Les rescapés de Gatumba ont pour la plupart regagné le Congo, laissant derrière 164 d'entre eux, des femmes, des enfants, des vieillards enterrés dans des fosses communes à quelques encablures de leur terre natale.

Notre ambition n'est pas de faire toute la lumière sur ce qui s'est passé dans la nuit du 13 au 14 août 04 et nous estimons que personne n'est outillé pour le faire, à part les planificateurs de cet acte génocidaire. Notre contribution aura été de laisser la parole aux rescapés et à leurs voisins du Sud Kivu. Les premiers ont dit ce qu'ils ont vu, ce qu'ils ont vécu et ont donné leur lecture du déroulement des opérations. Les seconds ont fourni leur analyse de la question identitaire et de la cohabitation au Sud Kivu.

Notre responsabilité collective, à ce stade, est double. La première est de faire en sorte que les auteurs de ce crime soient clairement identifiés et qu'ils répondent de leurs actes. C'est la seule manière de se dégager de ce cycle meurtrier violence-impunité-violence. La seconde est de ne pas oublier ce qui s'est passé, c'est-à-dire d'exercer notre devoir de mémoire, non pas pour demeurer prisonniers de ce passé douloureux, mais parce que nous avons le devoir d'assumer toutes les victimes de nos conflits, ceux de Gatumba comme ceux d'ailleurs.

C'est ce qui nous a donné l'énergie et la motivation nécessaires pour travailler sur ce dossier depuis deux ans, malgré tous les défis d'ordre culturel et sécuritaire qu'un tel travail comporte dans une région aussi sensible que la nôtre. Nous avons dû

négocier des alliances avec des partenaires aussi sensibles que nous à la nécessité impérieuse de conserver notre histoire et de lui faire face, y compris dans ses aspects les moins reluisants. C'est cela aussi, la responsabilité. Et le travail, nous l'avons dit, ne fait que commencer. C'est un chantier qui requiert le concours de tous. Ce concours est d'autant plus urgent que les actes de massacres sur fond des identités ne sont pas derrière nous. Nous continuons à les vivre au jour le jour, dans nos villages et dans nos campagnes, dans nos forêts et dans nos villes. Des exactions continuent à être commises sur des populations innocentes qui ignorent les agendas de ceux qui sont devenus les adeptes de la pyromanie. Ngungu, Nyabiondo, Kanyabayonga, Kirumba, Kalehe, Walikale...autant de lieux où l'on signale des violences contre des populations civiles, obligeant ces dernières à abandonner leurs habitations et leurs occupations quotidiennes, à la recherche d'une parfois hypothétique sécurité physique. Ces déplacements incessants des vieillards, des femmes et des enfants les rendent encore plus vulnérables. Et leur sort ne semble pas particulièrement être au centre des préoccupations des autres. Car c'est cela aussi, notre responsabilité : agir, et agir aujourd'hui, pour ne plus pleurer *a posteriori* des morts que nous aurions pu éviter.

*Onesphore Sematumba*

## **ANNEXES**

### **1. Débats et manoeuvres autour du massacre du camp de Gatumba : Informations ou interprétations ? Les agendas politiques assassinent une deuxième fois les morts de Gatumba**

Le massacre génocidaire de Gatumba qui a fait 164 morts et plus d'une centaine de blessés et traumatisés le 13 août 2004 est en train de servir de prétexte à des manoeuvres politiques autour des agendas régionaux des Grands Lacs.

Dans la nuit du 13 au 14 août 2004, le camp de Gatumba au Burundi fut attaqué par environ une centaine d'assaillants et 163 réfugiés congolais, hommes, femmes et enfants (dont 149 Banyamulenge et 14 Babembe) furent massacrés. Plus d'une centaine de réfugiés furent blessés. Un des blessés est mort de ses blessures deux jours après l'attaque ce qui amène le chiffre des morts à 164.<sup>11</sup> Pole Institute est entrain de préparer un rapport détaillé sur base de nos enquêtes et entretiens.

Au vu du battage médiatique autour de la question nous réagissons dans ce texte au rapport contradictoire en lui-même de l'ONG Human Rights Watch qui choisit de mettre en avant comme point central la non-implication d'acteurs congolais tout en concédant dans d'autres parties du même texte la participation d'individus congolais au massacre sans en tirer aucune conclusion. À ce point les investigations de tous les enquêteurs sont nécessairement incomplètes et il est extrêmement difficile à ce stade d'apporter des preuves irréfutables par rapport à la responsabilité directe et indirecte des uns et des autres. Dans un contexte politique et militaire hautement explosif, s'avancer sur base d'un rapport qui se dit « d'information » pour revendiquer la non-implication d'acteurs congolais sans même avoir enquêté au Congo, mais seulement au Burundi, nous semble pour le moins léger. Donc, nous nous permettons de mettre en avant ici un condensé préliminaire de nos propres informations, analyses et questionnements en attendant la sortie de notre rapport détaillé. Nous estimons que les enquêtes ne doivent pas s'arrêter là. Notre rapport s'efforcera d'apporter une pierre à l'édifice de la reconstruction et de l'analyse des faits.

#### **Comment l'histoire s'est déroulée...**

Dès le 14 août, le massacre avait été revendiqué par la rébellion hutu burundaise FNL. Mais des témoignages concordants avaient établi que les assaillants avaient été une coalition de miliciens burundais FNL, de Mayi-Mayi congolais et de miliciens Interahamwe rwandais basés au Congo, qui avaient traversé la frontière vers le Burundi pour mener l'attaque. Le Président du Burundi, Domitien Ndayizeye, déclarait: "Notre pays a été attaqué, notre frontière a été violée, par des éléments venant de la RDC pour massacrer des civils congolais qui avaient demandé l'asile". En réaction, le Conseil de Sécurité demandait le 15 août aux missions MONUC et ONUB de mener une enquête. Un pré-rapport des enquêteurs, qui établit que les attaquants étaient autour de 90, dont un tiers de FNL et les autres des Mayi-Mayi et des miliciens rwandais, a été soumis au Conseil de Sécurité début septembre et discuté au sein du Conseil le 3 septembre. Le pré-

---

<sup>11</sup> Pole Institute dispose d'une liste des noms des victimes avec leur âge qui a été établie par Elias Ntuyahaga, un des réfugiés rescapés du camp.



rapport n'a pas été rendu public et le Conseil a demandé aux divisions politiques des deux missions onusiennes de continuer leurs investigations. Déjà le 30 août, le Secrétaire Général de l'ONU Kofi Annan déclarait au Conseil de Sécurité: "Des témoins oculaires ont témoigné que le FNL attaquait un camp militaire voisin, pendant que des éléments congolais et rwandais perpétreraient le massacre de Gatumba." Il s'était déjà exprimé en termes similaires dans son premier rapport sur la mission onusienne au Burundi (ONUB) publié le 25 août. Le massacre avait entraîné des réactions fortes au niveau international, mais surtout en RD du Congo et avait sérieusement mis en péril le processus de transition.

Le 7 septembre, l'ONG Human Rights Watch a publié un rapport d'information<sup>12</sup> sur le massacre qui – au-delà d'informer - se concentre surtout sur l'interprétation des témoignages, remet fortement en cause les dépositions des rescapés et conclut à la seule responsabilité du FNL burundais en tenant pour hautement improbable toute implication congolaise dans le massacre de ces réfugiés banyamulenge congolais. Dans leurs déclarations lors de la présentation du rapport, des responsables de HRW vont même plus loin. Le communiqué de presse de HRW cite l'auteur du rapport, Alison Des Forges: "The accepted version of events is wrong". Une autre responsable de HRW affirme dans un entretien avec un journaliste qu'il n'y a aucune preuve que les assaillants seraient vraiment partis du territoire congolais et y seraient rentrés...<sup>13</sup> HRW justifie son travail par la nécessité d'éviter une utilisation politique du massacre de Gatumba qui pourrait servir de prétexte pour une nouvelle guerre dans la région des Grands Lacs, mais par son rapport - et surtout par ses déclarations très médiatisées autour de la présentation du rapport - l'organisation contribue de fait à une telle utilisation politique des événements.

Un nouveau rapport des Nations Unies a été commandité et une vague de réactions s'est déchainée.

### **Un début d'enquête de notre part**

Notre Institut avait visité le camp de Gatumba début juillet pour y mener des entretiens approfondis avec les responsables du comité du camp et des individus réfugiés. Nous cherchions à comprendre et à analyser ce qui avait obligé ces Congolais de quitter leur pays et chercher refuge au Burundi. Déjà lors de ces entretiens, tous nos interlocuteurs demandaient à rentrer le plus vite possible chez eux, mais se demandaient comment trouver des conditions de sécurité minimales pour cela. Le lendemain du massacre, un de nos chercheurs s'est immédiatement rendu sur place et a enquêté à partir du 14 août jusqu'au 17 août. Une deuxième série d'enquêtes a été menée au Burundi du 23 août jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre. Nous avons interviewé plus d'une vingtaine de rescapés dont un nombre de blessés, des représentants des autorités militaires burundaises, un administrateur congolais de Fizi, des journalistes burundais qui ont couvert les événements, des membres exilés de la société civile congolaise du Sud Kivu et un assaillant burundais emprisonné. Nous reconnaissons quelques-unes de ces mêmes sources dans le rapport de Human Rights Watch. Nos entretiens vont être publiés par Pole Institute sous peu. Mais nous tenons d'ores et déjà à souligner des éléments essentiels qui nous

---

<sup>12</sup> Human Rights Watch : Burundi: Le Massacre de Gatumba Crimes de Guerre et Agendas Politiques Document d'information de Human Rights Watch, septembre 2004

<sup>13</sup> Voir « Die Tageszeitung », Berlin, 8/9/04, *Politische Leichenfledderei nach dem Blutbad*, par Dominic Johnson

interpellent au vu du contenu du rapport de Human Rights Watch et de la chaîne d'interprétations et de réactions qu'il a entraînée.

### **Quelques éléments-clé:**

#### **1. *Beaucoup d'indicateurs permettent de conclure qu'il y a eu des responsabilités partagées, alors pourquoi recuser cela sur base d'une investigation incomplète ?***

Le rapport tire la conclusion que c'est le FNL qui est l'unique planificateur et responsable des massacres de Gatumba. Pourtant, des éléments divers provenant de différentes sources, notamment le premier rapport des Nations Unies, mais aussi les témoignages concordants des personnes interrogées par nous, soulignent des faits et observations qui pointent en direction d'une planification et de la responsabilité d'éléments de la 10ème région militaire congolaise qui intègre des miliciens Mayi Mayi congolais mais aussi des Interahamwe rwandais.

Un des responsables congolais, un certain major Ekofo , ex-Mayi-Mayi sous le commandant Nyakabaka et présentement commandant 2nd des FARDC à Uvira, qui selon plusieurs témoignages aurait commandé l'attaque, a été blessé par balles le 2 septembre 2004, selon UN OCHA par un de ses gardes du corps, et est hospitalisé à Panzi, Bukavu<sup>14</sup>. Le chef de la cité de Sange au Congo, Masumbuko Burugwa, qui avait donné des informations détaillées sur les assaillants à la MONUC, informations qui confirmaient l'implication congolaise, est depuis porté disparu.<sup>15</sup> Un certain nombre de blessés parmi les assaillants, qui selon plusieurs témoignages étaient hospitalisés à Uvira, auraient été transférés au centre de santé de Kabimba (Kigongo), toujours au Congo à quatre km au sud d'Uvira<sup>16</sup>. S'agit-il de tentatives de brouillages des traces au vu des enjeux politiques qui commencent à se dessiner? Dans tous les cas, une forte implication congolaise se dégage des témoignages oculaires et des observations faites par d'autres enquêteurs<sup>17</sup>. S'il est vrai que le brassage de personnes d'origines et de langues diverses est fort dans la région, s'il est également vrai que des miliciens burundais ont sans aucun doute participé à l'attaque, il est par ailleurs établi par de nombreuses sources, que des éléments non-burundais, c'est-à-dire congolais et rwandais, ont participé à ce massacre génocidaire. D'ailleurs le rapport HRW ne nie pas totalement la présence d'éléments congolais, mais réduit leur rôle à celui d'individus quasiment égarés et sans influence.

#### **2. *L'argument de la langue kirundi comme unique langue utilisée ne tient pas debout.***

Un argument essentiel mis en avant par le rapport - tendant à écarter la participation à l'assaut d'éléments autres que burundais - est la langue utilisée durant l'attaque, le Kirundi, dans lequel les assaillants auraient chanté. Or, plusieurs sources interrogées

---

<sup>14</sup> Cette information nous était parvenue de plusieurs sources sur le terrain au Congo et au Burundi. UN OCHA Monitoring confirme la blessure par balles et l'hospitalisation à Bukavu dans son bulletin hebdomadaire couvrant la période du 28 août au 3 septembre sans pour autant la lier aux évènements de Gatumba.

<sup>15</sup> Selon un rapport du chroniqueur du camp Elias Ntuyahaga, daté du 31 août 2004.

<sup>16</sup> ibidem

<sup>17</sup> Voir par exemple les déclarations de l'enquêteur de International Crisis Group, Pierre Bardoux, sur RFI le matin du 2 septembre 2004

disent avoir entendu chanter et parler en plusieurs langues (Bembe, Fulero, Swahili, Lingala, Kinyarwanda et Kirundi). Faire émerger le parler Kirundi, langue *principale* entendue durant l'attaque, comme argument déterminant, n'est pas très solide puisque d'autres langues ont également été utilisées selon les témoins oculaires. Le rapport cite une blessée grave mubembe (que nous avons interrogée en swahili) qui a été sauvée par un assaillant mubembe l'ayant entendu bercer son enfant en langue bembe. Et pourtant les auteurs du rapport n'en tirent aucune conclusion. Nous avons parlé à d'autres survivants babembe qui affirment avoir entendu les assaillants parler bembe ou fulero. Pourquoi le rapport ignore-t-il ces témoignages de Babembe qui pleurent quatorze morts parmi les victimes de Gatumba? La seule faute de ces innocents avait été de cohabiter avec leurs voisins banyamulenge....

### **3. La question de la nationalité vue sous un autre angle.**

Le rapport avance que si les rescapés ont témoigné avoir entendu d'autres langues que le kirundi, cela s'expliquerait par le fait que les éléments burundais auraient appris ces langues lors de leurs périples dans la région. Le rapport ne tient cependant pas compte du fait que ces périples des milices burundaises et des génocidaires rwandais ont pu aboutir dans un nombre de cas à leur intégration dans des milices et/ou armées congolaises. Ici, soudain la question de la nationalité se pose tout autrement ! Pour nous la vraie question n'est pas le lieu de naissance de tel ou tel massacreur mais la responsabilité politique et l'agenda stratégique des planificateurs et exécutants de ces actes génocidaires.

### **4. Une grille de lecture bien spécifique par rapport aux témoignages des rescapés.**

Le rapport cite un Munyamulenge ayant deux femmes, dont une Muvira (selon nos enquêtes) ou Mufulero (selon d'autres enquêteurs), qui a été sauvé parce qu'il se trouvait dans la tente de sa femme muvira (dans un quartier du camp épargné durant l'attaque et qui était occupé par les rapatriés burundais et les réfugiés bafulero). Ce Munyamulenge témoigne avoir communiqué en kifulero avec des assaillants. Son témoignage est décrédibilisé dans le rapport parce que il a été agent de renseignement du RCD à Uvira avant la fuite. Les auteurs du rapport impliquent que le témoignage d'un agent de renseignement relève plutôt d'un montage sophistiqué que de la réalité des faits. Mais ont-ils à leur tour vérifié toutes les sources et croisé les informations sur la crédibilité et les affiliations politiques de cette personne ? Bien sûr qu'on ne peut pas ignorer le trafic de rumeurs et d'informations truquées qui, au Congo comme ailleurs, aident parfois à gagner son repas du jour. Ici, ce qui est gênant, c'est que les auteurs du rapport semblent privilégier dans les témoignages directs des interprétations qui tendent à exclure une partie des responsabilités. Or, il est quand-même frappant que la totalité des témoignages directs à notre disposition incrimine une coalition de criminels burundais, congolais et rwandais, une espèce de milice sans frontières venue du territoire du Congo et repartie là-bas après les faits.

### **5. Les victimes et rescapés de Gatumba sont des civils congolais comme les autres.**

Il est toujours difficile de faire la lumière sur des crimes hautement politiques de ce genre. Aussi, les rumeurs et les imprécisions sont légion dans le contexte de crise et de guerre. Cependant, il est étonnant que les rapporteurs de HRW interprètent pratiquement tous les témoignages des rescapés banyamulenge et babembe avec une extrême caution. Le rapport va jusqu'à souligner que des entretiens individuels

avec surtout des femmes - estimées être plus « spontanées » dans leurs réponses que les hommes - étaient systématiquement envahies par un ou plusieurs hommes. « Ces Banyamulenge omniprésents semblaient vouloir s'assurer que toutes les informations convergeaient vers une version donnée des faits, plutôt que de permettre la reconstitution la plus exacte possible de ceux-ci. »(page 26) Un tel raisonnement ne part-il pas de la présomption que la communauté banyamulenge, en tout cas les hommes civils réfugiés et fuyant les persécutions, serait un bloc monolithique dirigé et contrôlé par un pouvoir obscur ? Même dans une situation tragique de cette ampleur, les civils banyamulenge feraient partie d'une conspiration et ne sont pas tout simplement des personnes éprouvées et traquées qui réagissent comme ils peuvent et essayent de comprendre ce qui leur arrive.

Nos entretiens avec les rescapés ont été menés individuellement et sans contrôle quelconque. Les témoignages des rescapés sont plutôt cohérents. Par rapport à la description des assaillants et aux faits subis, des points communs surgissent qui suggèrent clairement une coalition de forces régionales avec une implication forte congolaise.

#### **6. Les théories de conspiration ne remplacent pas les enquêtes et analyses sérieuses dans l'attribution de responsabilités.**

L'interprétation qui exclut complètement toute responsabilité congolaise ne s'appuie pas sur des témoignages par rapport aux faits, mais relèverait plutôt d'une théorie de conspiration. Selon des sources locales, certains enquêteurs de la Monuc à Bukavu se concentreraient essentiellement sur "la main invisible rwandaise" et prétendraient en avoir les preuves que jusqu'ici ils n'arrivent pourtant pas à produire.

Par rapport à la question de l'implication du Rwanda ou du Burundi, le rapport de HRW se limite à souligner les déclarations des autorités rwandaises et burundaises qui rendent visibles la menace d'une éventuelle guerre que les deux pays pourraient mener au Congo avec comme prétexte le massacre de Gatumba. Selon nous, la récupération politique possible ou réelle d'un tel massacre par les uns ou par les autres doit nécessairement faire partie de l'analyse, mais ne doit et ne peut être confondue avec une enquête sur les faits.

Le rapport déplore également la surenchère dans l'usage du mot génocide. Le massacre de Gatumba, selon toutes informations dont nous disposons et selon les qualificatifs lui afférés par les rapports et observations publiés, est bel et bien un acte de génocide visant l'extermination d'une communauté précise. Il convient de le qualifier ainsi plutôt que de le noyer dans un magma de théories de conspiration qui pourraient frôler le négationnisme que les extrémistes de tout bord sont prêts à exploiter.

#### **7. Le témoin FNL confirme l'implication active et décisive des Mayi Mayi.**

Le milicien FNL arrêté, interviewé par nous ainsi que par un enquêteur de l'ONUB qui est cité par HRW, porte le nom de Jean Minani et est âgé de 25 ans. Certes, comme le dit le rapport, son arrestation à Ngagara pose quelques questions étant donné que c'est un milieu principalement tutsi. Nous l'avons interrogé nous-mêmes. Il est vrai qu'il se perd quant au nombre des éléments FNL venus de Rukoko et ayant participé à l'attaque, il parle parfois de 90 éléments, parfois de 23 etc...Cependant, sa description de l'itinéraire utilisé par les attaquants, des autres groupes rencontrés du côté du Congo, de la responsabilité de commandement lors de l'attaque, de la géographie et du déroulement de l'attaque, rendent extrêmement crédible sa participation aux massacres. Nous avons surtout retenu une chose durant

l'interview : Minani dit:que "les Mayi Mayi étaient full", pour dire qu'ils étaient plus nombreux que son groupe FNL que le rapport décrit comme l'absolue majorité des attaquants. Ne pouvant pas totalement nier la présence congolaise, le rapport concède quelques individus mayi mayi perdus. Minani affirme que les FNL qui étaient avec lui, avaient apporté leurs fusils mais que les bouteilles contenant l'essence utilisée pendant l'attaque ont été amenées par les Mayi Mayi. Comment la responsabilité première peut-elle alors être imputée exclusivement au FNL ? À moins que l'on parte du principe que Minani serait mis sous pression et que son récit serait dicté par les autorités burundaises qui le gardent en prison...

#### **8. *La négation pure et simple de responsabilités congolaises affaiblit les chances d'une transition réussie et d'un retour durable à la paix.***

Le rapport affirme qu'il n'y a pas eu d'implication Mayi Mayi dans la planification même si quelques éléments dispersés pourraient avoir participé à l'attaque. D'abord, les Mayi Mayi au Sud Kivu font partie de la 10<sup>ème</sup> région militaire et leur implication, si infime soit-elle, incrimine les FARDC et pose la question de la responsabilité de la 10<sup>ème</sup> région militaire dans les massacres de Gatumba. En balayant d'un revers de la main leur implication dans la planification et l'exécution, le rapport brouille la piste de la responsabilité congolaise. Pour sauver quoi? La transition? Le brassage de l'armée? Pour ne citer que deux points névralgiques de la crise congolaise.

La vraie question est : Pourquoi le rapport s'efforce-t-il de façon si flagrante d'ignorer, voir de nier toute responsabilité de la part des autorités militaires congolaises ? Pourquoi se refuse-t-il même de poursuivre toute piste qui pourrait aboutir à incriminer ces autorités ? Selon nous, la moindre des choses serait de mesurer les autorités militaires et civiles congolaises sur base des mêmes critères que toute autre autorité reconnue et responsable.

#### **9. *Pourquoi les morts de Gatumba ne peuvent-ils pas reposer en terre natale ?***

Une question cruciale n'est pas traitée dans le rapport. S'il est vrai que la responsabilité est FNL, donc burundaise et non congolaise, pourquoi - malgré la présence de hautes autorités congolaises lors de l'enterrement des victimes de Gatumba (vice-présidence, ministres, parlementaires, et gouverneurs etc..) et l'insistance des familles des victimes de pouvoir rentrer, morts et vivants, dans leur pays – les morts de Gatumba ont-ils été enterrés en terre étrangère à quatre km du Congo et non à Uvira ou Minembwe ?

Lors de notre passage au camp de Gatumba début juillet 2004, les réfugiés déclaraient clairement vouloir rentrer chez eux dès que possible.

Certes, l'argument que les conditions sécuritaires n'étaient pas réunies a été avancé, mais après les massacres en terre étrangère, cet argument ne semble plus très valable. L'insécurité semble suivre ces malheureux là où ils vont. Par ailleurs, pourquoi les autorités et populations congolaises toutes tendances confondues ne sont-elles pas à même de rapatrier les cadavres de leurs compatriotes massacrés pour leur offrir une sépulture digne en terre natale et par là commencer un processus de création de confiance mutuelle comme base d'une cohabitation pacifique durable. Personne de sérieux n'a jusqu'ici osé traiter les victimes de Gatumba de criminels ou de membres d'un groupe armé. En quoi ces morts ne méritent-ils alors pas de reposer chez eux ?

#### **10. *La propagande de haine et d'exclusion existe bel et bien au niveau régional et elle nourrit directement et indirectement les massacres et crimes de guerre.***

Toutes les sources, y compris le rapport de HRW, font état de tracts incitant à la haine contre les Banyamulenge et les Tutsi en général circulant notamment au Congo et au Burundi. Le rapport HRW signale que ces tracts, de par leur contenu et leur style, étaient nettement situés dans le contexte congolais, mais met en doute, en dépit des témoignages de rescapés et d'autres Banyamulenge, que certains des tracts aient circulé au Burundi avant l'attaque. Il signale également qu'il n'y a pas de preuve de leur « authenticité ». De là, le rapport conclut qu'il n'y aurait aucun lien entre les tracts et l'attaque. Mais quand bien même ces tracts n'auraient pas circulé au Burundi avant, l'existence de propagandes haineuses et incendiaires par tract et par radio est reconnue par tous les observateurs, y compris le HRW. L'existence de forts liens régionaux entre les différentes milices est également soulignée par tous les observateurs. Vu dans ce contexte, il y a un lien évident entre cette propagande de haine qui fait son chemin depuis un certain temps et le massacre de Gatumba qui visait explicitement les Banyamulenge et ceux qui cohabitaient directement avec eux dans le camp ! L'argument qui vise à faire de ce massacre une affaire strictement burundaise en paraît d'autant plus absurde.

**11. *Il reste la nécessité d'une enquête complète, approfondie et menée sans parti pris.***

Il s'avère que dans le contexte de régionalisation des conflits des Grands Lacs, comme d'ailleurs déjà lors de plusieurs autres incidents, les différents camps politiques semblent vouloir utiliser au maximum à leur profit la tragédie de Gatumba sur le dos des 164 morts et des nombreux blessés et traumatisés. Il nous paraît d'autant plus important que les enquêteurs et observateurs soient préoccupés essentiellement par la recherche et la diffusion des responsabilités directes et indirectes des uns et des autres par rapport à ce crime odieux. Or, au lieu de cela, le rapport HRW semble essentiellement viser à disculper les acteurs congolais et même les milices rwandaises, aussi bien que dans une certaine mesure l'ONUB. Il ne mentionne aucune responsabilité directe ou indirecte hormis celle du FNL burundais. Or, si les autorités rwandaises, burundaises ou congolaises sont impliquées d'une façon ou d'une autre, qu'on en produise les preuves, et qu'on l'affirme clairement. La nécessité d'une enquête approfondie et menée sans parti pris s'impose.

**12. *Les questions essentielles n'ont pas encore trouvé de réponses.***

Qui a perpétré le massacre de Gatumba ?

Mais aussi : qui l'a rendu possible ou même commandité ?

Qui nourrit la haine entre les ethnies congolaises qui sont aujourd'hui plus loin d'une cohabitation pacifique qu'ils ne l'étaient avant 1996 ?

Qui tire profit de cette situation ?

Et surtout : qu'est-ce que la Communauté Internationale peut faire pour contribuer à assurer une vie sécurisée à tous les Congolais, toutes origines ethniques confondues ?

Autant de questions fondamentales qui sont trop importantes pour y répondre à la légère. La transition congolaise et la paix dans la sous-région ne peuvent se construire que sur des bases saines et sur un engagement en faveur de toutes les populations civiles de quelque origine qu'elles soient.

*Aloys Tegera*

*Christiane Kayser*

*Goma, Septembre 04*

## 2. L'APPEL DE BEYROUTH

*(Ce texte est une présentation en langue française de « L'appel de Beyrouth », rédigé en arabe et qui doit être rendu public ce 24 juin 04 après avoir été discuté par environ 2000 personnes appartenant aux différentes communautés libanaises. Nous le publions parce que nous estimons que les populations de cette sous région s'y reconnaîtront et pourraient s'en inspirer... )*

Nous avons connu toutes les guerres, nous avons cru au pouvoir de la violence comme levier de changement, nous avons vécu toutes les ségrégations, nous avons imposé et subi toutes les purifications communautaires !

Nous avons fait de la religion une identité milicienne et avons rejeté toutes les valeurs dont elle était porteuse, les valeurs de tolérance, de respect de la personne humaine, de justice ! Nous avons recherché, dans les guerres que nous nous sommes livrées, l'aide des autres et avons, de ce fait, abdiqué de notre indépendance et de notre souveraineté ! Nous avons été finalement réduits, sans même nous en apercevoir, au rang de simples instruments dans la guerre des autres sur le sol de notre patrie !

Nous reconnaissons notre responsabilité commune, chrétiens et Musulmans, dans la guerre qui a ravagé notre pays et nous estimons que cette reconnaissance est la condition essentielle pour tirer les leçons de la guerre et ne pas être condamnés à répéter indéfiniment les erreurs que nous avons commises.

Nous avons beaucoup souffert, mais nous avons aussi beaucoup appris !

Nous avons payé cher le prix de la connaissance, nous l'avons payé de 144 240 morts, de 17 415 disparus et de 197 506 blessés ! Nous l'avons payé de la destruction de nos villes et de nos villages ! Nous l'avons payé de l'exode de centaines de milliers de nos enfants, de la perte de notre qualité de vie, de la chute de nos revenus, de notre misère !

Nous l'avons payé de nous-même, de notre aptitude au bonheur, de notre capacité à espérer, de notre estime de soi !

Mais nous savons aujourd'hui que le recours à la violence ne peut mener qu'à la destruction et à la mort, à la destruction de l'autre, mais aussi à la destruction de soi.

Nous savons également que nous sommes désormais liés, Chrétiens et Musulmans, pour le meilleur et pour le pire, par un même destin.

-Nous pouvons en faire un destin d'ouverture et d'avenir

- Si nous savons comment réhabiliter le modèle de convivialité que nous avons créé en libérant des pesanteurs communautaires et des querelles politiciennes qui l'avaient dénaturé pour en faire un modèle à suivre pour conjurer la violence qui se répand dans le monde.
- Si nous comprenons que la relation à l'autre ne peut pas se limiter au voisinage ou à la simple coexistence, car elle est nécessaire à notre épanouissement et représente un élément constitutif de notre personnalité.

- Si nous savons gérer les différences en ayant recours au dialogue et au compromis et en développant une culture de la convivialité qui repose sur la démocratie et les droits de l'homme.
  - Si nous avons le courage de faire face aux courants extrémistes qui se développent dans nos communautés pour bloquer ainsi toute possibilité de résurgence des fanatismes et empêcher que notre société ne soit prise, une nouvelle fois, en otage par les extrémistes.
- Mais nous pouvons également en faire un destin de déchéance :
- Si nous demeurons prisonniers du passé et de ses conflits, incapables de tourner la page et d'assumer toutes les victimes de la guerre sans discrimination aucune.
  - Si nous continuons à nous opposer sur les priorités nationales- libération du territoire national, recouvrement de la souveraineté nationale et réforme des institutions de la République-, en ne voulant pas saisir leur complémentarité.

Nous savons enfin que notre indépendance et notre souveraineté dépendent, avant tout, de notre volonté de rester unis, de préserver la convivialité entre nous, Chrétiens et Musulmans, et de créer un Etat dont l'existence ne soit plus tributaire des changements régionaux et dont le fonctionnement ne soit plus en permanence entravé par les rivalités communautaires.

Nous, Libanais de toutes les confessions et de toutes les régions, estimons que le changement est désormais possible parce que nous sommes aujourd'hui plus forts qu'hier !

- Nous le sommes parce que nous avons décidé de prendre notre destin en main et de compter sur nous-mêmes ! Nous le sommes parce que nous refusons toute discrimination entre nous et que nous considérons que ce qui nous lie est beaucoup plus important que ce qui nous divise ! Nous le sommes parce que nous avons compris que seul le respect du droit nous rend égaux et fait que nos différences ne sont plus perçues comme un facteur de division, mais comme une source de richesse ! Nous le sommes parce que nous pensons que nous vivrons ensemble égaux et différents !

Nous prenons position contre toutes les stratégies d'affrontement, aussi bien celles fondées sur des croyances culturelles ou des idéologies nationalistes que celles basées sur des projets d'hégémonie. Nous nous situons dans ce vaste courant d'opinion qui, de par le monde, s'est opposé à la guerre d'Irak et œuvre depuis la fin de la guerre froide à l'établissement d'un ordre mondial plus juste et plus équilibré.

Nous refusons toute tutelle extérieure qui s'exercerait au nom des valeurs de la démocratie et des principes des droits de l'homme. Nous rejetons également toute vision qui, au nom du fondamentalisme religieux, s'approprie la vérité et divise le monde en deux camps antagonistes, le camp du bien et celui du mal.

Nous pensons qu'il faut à tout prix mettre un terme à ce processus de réduction qui est à l'origine de toutes les folies : réduction de la civilisation à la culture, de la culture à la religion, de la religion à la politique, et de la politique à l'action violente.

Nous voulons œuvrer pour un monde de paix dans le respect de la démocratie et de la justice.